





Duke University Medical Center Library  
Trent Collection

Gift of

The Associates of the Trent Collection







7000



Digitized by the Internet Archive  
in 2015



*E S S A I*

SUR LA

JURISPRUDENCE

DE LA

MÉDECINE

*EN FRANCE.*



**E S S A I**  
S U R L A  
**JURISPRUDENCE**  
D E L A  
**M E D E C I N E**

**E N F R A N C E ,**  
*Lib. franc. Lauroquides Pirnys*  
**O U A B R E G E**  
**HISTORIQUE ET JURIDIQUE**

D E S Etablissmens , Reglemens , Police ,  
Devoirs , Fonctions , Récompenses , Honneurs ,  
Droits , & Privilèges des trois Corps de Médecine ;  
Avec les Devoirs , Fonctions & Autorité des Juges  
à leur égard.

Par M. VERDIER , Docteur en Médecine &  
Avocat en la Cour du Parlement de Paris.



A A L E N Ç O N ,

Chez MALASSIS le jeune , Imprimeur du Roi

Et se vend à Paris ,

Chez PRAULT Pere , Quai de Gêvres , au Paradis.

---

M. DCC. LXIII.

Avec Approbation & Privilège du Roi.



Verdier

.....



# ESSAI

SUR LA

## JURISPRUDENCE

DE LA

### MÉDECINE EN FRANCE.

---

#### AVANT-PROPOS.

L'UTILITÉ des secours de la Médecine a toujours inspiré la nécessité de leur juste administration : Aussi dans tous les tems les différentes Nations n'ont travaillé à regler la Médecine , qu'autant qu'elles ont d'estime & de vénération pour cet Art ; Nous voyons que la perfection de sa Police a suivi les progrès de ses découvertes , chez les Assyriens , les Caldéens , les Babiloniens , les Perses , les Egyptiens , les Grecs , les Romains , nos anciens Gaulois , les Juifs & les Arabes.

Les Nations modernes & policées ayant reconnu par la perfection que cet Art a acquis dans ces derniers siècles, combien il est précieux par les avantages qu'il promet, & dangereux par l'abus qu'on en peut faire ; étendu dans ses connoissances, & susceptible d'erreurs ; elles ont cru devoir le régler, pour en recevoir les influences salutaires, & en prévenir les funestes effets. La sagesse du Gouvernement François surtout, a jetté sur cet objet des vues très-étendues. Les Souverains Pontifes & nos Rois reçurent les Médecins dans les anciennes Académies des Gaulois qu'ils rétablirent, & dans les nouvelles qu'ils fondèrent, pour être les dépositaires de toutes les Sciences : ceux-ci ayant abandonné pour la plupart, les fonctions ministrantes de leur Art, nos Rois réunirent les Chirurgiens & les Barbiers en corps ; & leur donnèrent un chef : ils réunirent pareillement les Apoticairens en Communautés dans les

principales Villes de leur Royaume, & mirent dans les autres lieux, la Pharmacie sous l'inspection de leurs premiers Médecins.

Ces trois Professions établies & distinguées, ils réglèrent les fonctions de chacune, relativement au ministère public, aux particuliers, & aux autres professions avec lesquelles elles peuvent avoir rapport. Pour frayer le chemin qui conduit aux Arts qui font leur objet, ils établirent une méthode & des moyens propres à en perpétuer les connoissances; prescrivirent des devoirs tant aux Maîtres qu'ils chargèrent d'en donner les instructions, qu'aux Elèves qui les doivent recevoir; leur octroyèrent des droits, des privilèges & des récompenses; & établirent une discipline dans leurs Communautés.

L'amour de nos Rois pour leurs Sujets, leur a fait prêter une attention des plus scrupuleuses, sur tous ces chefs. De leur autorité suprême, émanèrent une infinité de Ré-

glemens , de Statuts , d'Edits , de Lettres Patentes , de Déclarations & d'Arrêts ; ils adressèrent leurs Ordonnances à certains Juges, auxquels ils en attribuèrent la connoissance , & recommandèrent l'exécution ; & reciproquement les Jugemens rendus dans leurs Tribunaux, formèrent une tradition suivie , pour la confirmation & l'interprétation des Loix.

La totalité de ces Ordonnances & Arrêts inspirés par l'équité pour le bonheur des Peuples , forme un corps de Jurisprudence , qui fait une des principales & des plus importantes parties du Droit. Son exécution intéresse autant les citoyens, qu'il leur importe de vivre & de se bien porter ; sa connoissance frappe autant ceux qui sont chargés de la faire valoir , qu'ils sont plus attachés à leur ministère , & dévoués au bien public ; elle attire d'autant plus l'attention des Maîtres de l'Art, qu'ils ont plus d'ardeur à remplir leurs devoirs , de zèle pour l'hon-



neur de leur profession , & de soin pour se prémunir contre les entreprises injustes , que la cabale , la mauvaise foi & la chicane enfantent tous les jours : cependant l'aveuglement du Public , l'indifférence de la plûpart des Juges pour ces sages Réglemens , & le découragement des Maîtres de l'Art , rebutés par la difficulté qu'ils trouvent à obtenir la Justice , a fait négliger cette partie de la Jurisprudence , & a privé la société du fruit qu'elle en auroit pû retirer.

Il n'est pas besoin d'exposer ici l'enchaînement & la réaction des diverses causes d'une négligence si pernicieuse. Tout le monde sentira aisément que les Oracles de notre Législation étant encore épars, comme sur autant de feuilles volantes , ils doivent avoir le sort de ceux des Sybilles : de-là les Juges ignorant leurs devoirs , les transgressent sans remords ; les Maîtres de l'Art ignorant leurs Privilèges , forment à peine des désirs sur leur jouissance :

d'où il est facile d'inférer que l'oubli de ces sages Réglemens , est la principale cause de leur inexécution.

Touché des abus qu'elle entraîne après elle , j'ai entrepris de travailler en ce qui dépendoit de moi, à y apporter quelque remède. Dans ce dessein j'ai projeté de rassembler sous un seul point de vue, toutes les questions que la Jurisprudence a décidées sur la Médecine : j'ai rangé toutes ces matieres sous 4 classes , pour former 4 parties , dont la première exposera ce qui est général aux trois Corps de Médecine , & commun à tous leurs Supôts ; la seconde sera propre aux Médecins ; la troisième aux Chirurgiens ; & la quatrième aux Apoticaire. Dans chacune de ces parties , j'ai divisé & rapproché les matieres , suivant qu'elles ont plus ou moins de liaison entr'elles , & de fonder leurs décisions , sur toutes les preuves dont elles sont susceptibles.

Je commence presque toujours par une Histoire succinte de la chose dont il s'agit chez les anciens Peuples, & quelquefois chez nos Voisins : l'uniformité & l'analogie des Usages, forment souvent en effet des possessions aussi respectables que la Loi.

Dans plusieurs circonstances, je cite la Ste. Ecriture , ainsi que les Constitutions Apostoliques , émanées des Conciles & du St. Siège : il m'a paru utile d'exposer avec la même exactitude , celles qui sont munies de l'Autorité Royale , & celles qui ne le sont point, soit pour appuyer par le respect qui leur est dû , la Jurisprudence reçue , lorsqu'elles lui sont conformes ; soit pour se prémunir contre ceux qui sous prétexte de Religion , voudroient donner comme des Loix, des titres qui ne sont que des autorités.

Je me suis servi du Droit écrit , comme étant le chef-d'œuvre des bonnes Loix , la baze des Loix Françaises , la Loi même d'une partie de

nos Provinces , l'ornement le plus commun des Plaidoyers des Avocats , & le guide des Juges , lorsque les Loix Françaises n'ont pas parlé. Les Coutumes des différentes Provinces , m'ont aussi fourni quelque chose.

Les titres les plus nécessaires sont les Ordonnances de nos Rois , qui font Loi dans les Cours Souveraines où elles sont vérifiées : c'est aussi le genre de preuve , sur lequel j'ai le plus insisté : j'expose toujours la disposition littérale de la Loi , appuyée des motifs qui lui ont donné lieu ; je fais mention en même tems des distinctions & exceptions que ces mêmes Loix apportent à leur contenu ; & quelquefois même j'ajoute les objections qu'on peut leur opposer.

Il y a de certaines décisions , de certains Reglemens , que j'expose avec le même soin ; mais qu'il ne faut pas confondre avec les Loix , quoiqu'ils émanent de l'autorité Royale ; je veux dire les Arrêts du Conseil du Roi. En effet , leur force

est différente, suivant qu'ils sont plus ou moins conformes à la Jurisprudence reçue ; qu'ils partent du propre mouvement de la volonté du Roi ; qu'ils sont rendus sur la Requête de quelque Particulier , ou contradictoirement entre les Parties.

Pour une Jurisprudence complete, il ne suffiroit pas de citer les Loix ; les Arrêts & les Jugemens des Cours Souveraines , décident souvent des questions , sur lesquelles les Loix n'ont pas parlé ; confirment , amplifient & interprètent celles qui ont parlé : de plus , l'intégrité des anciens Juges , est un modèle pour ceux qui doivent juger en pareil cas , & un motif pour les Parties , qui reglent sur lui leurs espérances : c'est ce qui m'a engagé en fondant mes décisions sur ces Arrêts , de les exposer avec autant d'étendue , d'ordre & d'exactitude , que j'ai tâché de le faire pour les Loix.

Dans l'exposition des Ordonnances & des Arrêts , je me suis



appliqué , pour ôter toute surprise , de faire l'histoire & le détail de tous les Reglemens anciens & nouveaux ; analogues & contraires ; généraux & particuliers ; & même comme souvent la désuétude & le non-usage mettent les Loix dans l'oubli & l'inexécution , & en font perdre la force , c'est une circonstance que je n'ai point oubliée , lorsqu'elle s'est présentée.

Des Arrêts des Cours Souveraines , je descends quelquefois aux usages & Sentences des principales Jurisdictions , qui y ressortissent. Outre que ce sont des modèles respectables pour les autres , la citation de plusieurs de ces Sentences est devenue nécessaire , lorsqu'il s'agit de décider des questions particulières à certains pays.

Les usages des Corps de Médecine ne m'ont point paru devoir être négligés. Tous ayant reçu par leurs Statuts la faculté de s'astreindre par des délibérés , il est utile de distinguer ceux que leur contrariété

aux Loix doit faire abroger , de ceux qui étant conformes à leur esprit , doivent être suivis comme des moyens propres à les faire valoir , & à concourir au bien public. D'ailleurs quelques-uns de ces Corps ayant reçu de la protection des Rois , une Jurisdiction contentieuse , la connoissance de leurs décisions ne doit pas moins apporter d'utilité , que celle des Sentences des autres Juridictions.

Il seroit utile sans doute pour ceux qui auront occasion de tirer profit de ce Traité , que je citasse les ouvrages où se trouvent tous ces Reglemens : cependant je n'ai point jugé à propos de le faire , pour plusieurs raisons : d'abord une partie de ces Reglemens sont des pièces détachées , qui ne se trouvent point dans les Auteurs : de plus , la somme de ces citations qu'il auroit fallu répéter plusieurs fois , auroit été assez ennuyante, & auroit peut-être grossi l'ouvrage de moitié. La même raison m'a porté à passer lé-

gèrement sur les formalités & circonstances qui font toute la force des Sentences , des Arrêts & des Loix ; ou plutôt , je ne me suis étendu à cet égard , qu'autant que ces mêmes formalités & circonstances ont donné lieu à des contestations , des décisions & des modifications dont je dois rapporter les résultats : mais si mes travaux sont utiles au Public , il en fera dédommagé par une Table Chronologique , que je donnerai séparément , des Reglemens qui ont été rendus sur la Médecine depuis le commencement de notre Monarchie : sur chacun d'eux , j'indiquerai les lieux où ils se trouvent en citation ou en substance ; je ferai une courte histoire des circonstances qui leur ont donné lieu , & qui les ont suivis ; en exposant si les Ordonnances sont enregistrées ou non , & dans quelles Jurisdictions elles l'ont été ; & si les Arrêts sont rendus d'office , par défaut , sur requête , ou contradictoirement ; s'ils sont interlocutoires

cutoires , provisoires ou définitifs.

Dans certaines controverses , je ne me borne point aux preuves précédentes , je cite souvent des Auteurs , Médecins & Jurisconsultes , quelquefois même des Casuistes & des Théologiens , suivant la nature des choses dont il s'agit. Des Juges équitables se feront toujours un devoir de conformer leurs Jugemens, à des décisions dont la Justice entraîne le sentiment unanime des hommes éclairés , qui en ont fait l'objet de leurs méditations. Il est même des cas où le sentiment des Jurisconsultes forme une tradition qui emprunte la force de la Loi, & forme une Jurisprudence aussi suivie.

Pour exposer toutes ces preuves avec toute l'exactitude nécessaire , je n'ai épargné ni soins ni travaux , ni dépenses , pour puiser dans toutes les sources qui pouvoient me les fournir. On sent bien que mon travail particulier , n'a pu me procurer les moyens de remplir cet

objet. Pour y suppléer, je me suis adressé à plusieurs Compagnies de Médecins, Chirurgiens & Apoticaire ; j'ai invité toutes les autres en général, par la voye de la Gazette de Médecine, à contribuer à la perfection du même ouvrage ; & à cet effet le *Prospectus* y a été inséré dans les feuilles de Février & de Mars 1762 : mais je n'ai pas trouvé le même zèle en chacunes. La plupart entrant de bonne foi dans mes vues, ont travaillé avec toute l'exactitude qu'a fait naître chez elles, l'amour du Public & de leur Art ; elles ont nommé des Commissaires pour faire des recherches dans leurs archives, & rédiger des mémoires amples & détaillés qu'elles m'ont envoyé, avec des copies collationnées des pièces justificatives de leurs titres ; d'autres moins exactes, m'ont laissé quelque chose à désirer ; quelques-unes n'ont pas daigné m'honorer d'une réponse ; il s'en est même trouvé qui, conduites par leur seul intérêt par-



ticulier , m'ont refusé tout secours , & ont regardé comme suspect , celui qui n'a d'autres vues , que de faire valoir les intérêts & l'honneur des trois Professions de la Médecine.

Malgré ces obstacles , l'opiniâtreté de mon travail , l'immensité de mes recherches , & l'accueil favorable d'un grand nombre d'esprits Patriotiques , m'ont mis à portée de terminer mon ouvrage , dont la première partie est imprimée en deux gros volumes in-douze. Pour prévenir le dispendieux qui empêche souvent de profiter des longs ouvrages , je me suis appliqué de plus en plus à rapprocher les matières les plus analogues ; d'où il est arrivé de-là que chaque partie sera d'une longueur à peu près égale ; & après avoir soumis cette première partie au jugement du Public , je lui présenterai les trois autres séparément. Par ce moyen , ceux qui ne voudront pas faire les frais de tout l'ouvrage , pourront du moins se pro-

curer facilement la première partie , avec celle des trois autres qui regarde directement leur profession.

J'espère qu'on trouvera dans ce Traité , tout ce qu'il y a de positif, de général & d'intéressant sur la Législation de la Médecine ; mais j'avouerai qu'il y manque encore des dispositions particulières à quelques Villes & Provinces , sur lesquelles on a négligé de me donner les éclaircissemens que j'ai demandé. Comme je désire ardemment réparer ce défaut, & donner à l'ouvrage toute la perfection dont il est susceptible , je prie de rechef tous ceux qui peuvent m'être utiles, d'unir leurs travaux aux miens , en les avertissant que si ceux qui m'envoyeront des pièces en original ou en copie , ne vouloient point s'en défaire , je les leur renverrai , comme j'ai fait à un grand nombre de personnes qui m'ont obligé. J'aurai toujours soin de profiter de tous les titres , réflexions , observations & même des critiques , qu'on vou-

dra bien me communiquer, & d'en faire usage dans le courant de l'impression, ou dans un supplément que je prévois être obligé de donner à la fin de chaque partie ; & c'est principalement dans cette vue, que je présente au Public cet Essai, dans lequel on trouvera les principales questions, telles qu'elles sont résolues dans l'ouvrage, sur les principes précédens.

Pour ranimer le zèle de ceux à qui je m'adresse, il ne seroit peut-être pas hors de propos de les instruire de mes sentimens : mais je me contenterai de me glorifier d'une qualité qui pourra donner quelque mérite à l'ouvrage, c'est qu'il n'a point été dicté par un esprit de parti : c'est une justice que lui a rendu son illustre Censeur, désintéressé sur cette matière, & que lui rendront tous ceux qui le liront sans prévention. Mon objet n'a point été de faire valoir une Profession au préjudice des autres ; mais de prendre également les intérêts, &

d'assigner les fonctions , les titres & les prétentions de chacune. Dans cette vue , je n'ai tronqué ni soustrait aucune des pièces qui me sont parvenues.

Mon zèle pour le bien commun, ne se borne point dans ce Traité , je m'y consacre entièrement par inclination : j'en donnerai des preuves , comme j'ai déjà fait , à tous ceux qui pourront avoir besoin de quelques éclaircissemens ; mais j'avertis ceux qui pourront m'en demander, que la vérité, la sincérité, la probité, l'amour de l'ordre & de l'union , l'honneur des trois Professions & l'horreur de la chicane , seront toujours les seuls motifs qui pourront m'intéresser dans les contestations des particuliers.



# LIVRE PREMIER.

*Qui comprend ce qui concerne les trois Corps de Médecine en général , & ce qui est commun à tous ceux qui exercent quelque partie de cet Art.*

## CHAPITRE I.

*De la nature de la Médecine , & de ceux qui abusent le Public dans son exercice.*

§ I. **L**'Ignorance des moyens Physiques propres à con- Pro-  
scription  
de l'igno-  
rance.  
server ou à retablir la santé , a donné lieu en Médecine à différentes Sectes , qui ont été rangées sous trois Classes : les Empyriques ne reconnurent que l'expérience ; les Méthodiques la méprisèrent pour ne suivre que la raison ; & les Dogmatiques crurent qu'il n'y avoit rien de certain , que ce qu'enseignoit la raison instruite par l'expérience.

Rien de si imparfait & de si trompeur , rien de si dangereux , rien de si difficile , je dis plus , impossible ,

que l'Empirisme , tel qu'il existoit chez les anciens Médecins ; & les Spécifiques qui en sont le principe , ne sont que les enfans de l'ignorance & de la Charlatanerie : cependant toutes les productions des esprits ennemis de l'expérience , furent aussi infructueuses que stériles. Aussi leurs Sectes ont disparu pour faire place aux Empyriques modernes , qui n'ont pour tout principe , qu'une routine guidée par l'effronterie & l'impudence.

Si la raison & l'expérience ne conduisent point aux vérités cachées de notre Art , leur influence & leur accord mutuel fait le sceau de la vérité. Les découvertes qui en ont été la suite , ont formé un Art éternel , dont la théorie générale a été rangée par les Scholastiques , sous quatre genres de Sciences : la *Physiologie* , la *Pathologie* , l'*Hygiène* & la *Thérapeutique*. Ce Dogmatisme prit naissance , & se perfectionna dans les anciennes Académies des Grecs & des Ro-



maines , par l'Usage & la Loi , qui chez ces nations défendoient l'exercice de la Médecine , à ceux qui n'auroient point donné des preuves de leur capacité ; & ne seroient point aprouvés par la République. Ces premières Loix furent apuyées de la morale des Sts. Peres , & des décisions des Jurisconsultes.

Le retablissement des Sciences en Europe , ayant introduit le Dogmatisme dans les Universités , pour y former une de leurs quatre Facultés , les Souverains Pontifes firent revivre cette sage Loi d'approbation ; ils se servirent même des foudres que Dieu avoit mises entre leurs mains , pour en soutenir l'exécution ; & en conséquence les Casuistes tonnèrent contre ceux qui se licentient eux-mêmes.

Nos Rois apuyèrent la même Loi par des peines corporelles & des amendes , qu'on voit portées dans un nombre infini d'Ordonnances particulières à chaque Collège de Médecine , & générales à tous.



Les Chirurgiens & les Apoticaire  
ayant été pareillement établis ju-  
ridiquement, leurs compagnies re-  
çurent aussi le Dogmatisme, &  
l'Empirisme en fut chassé par un  
aussi grand nombre d'Ordonnances.  
Tous les Parlemens & le Grand  
Conseil dépositaires des Loix, sou-  
tinrent une Police si nécessaire par  
un nombre infini de Reglemens, &  
reprimèrent par leurs Arrêts, l'ar-  
rogance des Charlatans & des Em-  
pyriques à qui ils firent subir la ri-  
gueur des Loix.

Cette Législation que demande  
le bien public, n'est susceptible  
d'aucune exception; elle proscri-  
t tout prétexte; & nos Rois & leurs  
Cours, s'ôtèrent à eux-mêmes &  
aux Seigneurs, le pouvoir de la  
violenter; & néanmoins le peu d'at-  
tention des Magistrats inférieurs,  
l'intérêt particulier, la désunion,  
la brigue & la protection, enfin la  
lenteur & le dispendieux des pro-  
cédures, ont mis presque partout  
ces Loix dans l'inexécution, & lais-

sent l'homicide impuni, s'il est couvert du voile de la Médecine.

Les Charlatans se servent de toutes sortes d'armes, pour combattre cette sage Législation; mais qui sont trop foibles pour y porter coup. La liberté des citoyens qu'ils réclament si souvent, doit être ici d'autant moins respectée, qu'on ne s'en sert que pour s'égarer, & que d'ailleurs la Police actuelle de la Médecine, y porte moins atteinte que dans toute autre Profession; la confiance aveugle du Public, est plutôt un motif pour ranimer le zèle des Magistrats, qu'un titre pour les Charlatans; l'expérience & la pratique vantée de quelques-uns, & séparée de la Théorie, est un être absurde & imaginaire; l'impéritie qu'ils reprochent aux gens de l'Art, n'est le plus souvent qu'une calomnie, & est un motif de parer les effets du relâchement, plutôt que de le favoriser; enfin leur charité n'est le plus souvent qu'un jeu pour cacher leur avarice; & d'ail-

leurs il n'est pas moins important aux malades d'être sûrs des remèdes qu'ils reçoivent gratuitement , que de ceux qui leur sont vendus. Aussi la discussion de ces prétextes frivoles dans les Tribunaux supérieurs, n'a servi qu'à faire voir leur futilité, & ils n'y ont jamais prévalu aux sages dispositions des Loix.

Le Ministère cependant a cru devoir respecter l'opinion des anciens Empyriques , en jettant ses vues sur l'aprobation & distribution des remèdes spécifiques. Les Facultés dépositaires de la Médecine , reçurent par cette possession , le droit d'examiner & approuver les remèdes & la doctrine des Empyriques : ceux-ci eurent aussi recours à l'autorité des Tribunaux ; les plus fameux même à l'autorité Royale ; mais comme nos Rois n'accordoient jamais les Lettres & Brevets qui leur étoient nécessaires , que sur l'avis de leurs P. Médecins , ceux-ci furent dans l'usage d'approuver les prétendus spécifiques, concurrem-

ment avec les Facultés ; & ce droit leur a été confirmé à l'égard même des remèdes Chirurgicaux. Cet ordre nous a transmis plusieurs Dogmes de la Médecine Empyrique , dont les plus fameux sont l'usage des remèdes de M. Helvetius , & de l'Orviétan , dont le Privilège Patenté est parvenu du nommé Contugy , qui l'aporta à Paris en 1647 , à M. Dionis Docteur-Régent de la Faculté de Médecine de Paris.

Sur les rémontrances de M. Dordart , notre Monarque établit en 1728 , une Société de Médecins , Chirurgiens & Apoticaire de Paris & de la Cour , présidée par le P. Médecin , & connue sous le nom de *Commission Royale de Médecine* , pour procéder à l'examen & approbation des spécifiques. Cet établissement a été confirmé par plusieurs Arrêts , qui contiennent des Reglemens , dont l'exécution apporte-  
roit au Public les avantages que l'Empyrisme peut produire , &

le prémuniroit contre ses abus :

La Police des Empyriques entr'eux , est proportionnée au peu d'étendue des fonctions portées dans leurs Brevets. Du reste ils sont soumis à la Police des lieux, où ils veulent faire la distribution de leurs remèdes, sans pouvoir se prévaloir d'aucun *Committimus*.

Prof-  
cription  
de la su-  
perstition

§ II. La Superstition considérée relativement à la fin qu'elle se propose , & aux moyens qu'elle emploie pour y parvenir , a été divisée en Idolatrie, vaine Observance & Magie. L'Idolatrie est un culte divin rendu à la créature ; la vaine Observance est la considération de quelque événement de hasard, pour prédire quelque chose, & fait alors le fondement de la Divination, où l'usage de quelque moyen inefficace pour produire certain effet : la Magie est l'art d'opérer des effets surprenans, sans qu'on en puisse soupçonner aucune cause physique. La Superstition considérée sous ces deux derniers aspects , par rapport



à la Médecine , a formé une infinité d'arts , dont les Sectaires se sont vantés , les uns de découvrir toutes les circonstances les plus indifférentes qui accompagnent les maladies , les autres de procurer les biens précieux de la vie & de la santé.

Parmi les Dévins , sont les Astrologues , les tireurs d'Horoscope , les Chiromanciens , Géomanciens , Pyromanciens , Aeromanciens , Hydromanciens , Juges d'urines , Augures , Aruspices , Nécromanciens , Ariolistes , Pythouisses , Sorciers &c. Les Religions ont aussi servi à tirer des inductions superstitieuses.

Les Sectateurs de ces Arts impies ne se bornèrent pas à de vaines spéculations ; ils entreprirent de procurer les mêmes biens qu'ils prédisoient. Et les vaines observances dont ils se servirent , ont rapport pareillement aux Loix Physiques , ou aux moyens surnaturels propres à chaque Religion.

On a reconnu de trois espèces

32 *Essai de Jurisprudence*  
de Magie ; la naturelle , qui s'opère par les seules loix de la nature ; l'artificielle qui vient de l'industrie des hommes , & la diabolique dont on attribue les effets à la puissance du Démon. Les Sectateurs de cette dernière espèce nommés Magiciens & Enchanteurs, se servoient de moyens nommés *Charmes* , qu'ils attachèrent les uns à des billets ou à des simples , & les nommèrent *Caractères* ou *Philactères* ; les autres à des breuvages , & les nommèrent *Philtres* : d'autres à des nœuds ou ligatures. Ils inventèrent encore mille figures ridicules , dont les principales furent les Talismans ou Muthalsans.

La Ste. Ecriture fait remonter l'origine de tous ces Arts au premier âge du monde. Après le déluge , Cham les fit revivre dans la Caldée ; d'où ils passèrent dans l'Egypte & la Perse , & delà chez les autres nations , avec les Sciences & les Arts qu'elles leur transmirent.

Pour



Pour combattre les Arts superstitieux , il n'est pas besoin de recourir à la coopération des Démon : & si dans les livres de l'ancienne & de la nouvelle Loi , on trouve des passages qui semblent la prouver dans certains effets , on en peut opposer d'autres , qui prouvent que tous effets qui ne viennent ni de Dieu , ni des Loix qu'il a créées dans la nature , ne sont qu'impostures. L'erreur dans laquelle ces imposteurs retiennent la simplicité des Peuples , les crimes qu'ils commettent sous ce prétexte , l'outrage qu'ils font à la Divinité , sont des motifs assez puissans pour justifier l'horreur que Dieu témoigne pour ces abominations. Ces motifs sont ceux que les Peres de l'Eglise , les Théologiens , les Canonistes , les Jurisconsultes , & les Loix mêmes nous ont donnés.

Toutes les Religions & toutes les Nations , ont décerné des peines contre les Magiciens & les Sorciers. L'ancienne & la nouvelle

Loi ont porté contr'eux des peines corporelles très-rigoureuses. La tradition qui s'est perpétuée dans l'Eglise , dans la Médecine , & dans la Jurisprudence , ne leur a pas été plus favorable ; les Grecs & les Romains leur faisoient subir le dernier supplice ; nos Rois ont travaillé à leur destruction dès le commencement de notre Monarchie ; leurs Loix décernent contr'eux des peines proportionnées à l'intensité de leurs forfaits ; & les dispositions de leurs Ordonnances ont été soutenues avec plus ou moins de rigueur dans les différentes Cours , suivant qu'elles ont été plus ou moins persuadées de l'influence des Démons dans ces Arts.

---

## CHAPITRE II.

*Du partage de la Médecine , & de l'étendue & des bornes de ses trois Professions.*

Généralités.

§ I. **L**E partage de la Médecine est aussi ancien que l'Art lui-même ; il étoit d'usage chez les

premiers Peuples où cet Art a pris naissance ; chez les Egyptiens , les Hébreux , les Grecs , les Romains & les Arabes : mais ce partage conforme aux idées que ces Nations avoient sur la nature de la Médecine , étoit différent chez chacune d'elles. Dans le renouvellement des Sciences dans les Gaules , des considérations particulières de ces tems , établirent un nouveau partage plus marqué , & d'une nature différente de la division des siècles précédens. Les Médecins crurent devoir se reposer sur des ministres , des fonctions moins essentielles de leur Art ; delà les Chirurgiens & les Apoticaire , devinrent des Artistes séparés des Médecins.

La désunion de la Pharmacie de la Médecine a aporté des avantages des plus réels ; mais l'union & la dépendance de la Chirurgie avec la Médecine , est trop intime , pour en être utilement séparée ; aussi le partage qui en a été fait , a retardé les progrès de la Médecine , n'a

fourni en général que des Docteurs sans expérience, & des Opérateurs mal adroits ; n'a servi qu'à jeter des difficultés sans nombre sur l'administration des secours Médicinaux, & ce qui est encore plus fâcheux, en a privé la plus grande & la plus chère partie de l'humanité.

La désunion de ces Professions n'a du moins pas mis entr'elles aucune incompatibilité ; les Loix & les Arrêts ont permis d'en réunir la pratique, à ceux qui voudroient obéir à la Police établie dans chacune. Il est vrai pourtant, que tandis que le plus grand nombre des Collèges de Médecine se conforment à cet ordre, quelques-uns ont établi des usages propres à désunir tout manuel Chirurgical & Pharmaceutique de l'exercice de la Médecine ; mais comme leurs Décrets sont fondés sur le préjugé, ils s'usent insensiblement, & tombent en désuétude.

Le partage de la Médecine a établi une préséance entre ses Artis-

tes , suivant laquelle les Médecins sont au premier rang , & les Chirurgiens tiennent le milieu , entr'eux & les Apoticaire. Plusieurs motifs rendent cette préférence incontestable.

§ II. Les Médecins maîtres de l'Art de guérir, ont pour fonctions, l'administration & l'usage de tous les moyens propres au retablissement & à la conservation de la santé : à eux-seuls appartient de se restreindre à diriger les Artistes qui leur présentent ces moyens, comme supôts de la Médecine. La nature de l'Art & l'esprit des Loix ne leur prescrivent aucunes bornes ; l'abandon qu'ils ont fait eux-mêmes librement de la Chirurgie & de la Pharmacie , leur ont conservé sur ces deux Arts , un domaine qu'ils ont pu même communiquer à des Artistes, que le Ministère n'avoit point choisis , comme on le voit par l'érection des Barbiers en Chirurgiens ; l'usage seul à pu restreindre les Médecins au traitement des maladies

Fonctions des Médecins



par leurs conseils , & les Loix mêmes ont paru désapprouver cet usage ; les Universités ayant toujours été les dépositaires de tous les Arts Scientifiques , la Chirurgie & la Pharmacie ont été renfermées dans leurs Facultés de Médecine ; aussi les leçons des Régens , & les actes probatoires des Aspirans , ont toujours roulé indistinctement sur toutes les parties de cet Art , & dans plusieurs Ecoles les Docteurs & les Aspirans en font les opérations de leurs propres mains ; l'assistance des Médecins aux maîtrises de Chirurgie & de Pharmacie , & leur présidence dans les consultations Chirurgicales , démontrent encore leur prééminence sur ces deux Arts, qui n'ont point été entre leurs mains un droit stérile ; enfin les Cours se sont expliquées formellement sur le droit que les Médecins ont de les exercer.

Tous ces argumens accordent invinciblement aux Médecins des droits illimités : cependant des Mé-

decins eux-mêmes n'ont point fait difficulté d'opposer l'indécence des opérations manuelles à la *dignité Docturale* ; mais ce préjugé n'a point été un motif réel de dérogation , à la noblesse de l'Art , & les Cours ont également maintenu dans tous leurs Privilèges , ceux qui n'ont point suivi le torrent. Les Chirurgiens pour borner les Médecins, ont avancé quelques propositions qu'ils ne se sont point mis en peine de prouver : la seule objection juridique qu'ils peuvent opposer , est la Jurisdiction du P. Chirurgien ; mais comme ses droits sur la Chirurgie viennent de la communication que les Médecins en ont fait au P. Barbier , il est évident qu'ils ne peuvent militer contr'eux. Les uns & les autres ont encore tiré des inductions favorables à leur sentiment de la division qu'ils ont faite de la Chirurgie en *Médicale* & *Chirurgicale* ; mais comme il n'est point d'autre Chirurgie que celle du Chirurgien , on



peut dire que cette distinction porte avec elle le caractère d'absurdité. Pour les Apoticaire, ils n'ont point méconnu ces principes.

Fonctions des  
Chirurgiens.

§ III. Pour ne point tomber dans le défaut des définitions vicieuses, que le Public, les Médecins & les Chirurgiens ont données de la Chirurgie, contre la Jurisprudence reçue, il faut examiner séparément les deux espèces de fonctions des Chirurgiens.

La petite Chirurgie consiste dans l'application & l'exécution des moyens extérieurs non topiques, que les Médecins ordonnent dans les maladies purement *internes*. Dans ce sens, le bon ordre, l'usage & les Loix ont rendu la Chirurgie absolument ministrante de la Médecine, & les Chirurgiens ont reconnu dans tous les tems, qu'ils n'avoient point d'autre rôle dans ces cas, que d'*exécuter fidèlement, promptement, ponctuellement & sans réplique*, l'ordonnance du Médecin.

La grande Chirurgie est l'Art de

traiter , tant par opération de la main , que par application des remèdes extérieurs , les tumeurs , les playes , les ulcères , les fractures , les luxations & autres maladies , qui par accident demandent les remèdes Chirurgicaux. Cette possession des Chirurgiens se tire de la nature de leur Art , des Décrets des Facultés de Médecine , de leur établissement en France , des Statuts & Reglemens qu'ils ont reçu de nos Rois & de leurs Parlemens , & des épreuves qu'ils subissent pour la maîtrise.

En même tems que ces fonctions ont été rendues propres aux Chirurgiens , l'usage , l'administration & la composition des moyens Diœtiques & Pharmaceutiques dans toutes les maladies , leur a été interdit , par les Statuts & Ordonnances de la Médecine & de la Pharmacie ; par les Décrets des Universités ; ils en ont fait eux-mêmes plusieurs fois l'aveu juridique-ment , & les contrevenans ont été

punis dans un grand nombre de Jugemens rendus contr'eux dans les Cours Souvéraines. Les Reglemens cependant leur permettent la Pharmacie des topiques pour leurs malades , & la Pharmacie même des remèdes intérieurs pour les maladies fécrettes. Ils ont aussi été tolérés dans l'exercice de la Pharmacie , dans les lieux où il n'y a point d'Apoticaire , par la Jurisprudence des Arrêts.

On a agité avec beaucoup de chaleur s'il apartenoit aux Médecins ou aux Chirurgiens , de traiter les maladies vénériennes. La nature de ces maladies demande la concurrence des uns & des autres ; les Loix n'ont rien établi à cet égard qui soit hors la regle générale , & l'exception portée dans quelques Reglemens pour les maladies fécrettes, ne regarde que la Pharmacie , & non la Médecine.

Les Chirurgiens ont tâché d'étendre plus loin leur domaine : ils ont dit d'abord que leur société de

Paris , ne reconnut point de bornes dans son origine ; mais cette assertion est démentie par leurs premiers reglemens en tout semblables aux derniers à cet égard : ils ont fait glisser dans quelques-uns de leurs reglemens des clauses favorables à leurs prétentions ; mais elles ont été corrigées par des Loix postérieures : ils ont allégué la nécessité ; mais l'expression de cette exception nécessaire & générale à toutes les Loix , n'auroit été qu'un prétexte pour les éluder : ils ont allégué que le nombre des Médecins étoit trop petit pour fournir aux besoins de la société ; mais l'exercice de la Médecine dans les Chirurgiens en étant la cause , la reformation de ceux-ci est un des principaux moyens , propres à augmenter le nombre des premiers , & à rétablir une juste proportion : ils ont jetté leur fiel sur les Médecins , jusqu'à les taxer de négligence partout où ils n'avoient point d'honoraires à espérer ; mais c'est une calomnie

sans fondement , & la profession de Médecin est sans contredit la moins suspecte , pour l'honoraire : ils ont allégué la liberté & la confiance des malades ; mais on peut leur faire la réponse qu'ils feroient aux Empyriques qui voudroient s'arroger la Chirurgie par le même titre : enfin ils ont voulu faire parler leur conscience pour se dispenser d'exécuter les Ordonnances des Médecins, s'ils ne les jugent convénables ; mais c'est une illusion qui porteroit le désordre & la confusion partout , si on s'en laissoit séduire. Tous ces prétextes allégués plusieurs fois dans les Tribunaux , n'ont porté aucune atteinte à l'ordre général ; & les meilleurs Chirurgiens se sont fait un devoir de s'y soumettre.

Fonctions des  
Apoticaire  
s.

§ IV. La Pharmacie est l'Art de connoître , conserver , préparer & composer toutes les substances propres à l'Art de guérir. Les Apoticaire ont reçu ces fonctions & y ont été maintenus , par la nature de cet Art , les Décrets des Collé-



ges de Médecine , les Ordonnances de la Pharmacie , les Statuts généraux & particuliers à ses différentes Jurandes, les épreuves qu'ils prescrivent , & par la Jurisprudence des Arrêts.

L'interdiction de la Médecine & de la Chirurgie, leur a été faite par les Ordonnances rendues pour ces deux Arts, par les Décrets des Facultés de Médecine, par leurs propres Statuts & par les Arrêts. Ces Réglemens leur font défenses de délivrer aucuns remèdes sans l'ordonnance de Médecins aprouvés, ou de Chirurgiens, en ce qui concerne leur Art ; enjoignent aux Collèges & même aux Corps de Médecine non patentés, de prescrire des Dispensaires aux Apoticaire de leurs Villes, & à ceux-ci de s'y conformer, & d'appeller les Médecins aux compositions solennelles qu'ils font pour rester dans leurs Boutiques.

Les Apoticaire ont reçu de l'usage & des Arrêts, quelques fonctions.

chirurgicales , qui sont, l'aplication des remèdes extérieurs prescrits par les Médecins ou les Chirurgiens.

Conful-  
tations.

§ V. Le concours des Maîtres de l'Art dans la pratique , est aussi ancien qu'il est utile. Les Loix d'approbation & du partage de la Médecine, démontrent qui sont ceux qui ont droit de paroître dans ces consultations ; & suivant leurs dispositions , les Médecins y doivent toujours présider ; les Chirurgiens ne peuvent consulter que sur ce qui a raport aux opérations & pansements ; & la fonction des Apoticaire consiste dans l'exécution de leurs resultats. Cela est encore ainsi formellement réglé par des Décrets des Facultés & par des Arrêts.

Ce seroit participer aux abus du Charlatanisme , que de consulter avec les Empyriques : Tous les Collèges de Médecine ont défendu ces consultations à leurs membres , & ont fait exprimer dans leurs Statuts, ces défenses qui ont été aussi portées dans des Arrêts. Les Chirurgiens ont



des dispositions semblables dans leurs Réglemens; & pour assurer l'exécution de cette Loi, on l'a apuïée par la force d'un serment aussi conforme aux maximes de la religion, qu'à la saine police de la Médecine.

Tous les grands Médecins ont regardé les consultations comme une fonction si illustre, qu'ils en ont fait un précepte ; & le Ministère françois a particulièrement recommandé ce devoir plusieurs fois. Les Statuts établissent l'ordre qui doit y être observé , en réglant la présidence & la préséance suivant l'âge ; & l'usage & les Arrêts n'y donnent rang aux Chirurgiens , qu'après le plus jeune des Médecins.

---

### CHAPITRE III.

*De la compatibilité & incompatibilité des différens Etats & Professions, avec celles de la Médecine.*

§ I. **L**A Médecine a paru être la compagne du Sacerdoce, chez les Nations anciennes &

Les Ecclésiastiques.

Payennes. Les Prêtres ont aussi exercé cet Art chez les Hébreux ; J. C. leur prouva sa mission par les œuvres de Médecine , & en fit à ses Disciples , un précepte qui fut suivi par les Pasteurs de l'Eglise dans les siècles suivans. Les Universités ne furent fréquentées dans leurs commencemens que par des Ecclésiastiques. Cet usage fut même consacré par les Statuts de leurs Facultés de Médecine , & se perpétua nonobstant quelques défenses canoniques , qui sembloient y porter atteinte. Les Papes & les Rois n'avoient que des Médecins Ecclésiastiques ; & le Corps des Médecins participa à ce titre aux faveurs que les Papes & les Ordinaires accordèrent aux Gradués des Universités. Cet usage commença à s'affoiblir dans le 14<sup>e</sup>. siècle , & au milieu du 15<sup>e</sup>. il fut permis aux gens mariés de pratiquer & enseigner la Médecine. Par là les Facultés de Médecine se sécularisèrent ; mais bien loin qu'aucune Loi en ait

ait interdit l'entrée aux Ecclésiastiques, les prétentions des Médecins Ecclésiastiques aux bénéfices ont été confirmées, & la possession parle encore en leur faveur.

Il n'en est pas de même de la Chirurgie ; les Canons l'interdisent formellement à ceux qui sont dans les Ordres Sacrés ; ainsi que la Pharmacie mercénaire.

Pour éloigner les Ecclésiastiques de l'exercice de la Médecine, on a objecté qu'il les rendoit irréguliers ; mais l'Histoire, les Canons, les Décrétales, les Loix civiles & les autorités prouvent le contraire ; les Canonistes ont décidé que les Chirurgiens pouvoient de même être promus aux Ordres Sacrés sans dispense ; mais le Droit Canon porte expressément qu'ils ne pourront continuer l'exercice de leur Art, sans tomber dans l'irrégularité. L'exercice pur & charitable de la Pharmacie, ne peut en aucune façon leur faire craindre la même peine ; mais ce grand nombre de Pré-

tres & de Moines ignorans , qui n'exercent la Médecine que par Empirisme , encourent l'irrégularité si évidemment suivant les Sts. Canons , qu'on ne peut être trop surpris de la négligence de leurs Evêques & Supérieurs qui les tolèrent.

Tous les Ecclésiastiques qui ont honoré la Médecine , étoient des Supôts des Universités : ce sont elles en effet qui ont reçu seules des Papes , le droit de conférer au nom de la Ste. Trinité , la mission que J. C. donna à ses Disciples de traiter les malades; les contraventions des Moines & des Ecclésiastiques qui veulent aujourd'hui contrefaire les Médecins , ont engagé nos Rois & leurs Parlemens , à les comprendre expressément dans les Ordonnances , Statuts & Arrêts qui défendent l'exercice de la Médecine, Chirurgie & Pharmacie à ceux qui n'ont point reçu l'approbation authentique , & à punir suivant la rigueur des Ordonnances , ceux d'entr'eux

qui ont transgressé leurs dispositions.

§ II. Dans le principe des Univer-<sup>Les Ré-  
ligionnai-  
res.</sup>sités, les Canons & les Loix civiles portoient que la Médecine & les accouchemens ne seroient exercés que par des Catholiques ; les Juifs cependant méritèrent de former une exception à la Loi. Les guerres suscitées dans le seizième siècle par l'hérésie, donnèrent lieu à bien des Réglemens contradictoires, & à bien des troubles dans les sociétés de Médecine. La liberté de conscience qu'accorda Henri IV., les remplit de Protestans & de Catholiques ; mais cet usage tomba peu à peu, par le moyen de différens Réglemens qui apportèrent des restrictions à cette liberté ; & il a été entièrement aboli par plusieurs Loix & Statuts qui ont interdit l'exercice de la Médecine, Chirurgie, Pharmacie & de l'Art des accouchemens, à tous ceux qui ne seroient point de la Religion Catholique.

§ III. L'extraction & la qualité des<sup>Les gens  
de basse  
condition</sup> Aspirans, ne doit point être le mo-



tif de leur admission ou refus. Plusieurs Auteurs cependant , & même des Statuts de quelques Facultés de Médecine , ont voulu exclure les bâtarde de l'étude & exercice de cet Art. L'usage de tous les Collèges de Médecine , en séparé encore tout alliage de fonctions mécaniques : les Chirurgiens travaillent à établir chez eux le même usage ; pour les Apoticaire , ils n'ont encore fait sur cela aucune tentative.

L'état des Bourreaux emporte en France la plus grande infamie. Ils ont toujours été proscrits des Universités, ainsi que leurs enfans ; ils étoient autrefois admis à l'exercice de la Chirurgie ; mais la Jurisprudence actuelle détruit cet alliage informe.

Les Fem-  
mes,

§ IV. Les Grecs avoient défendu l'exercice de la Médecine aux femmes ; les Romains le leur permirent , & plusieurs s'y sont rendues célèbres ; quelques-unes même ont été aggrégées chez les étrangers à



des Ecoles de Médecine , en France on n'a point vu le même usage , & les Loix & les Arrêts leur ont interdit toutes fonctions de la Médecine , à l'exception des accouchemens. Plusieurs motifs justifient cette Police.

---

#### CHAPITRE IV.

*Des devoirs de ceux qui exercent la Médecine , & des fautes & des crimes que commettent ceux qui les transgressent.*

§I. **L**A Religion est si nécessaire dans un Médecin , qu'elle a été recommandée par les Payens mêmes , & a été comme héréditaire dans cette Profession , quoique le préjugé avance aujourd'hui le contraire.

La Religion.

Les devoirs de la Religion sont d'abord relatifs à l'observance des Fêtes : mais les Théologiens & les Canonistes ont décidé unanimement , que les Loix qui interdisent les travaux des différentes Profes-

sions dans ces jours , ne peuvent avoir d'aplication à la Médecine ; nos Rois ont rendu à cet égard des Reglemens conformes à leur sentiment ; mais les Loix Canoniques & Civiles ont prohibé dans ces jours , les fonctions des Chirurgiens relatives à la Barberie.

Ces mêmes devoirs regardent en second lieu , l'administration des derniers Sacremens aux malades : un grand nombre de Canons des Conciles & de Décrétales des Papes , ont enjoint aux Médecins d'y pourvoir ; & le devoir qu'ils leur ont imposé sous des peines spirituelles , leur a été recommandé ainsi qu'aux Chirurgiens , & aux Apoticaire , par les Loix civiles , sous des peines temporelles.

La Pro-  
bité.

§ II. Les grands Médecins n'ont pas moins recommandé la probité : on en voit les devoirs dans le serment d'Hipocrate , dont les principaux chefs ont été confirmés par notre Jurisprudence.

Les véritables intérêts du Public

& des Médecins exigent une grande union entr'eux , & les Statuts la recommandent expressement : l'orgueil cependant & la jalousie aussi communs que blâmables , traînent souvent après eux de funestes divisions , & ont attiré les vues du Ministère , qui a pris des précautions pour les prévenir & les punir.

L'amour que le Médecin doit aux hommes, doit le porter à ne leur rien prescrire que pour leur utilité ; autrement ils deviendroient des empoisonneurs publics , qui chez nous comme chez les Romains , sont punis du dernier supplice.

Le désintéressement est une des belles vertus d'un Médecin ; son premier objet est le soulagement des pauvres infirmes. L'humanité dicte ce devoir aux Médecins ; les Auteurs le conseillent ; la Religion l'ordonne , les Statuts le recommandent , & les Sociétés de Médecine en ont fait un devoir de Communauté , par l'établissement des consultations charitables.

Les Médecins connoissoient trop combien l'exaëtitude & la prudence étoient nécessaires dans la pratique de leur Art , pour ne pas en exprimer les devoirs qui ont été recommandés par les Loix Romaines & Françoises.

Ces mêmes Auteurs & ces mêmes Loix recommandent pareillement la sagesse & la pudeur , & enjoignent à la reflexion de vaincre les inclinations perverses.

Les secrets qui sont confiés aux Médecins , sont des dépôts sacrés qui ne leur apartiennent point. La raison , la Religion & les Statuts leur enjoignent de garder sur eux un silence inviolable ; & les Cours Souvêraines ont puni très-rigoureusement ceux qui ont trahi leur ministère par des indiscretions criminelles. L'obligation du secret est si forte chez eux , que la plus saine partie des Théologiens , Canonistes , Jurisconsultes & Médecins , disent qu'un Médecin ne peut être tenu par le commandement d'au-

cun Supérieur , à rendre compte de ce que son ministère lui a fait connoître.

§ III. Si la probité doit recom-  
mander ceux qui exercent la Mé-  
decine , la Science doit les faire re-  
connoître. Plusieurs grands Méde-  
cins & les Statuts ont étendu leurs  
préceptes à cet égard , jusqu'à  
faire le détail des Arts & des  
Sciences , dont ils doivent être  
instruits.

La Scien-  
ce.

L'impéritie des Médecins étoit  
punie de mort chez les Egyptiens ;  
le Droit Civil , le Droit Canon &  
le Droit François ont pareillement  
établi des peines pour en prévenir  
les suites : & ces peines sont plus  
ou moins grandes , suivant que les  
suites de l'impéritie & les motifs  
qui peuvent lui être joints , ren-  
dent le délit plus ou moins grave.  
Ceux qui traitent des malades ab-  
sens sur la seule inspection des uri-  
nes , tombant nécessairement dans  
ces délits , ils méritent toujours  
une répréhension sévère.

## CHAPITRE V.

*Des Offices de Médecine.*

Officiers  
de santé  
de la Cour

§ I. **L'**Antiquité nous apprend que chez toutes les Nations les Princes ont attaché des Médecins à leur service. Ils entrèrent dans le Palais des Empereurs Romains , & suivant le même usage , les Rois de France ont eu un grand nombre d'Officiers de santé parmi leurs Commensaux.

Les Commensaux de la Famille Royale ont des Privilèges honorifiques , qui consistent dans des titres d'honneur attachés à leur emploi , & dans une préséance qu'ils font en droit d'exiger sur ceux qui ne sont point Officiers , & qui se règle entr'eux par l'ancienneté. Les chefs de chaque Office tiennent rang de Seigneurs , & sont de la haute Noblesse. Les grands Commensaux sont susceptibles de la Noblesse réelle , & marchent immédiatement après les Conseillers des



Justices Royales ordinaires. Les petits Commenfaux dérogent à la Noblesse , & ne peuvent avoir de préférence que sur ceux de la même Profession. Le premier Médecin est chef de l'Office de santé ; les autres Médecins & Chirurgiens sont de la seconde classe des Commenfaux , & les Apoticaire de la troisième.

Les Privilèges utiles des Commenfaux, consistent dans l'exemption des impôts & charges publiques , qui leur a été accordée par le Droit , les Ordonnances & les Arrêts. Les Empereurs les prirent sous leur sauve-garde ; nos Rois ont suivi le même exemple, & commirent les Requêtes de l'Hôtel & du Palais , pour conservateurs de leurs Privilèges. Leur protection s'est même étendue jusques sur la jouissance de leurs Offices , & des revenus qu'ils produisent , en établissant qu'ils ne seroient point sujets aux actions ordinaires ; ce qui a formé une maxime suivie dans les Tribunaux.

Ces Privilèges ont été étendus aux Commensaux de la Reine, de Madame la Dauphine & au P. Prince du Sang. Le Droit & les Ordonnances en ont attaché la jouissance à certaines conditions & formalités, dont les principales sont que le Commensal soit admis à l'exercice de la Charge dont il est pourvu; qu'il soit couché sur l'Etat; qu'il serve actuellement, s'il n'a obtenu Lettres de vétérance, ne mêle ses fonctions d'aucun acte dérogeant &c.

Le P. Médecin du Roi est le P. Officier de santé, à qui S. M. en confie plus particulièrement la conservation, & à qui elle fait prêter serment de fidélité à cet effet. Les honneurs, les privilèges & les émolumens attachés à cet Office, se tirent de la nécessité de son ministère, & de l'excellence de ses fonctions. C'est lui qui préside au gouvernement & traitement de S. M. tant en santé qu'en maladie. Il a une entière inspection sur tous les

autres Officiers de santé , dont il reçoit le serment ; comme Conseiller d'Etat ; il entre dans les Conseils supérieurs ; il a pareillement une certaine autorité pour le règlement de la Médecine ; mais ses droits plus étendus à cet égard chez les Romains , ont été restreints en France à certains chefs , par les Privilèges des Universités , du P. Chirurgien , & des Communautés des Chirurgiens & des Apoticaire. Les Offices des P. Médecins dans les autres Maisons Royales , sont analogues à celui-ci.

Le P. Chirurgien du Roi est celui à qui S. M. confie la pratique de toutes les opérations que ses indispositions peuvent rendre nécessaires sur sa personne. Il a le titre de *Conseiller du Roi* ; la Noblesse réelle lui est accordée avec des appointemens considérables, & il est le chef de la Chirurgie en France.

Le Roi a de plus un Médecin ordinaire , & huit Médecins ser-

vant par quartier ; qui ont titre de *Conseillers du Roi* ; quatre Médecins consultans ; un Médecin Spagirique , & un Médecin qui ne sert que lorsqu'on l'appelle : un Chirurgien ordinaire , & huit servans par quartier ; un Barbier ordinaire & huit servans par quartier ; un Dentiste , trois Renouveurs , deux Opérateurs & un Oculiste : huit Apoticaire , quatre Chefs & quatre Aides , deux Distillateurs , & un Opérateur-Chimiste-Distillateur.

Les mêmes Officiers font aussi le service chez M. le Dauphin & chez les Enfans de France. M. le Dauphin cependant a pour les remplacer , un Médecin , un Chirurgien , & un valet de chambre Barbier. Les Enfans de France ont pareillement un Médecin & un Chirurgien ; Mesdames ont aussi un Apoticaire particulier.

Le Roi a encore trois Médecins , cinq Chirurgiens & quatre Apoticaire pour ses Ecuries , & pour son Haras ; quatre Chirurgiens pour

le Commun ; un Chirurgien & un Apoticaire pour la Fauconnerie ; deux Chirurgiens pour la Venerie ; quatre Chirurgiens pour les quatre Compagnies des Gardes du Corps ; un Médecin , deux Chirurgiens & un Apoticaire pour les cent Suisses ; deux Chirurgiens & un Apoticaire pour les Chevaux-Légers ; un Chirurgien & un Apoticaire pour les Gendarmes de la Garde ; deux Chirurgiens , & deux Apoticaires pour les deux Compagnies des Mousquetaires ; deux Chirurgiens pour les Gardes Françoises ; deux Médecins & deux Chirurgiens pour les Gardes Suisses ; trois Médecins , neuf Chirurgiens & cinq Apoticaires pour l'Artillerie ; enfin un Apoticaire pour la Bastille , lequel est aussi Chirurgien Major.

La Reine a un P. Médecin & un Médecin du Commun ; un P. Chirurgien , un Chirurgien ordinaire , deux pour son Commun & un pour les Ecuries ; un Apoticaire du Corps & un du Commun.



Madame la Dauphine a un P. Médecin & un Médecin ordinaire; un P. Chirurgien, un Chirurgien ordinaire; un Accoucheur & un Chirurgien pour ses Ecuries; & un Apoticaire du Corps & de sa Maison.

M. le Duc d'Orléans a un P. Médecin & quatre Médecins ordinaires; un P. Chirurgien, quatre Barbiers & un Chirurgien Opérateur, & quatre Apoticaire pour sa chambre.

Tous ces Officiers sont reçus par le Prince; & installés par l'Archiatre de la Maison dans laquelle ils servent: leurs appointemens répondent à leur emploi, & sont portés sur les Etats. Leurs fonctions sont réglées par l'usage & la loi, ils ont eu de toute ancienneté le pouvoir d'exercer librement leur Profession par tout le Royaume: ce droit leur a été confirmé par la Jurisprudence des Loix & des Arrêts, qui ont attaché la jouissance de leurs Privilèges aux qualités prescrites



écrites précédemment pour les Commenfaux en général, & principalement à la loi d'approbation. Les Médecins n'ont entr'eux aucun lien qui les unisse ; la Faculté de Paris accorde à ceux de son Corps la prérogative d'être toujours réputés présens aux actes de la Compagnie. Les Chirurgiens ont été incorporés avec ceux de St. Cosme, qui leur accordent la même prérogative que la Faculté, & aux principaux d'entr'eux une préséance particulière dans leur Compagnie. Pour les Apoticaire, ils forment entr'eux une Communauté distincte de celle de Paris.

Le Grand Prévôt de l'Hôtel a reçu de nos Rois la faculté d'autoriser & de régler les Artisans qui sont à la suite de la Cour pour sa nourriture & sa subsistance. Il y a eu plusieurs créations de ceux qui ont la Médecine pour objet. Le nombre est aujourd'hui de huit Apoticaire-Epiciers, six Chirurgiens Barbiers, & deux Opérateurs. Les Maî-

tres de la Garde-robe avoient pareillement reçu le droit de choisir deux Artisans de chaque métier ; mais ceux qui sont relatifs à la Médecine , ont été supprimés.

Les Privilégiés suivant la Cour, ont reçu des titres de leur création , l'exemption de toute imposition , pour les marchandises qu'ils font conduire à la suite de la Cour. L'exercice de la Chirurgie & de la Pharmacie a été particulièrement attribué à ceux qui sont sous ce titre , par les Ordonnances & les Arrêts , qui ont pareillement attaché la jouissance de leurs Privilèges à plusieurs conditions , dont la principale est la loi d'approbation , subie par apprentissage & chef-d'œuvre.

Ces Privilèges sont sujets à la Police de Paris , & aux Statuts du métier ; ceux de chaque Profession doivent former entr'eux une Communauté ; les Chirurgiens cependant ont été aggrégés à celle de St. Cosme. Pour les Apoticairens ils

en forment une séparée de celle de Paris.

Le Grand Prévôt est le Juge ordinaire de la suite de la Cour, & le Juge conservateur des Marchands & Artisans qui sont à sa nomination.

§ II. Les principaux Tribunaux ont toujours choisi des Officiers, pour leur prêter le ministère de la Médecine. La Chancellerie de France a un Médecin & un Apoticaire; le Parlement de Paris deux Médecins & quatre Chirurgiens; le Chancelier de la Bazoche de ce Parlement avoit autrefois nommé un Chirurgien; mais cette entreprise a été reprimée: le Grand Conseil a un Médecin, un Médecin Spagirique & un Chirurgien; la Prévôté de l'Hôtel un Médecin, deux Chirurgiens, & un Chirurgien juré aux rapports; l'Officialité de Paris a des Sages-Femmes ordinaires. Il y a encore un Chirurgien du Roi pour la visite des Soldats détenus dans les Prisons de Paris pour faits militaires.

Officiers  
de Méde-  
cine du  
Barreau.

Il y a pour le Châtelet de Paris, deux Médecins & quatre Chirurgiens, dont la création se perd dans l'antiquité. On leur a ajouté quatre Sages-Femmes jurées. Ces Officiers sont reçus pardevant M. le Lieutenant civil, & jouissent encore de plusieurs droits & fonctions étrangères aux rapports.

Les mêmes usages s'établirent dans les principaux Tribunaux des Provinces. Henri IV, en fit une loi générale pour tout son Royaume, en permettant à son P. Médecin de commettre dans tous les lieux des Médecins & Chirurgiens pour faire les rapports ordonnés en Justice. Cet établissement fut continué par un grand nombre d'Ordonnances; mais il ne fut d'abord connu qu'au G. Conseil, qui fut établi Juge Conservateur de ces Commis, & regla leurs fonctions & Privilèges par la Jurisprudence de ses Arrêts. Il souffrit beaucoup de difficultés dans les Parlemens; & après y avoir été reconnu avec

des modifications , il fut supprimé en 1692.

Pour les remplacer Louis XIV , créa en titre d'Offices , un *Conseiller Médecin ordinaire du Roi & deux Chirurgiens Jurés Royaux* , dans chacune des Communautés des Villes principales du Royaume , & un dans chacune des autres Villes , Bourgs & Lieux ; pour faire tous les rapports & visites des morts & malades ordonnés en Justice. Cet établissement fut confirmé & modifié par une infinité d'Arrêts rendus au Conseil les années suivantes.

Ces Médecins & Chirurgiens reçurent encore d'autres fonctions étrangères aux rapports , & dont il sera fait mention. Quelques Médecins même ont voulu s'arroger une certaine Jurisdiction sur les Médecins de leur ressort ; mais comme elle n'est exprimée que dans des Reglemens subreptrices & informes , elle n'a eu aucun effet ; & les prétentions qu'en tirent des es-

prits dont l'ambition réalise les idées, ont été détruites par des Reglemens authentiques qui ont suivi.

La conservation des Privilèges de ces Officiers fut attribuée, & leurs causes mêmes personnelles, réelles ou mixtes commises, aux Présidiaux & Bailliages de leur ressort; mais cette attribution fut détruite pour le premier chef, par l'établissement des Juges de Police.

L'exemption de toutes charges publiques fut attachée à ces Offices; mais les dispositions des Loix qui ont suivi sur la jouissance des Privilèges, ont porté une telle atteinte à celui-ci, que ces Officiers sont peu écoutés à en réclamer l'usage.

Il fut permis aux Communautés d'acquérir ces Offices, & d'en pourvoir leurs membres; cet usage a tellement prévalu, qu'on en voit peu aujourd'hui de titulaires, & qu'on regarde, pour ainsi dire, ces Offices comme supprimés, quoiqu'ils ne le soient réellement que



dans la Province de Bourgogne.

Les Communautés & les Particuliers qui levèrent ces Offices , furent dispensés ainsi que leurs héritiers , de prendre aucunes Lettres de provision , confirmation ni ratification ; & il fut réglé qu'ils seroient reçus par les Officiers des Bailliages , Sénéchauffées ou Sièges Présidiaux , & installés dans les Communautés , en représentant seulement leurs quittances de finance , & payant les droits prescrits dans les Reglemens rendus à ce sujet.

---

## CHAPITRE VI.

### *Des Rapports de Médecine.*

**L**Es rapports de Médecine sont des témoignages par écrit de l'état sain ou malade d'un sujet , pour faire foi en Justice. Leur nécessité a été établie par le Droit Canonique & Civil ; par les Coutumes & Ordonnances de France ; par les Arrêts des Cours , & par la

72      *Essai de Jurisprudence*  
tradition des Jurisconsultes anciens  
& nouveaux.

Rapports  
propres-  
ment dits.

§ I. Les Loix d'approbation & du partage de la Médecine, & un grand nombre de Reglemens particuliers présentent aux Juges ceux à qui ils doivent s'adresser, pour faire rediger les rapports. Il suit de leurs dispositions que les Médecins doivent présider dans toutes sortes de rapports ; que les Chirurgiens sont admis dans toutes les occasions où leur main est nécessaire, pour les *incisions, opérations & pansemens* ; mais que ceux qui ne sont point reçus par chef-d'œuvre, en doivent être exclus ; que les Matrones seront jointes aux premiers partout où leurs yeux & leurs doigts ont été admis par la pudeur pour l'examen de certaines parties ; que les Apoticairees seront pareillement admis pour les décisions relatives à la Pharmacie ; & qu'enfin les Empiriques sont exclus de ce ministère.

Le titre qu'autorise dans l'exer-

gice de ces Professions , ne suffit encore que dans les lieux où il n'y a point d'Officiers pour ce ministère ; les précédens ont ces fonctions à l'exclusion de tous autres ; mais cette exclusion n'a lieu que pour les rapports ordonnés en Justice , & non point pour les dénonciatifs , comme il a été jugé & réglé plusieurs fois , contre les Médecins & Chirurgiens du Châtelet de Paris , les Commis du P. Médecin , & les Jurés Royaux.

C'est à tort qu'en bien des endroits les Lieutenans du P. Chirurgien du Roi , veulent usurper le même droit exclusif ; ils n'ont pas le moindre titre qui puisse favoriser cette prétention.

Il est des qualités qui jointes à celles de Médecin & Chirurgien , ne leur permettent pas de faire un rapport. Les Avocats & les Procureurs sont dans ce cas , à l'égard des parties pour lesquelles ils ont occupé. Pour les qualités de Juge & de Greffier , elles n'ont aucune

incompatibilité , avec celles de Médecin & Chirurgien pour les rapports. Il est pareillement des raisons exprimées dans les Ordonnances , qui sont pour les parties , de justes motifs de recusation des Médecins & Chirurgiens même titrés , ou nommés par le Juge , pour faire les rapports.

Les visites & rapports ne peuvent être demandés que par ceux qui ont intérêt dans leur rédaction ; & ce sont les deux parties & les Juges : les Ordonnances & les Arrêts ont établi la voye que les uns & les autres doivent tenir , pour requérir le ministère des Médecins & en profiter ; & ceux-ci ne peuvent alors le leur refuser. Autrefois le Corps de certaines Villes & Communautés , avoient reçu des Ordonnances & des Coutumes , le droit de faire ou faire faire la visite des blessés.

Les rapports quoique bien faits , ne passent point en force d'une chose jugée : les parties ont la fa-

sulté de faire procéder à une contre-visite, & à un nouveau rapport, par autres Médecins & Chirurgiens. C'est ce qui a été ordonné par les Ordonnances & Arrêts; & les Auteurs en conséquence, ont expliqué la nature & la nécessité des seconds rapports. Dans leur confection, il est d'usage que ceux qui ont fait le premier, assistent au second, pour appuyer & soutenir ce qu'ils ont avancé; & le Juge enjoint ordinairement dans son Ordonnance.

Les rapports ont été assujettis, comme les autres procédures à certaines formalités, d'où dépend toute leur force. On a voulu s'assurer de la véracité de ceux qui les doivent faire, par la Religion du serment. L'usage en est très-ancien; & il a été confirmé par toutes les Ordonnances & Arrêts, qui ont établi la nécessité des rapports. Après le serment prêté, les Ordonnances leur enjoignent de dresser ensuite & signer sur le champ leur rapport.

Des Arrêts en grand nombre défendent aux Juges de recoler & confronter ces experts , à moins qu'ils n'aient fait charge contre les accusés personnellement.

Les Reglemens & les Auteurs ont assigné plusieurs qualités à un bon rapport. Soit 1°. être fait avec un esprit d'intégrité ; 2°. précédé d'un mur examen ; 3°. déduit des véritables simptômes ; 4°. sans connivence & avec tout le secret ; 5°. être clair , intelligible & précis ; 6°. n'être ni trop prolix , ni court ; 7°. enfin faire mention expresse de l'état & situation où on a trouvé le sujet.

Plusieurs circonstances peuvent être la matière des rapports. I. La nécessité des rapports pour constater l'état d'un blessé , a été établie d'une manière si expresse dans l'un & l'autre Droit , dans les Capitulaires & Ordonnances de nos Rois , & les Arrêts des Parlemens , que ce chef peut être regardé comme un des premiers objets de cet Art.



Ces rapports doivent être faits concurremment par Médecins & Chirurgiens ; & le but qu'il leur est enjoint de se proposer , est de déterminer au juste , le caractère , la nature , la cause & le pronostic de ces blessures , & le tems , les médicamens & les frais qu'il sera nécessaire d'employer pour leur traitement.

II. Les mêmes autorités prescrivent les visites & rapports , pour décrire l'état d'un cadavre ; la concurrence des Médecins & des Chirurgiens est encore plus nécessaire ici que dans le cas précédent. Après l'examen de l'extérieur & de l'intérieur , il leur est enjoint d'exprimer dans leur rapport , tout ce qu'ils auront pu remarquer , avec les inductions qui déterminent si la cause de la mort est naturelle , ou si elle vient de blessures , de poisons , ou de médicamens donnés mal à propos. Les Reglemens des Chirurgiens leur défendent de procéder à l'ouverture des cadavres, que vingt-

quatre heures après la mort en hyver , & douze heures en été.

III. Les rapports faits pour impéritie des gens de l'Art , n'ont rien de particulier des précédens , sinon que les Jurisconsultes veulent que les Médecins soient les seuls Juges compétens , pour dresser ces sortes de rapports : & comme ceux qui les dressent sont naturellement suspects en ces cas auprès des Juges , ils doivent travailler par leur exactitude , à se disculper de cette suspicion.

IV. Il a été réglé contre des Exécuteurs de la Haute-Justice , que la visite de ceux qui ont été repris en Justice , apartenoit aux Chirurgiens.

V. Il est souvent besoin d'un rapport , pour caractériser une maladie , telle que l'épilepsie , le délire & la démence , la vérole , la rage , les maladies épidémiques , & autres qui influent sur les Jugemens qui doivent émaner des Tribunaux. La nature de l'Art & les Regle-

mens demandent le ministère seul des Médecins dans la plûpart de ces cas , & leur concurrence avec les Chirurgiens , dans quelques-uns.

VI. La puberté se déterminoit autrefois par un raport ; mais cet usage a été abrogé.

VII. On avoit aussi coutume autrefois , de visiter les vierges chrétiennes accusées d'impudicité ; mais l'abus de ces visites les a fait restreindre dans notre Jurisprudence au cas où une fille se plaint d'avoir été violée par un impudique ; & ces rapports sont de la compétence des Médecins , Chirurgiens & Matrones.

VIII. La consommation du mariage est tellement de l'essence de la société de l'homme & de la femme , que celle-ci a été regardée comme nulle , chez presque toutes les Nations & les Religions , si l'un des conjoints n'a pas reçu de la nature la faculté d'exercer cette fonction. L'abrogation des divorces a été suivie des dissolutions de mariage ; &

l'impuissance devint le premier & le plus juste motif des demandes que firent les mécontents. Il étoit sans doute important , de ne point proceder légèrement à la dissolution des mariages sous ce prétexte ; & cependant les preuves qui pour la constater , furent admises successivement par les Constitutions des Empereurs Romains , les Décrétales des Papes , les Canons mêmes des Conciles , les Capitulaires & les Ordonnances même de nos Rois , & l'usage des Tribunaux , portoient le caractère le plus grossier , le plus ridicule & le plus abusif. Ces preuves ayant été prosrites par notre Jurisprudence moderne , l'interrogatoire & la visite , devinrent les seules en usage ; ces visites sont faites par Médecins & Chirurgiens , auxquels on associe des Matrones , pour celle des femmes. Tout consiste dans leur rapport à déterminer , si le sujet proposé est & doit toujours être incapable , de consommer le grand ouvrage  
qui

qui fait le Sacrement de J. C. & de son Eglise.

IX. Il est des circonstances dans lesquelles il est nécessaire de s'assurer de la grosseffe d'une femme ou d'une fille par un raport ; ce qui arrive principalement, pour différer le suplice de celles qui ont mérité la mort. Ces visites & rapports se font par Médecins, Chirurgiens & Matrônes. De simples indices ne doivent point faire prononcer trop légèrement sur cette matière ; & des Sages-Femmes ont été punies, pour avoir ensévéli l'innocent dans le suplice d'une mere criminelle, en donnant un raport trop décisif, sans avoir eu des signes univoques & certains.

X. Les Juges ordonnent la visite des enfans venus morts au monde, & de leurs meres veuves ou filles qui ont décelé leur grosseffe. La visite des enfans se fait par Médecins & Chirurgiens ; on leur ajoute des Matrônes pour celle des femmes. Un grand nombre d'Arrêts

qui ont établi cet usage , leur enjoignent d'énoncer dans leurs rapports , si l'enfant est venu à terme ou non , & d'y exprimer toutes les marques qui peuvent faire connoître , si la mort dépend de quelque cause relative à l'accouchement.

XI. L'Eglise tient pour maxime que Dieu permet quelquefois que le Démon tourmente les hommes dans leur personne. En conséquence elle a institué des remèdes spirituels pour guérir les sortilèges & les possessions ; mais avant d'en user , elle enjoint dans sa discipline que ceux qui en feroient l'objet , feroient vûs & examinés par gens connoisseurs. Pour cet examen les Tribunaux Ecclésiastiques & les Parlemens , ne choisissent jamais que des Médecins , & même que les Docteurs les plus expérimentés & les plus réputés. C'est le moyen de dévoiler l'illusion , & la mélancolie qui le plus souvent sont le principe des contorsions que le vulgaire regarde comme les ouvrages des Démons.



XII. L'Eglise a établi le même usage , pour constater l'authenticité des Miracles & des Rélíques ; & ces visites & rapports sont faits concurremment par Médecins & Chirurgiens.

XIII. Enfin les Tribunaux ont souvent recours à la science des Médecins ; pour porter des Reglemens qui ont la Médecine & la santé publique pour objet. En effet la bonté de ces Reglemens dépend souvent de la nature de cet Art ; & il ne peut appartenir qu'à ceux qui sont les dépositaires de toutes les connoissances , & qui sont les Juges en dernier ressort de la vie des hommes , de devenir pour ainsi dire, par ce moyen les Législateurs de leur Profession.

§ II. L'Exoine est un certificat par lequel on prouve l'impossibilité où l'on est de faire ce à quoi l'on seroit obligé , si l'on étoit en bonne santé. Il y en a de plusieurs sortes : les politiques dispensent du service des emplois relatifs au bien de l'E-

Rapports  
pour les  
Exoines.

tat ou des Maisons Royales. Ces dispenses ne s'accordoient chez les Romains , que sur le raport des Médecins. La même chose a été ordonnée en France par les anciennes Ordonnances ; & l'usage s'est perpétué que ces dispenses s'accordent sur de simples certificats dénonciatifs , qui peuvent être faits par tous Médecins & Chirurgiens , pourvu qu'ils soient d'une réputation non suspecte , & que chacun n'atteste que ce qui est de sa compétence.

Les Excoines Juridiques sont celles qui ont lieu dans les procédures civiles & criminelles. Les principales sont celles qui dispensent un assigné d'ajournement personnel , de comparoître en Justice. Les Ordonnances veulent qu'elles ne puissent être données que par *un Médecin d'une Faculté aprouvée* , qui atteste que l'accusé ne peut se mettre en chemin *sans péril de la vie*. De ce nombre sont encore les visites & certificats afin d'élargir ,

resserrer ou transférer un prisonnier , que le mauvais air ou des incommodités feroient périr infailliblement ; ou commuer la peine d'un forçat. Il est ordonné que ces certificats seront délivrés par Médecins & Chirurgiens. On peut enfin rapporter à ce genre d'Exoines, l'usage où sont les Juges , de faire conduire & modérer la question , par des Médecins & Chirurgiens.

Les Exoines Ecclésiastiques sont celles qui tendent à obtenir des Juges de l'Eglise , des dispenses des exercices , fonctions & devoirs , que l'Eglise impose à ses Membres. Les Conciles & les Papes ont choisis des Médecins pour être les seuls Juges en ces occasions. Ces précautions ont été soutenues par le conseil unanime des Canonistes. Les Chirurgiens cependant , & même des personnes sans titre , s'étant ingérés de donner des dispenses de Carême , M. l'Archevêque de Paris enjoignit aux Pasteurs de n'avoir égard dans la distribution des

dispenses qu'ils donneroient, qu'aux attestations en bonne forme de Médecins aprouvés : & pour prouver leur attachement aux maximes de l'Eglise , les Médecins se sont toujours fait une loi , de ne jamais rien recevoir pour ces certificats.

---

## CHAPITRE VII.

### *Du service Médicinal dans les Hôpitaux.*

**L**E soin des pauvres infirmes a été un des premiers motifs qui ont touché les Nations remplies d'humanité ; & le Ministère François a pourvu au soulagement des souffrances des malheureux , par l'établissement des Hôpitaux.

Hôpitaux soumis à des Constitutions particulières.

§ I. Les Administrateurs chargés de la direction des Hôpitaux , sont ceux qui doivent choisir les Médecins , Chirurgiens & Apoticaire en chef ; mais leur choix ne peut tomber que sur ceux qui ont acquis par la licence ou la maîtrise le droit général d'exercer la Pro

feffion dans laquelle ils ont donné des preuves authentiques de leur capacité ; c'est un usage fondé sur les Loix , & observé dans tous les Hôpitaux & Charités de Paris. L'administration cependant de l'Hôpital Général de cette Ville , a voulu porter atteinte à cet ordre , en nommant un Médecin étranger à la Faculté , & l'affaire est aujourd'hui au Parlement. Ces ministres de la santé des pauvres , sont ordinairement stipendiés ; mais les Chirurgiens sont obligés suivant leurs Reglemens , de faire le service gratuit des Hôpitaux qui n'en ont point d'ordinaires.

Les Chirurgiens & Apoticaire en chef des Hôpitaux , ont sous eux des Elèves , qui ordinairement sont à leur nomination. Les premiers de ceux de l'Hôtel-Dieu , des Incurables , des trois Maisons de l'Hôpital Général & de l'Hôtel des Invalides de Paris , ont été dans la possession d'être reçus à la maîtrise sans frais , ni examen , après

y avoir servi gratuitement les pauvres , l'espace de six ans. Les principaux Hôpitaux des Provinces , entr'autres ceux de Toulouse , de Marseille , de Tours , d'Angers , du Mans & de Versailles , ont joui du même Privilège : cependant ce Privilège établi par les titres de leur fondation , & confirmé par des Lettres Patentes & des Arrêts , a été altéré par les derniers Reglemens de la Chirurgie , qui prescrivent un concours pour l'admission de ces gagnans-maîtrise , & des examens pour leur aggrégation , après leur service accompli. Les derniers Statuts des Chirurgiens de Bordeaux , l'ont même annéanti tout à fait ; mais l'exécution de ces dispositions , souffrent bien des difficultés en différens endroits.

Les fonctions & devoirs des Médecins , Chirurgiens & Apoticaire des Hôpitaux , sont établis par les Loix du partage de la Médecine , par des Reglemens particuliers , & par les Ordonnances de la Ma-



rine & des Hôpitaux Militaires.

§ II. Les Religieux connus sous le nom de *Freres de la Charité*, Hôpitaux des Religieux de la Charité. originaires d'Espagne, ont été établis en France, pour *traiter, panser & médicamenter les pauvres*. Les Constitutions de leur ordre & les Loix du Royaume leur permettent de choisir eux-mêmes, sous la condition précédente, des Médecins qui doivent être étrangers à leurs Maisons. Quant à la Pharmacie, ils n'ont point emprunté de secours étrangers, pour son exercice; & ils en sont demeurés paisibles possesseurs.

Il n'en a pas été de même à l'égard de la Chirurgie; leur institution paroît leur en avoir confié l'exercice, & la possession semble les y avoir confirmé; mais ce n'a point été sans beaucoup de contestations entr'eux & les Chirurgiens de Paris. Sur leurs altercations, le Parlement regla que l'exercice de la Chirurgie seroit fait par les uns & les autres concurremment; mais

le Roi l'interdit entièrement aux Religieux , & se reserva la nomination d'un Chirurgien Major , & d'un Substitut , dans chacun de leurs Hôpitaux. Cette Loi eut son exécution à Paris ; mais ces Religieux furent maintenus dans l'exercice de la Chirurgie , dans nos Colonies , dans la Lorraine , & même dans la plûpart de nos Provinces. Les Chirurgiens de Château-Thierry ayant voulu comprendre ceux de leur Villé dans la Loi prohibitive , les anciennes quérelles se réveillèrent , & le Roi renouvela l'ancienne concurrence , dans leurs Hôpitaux , & les anciennes défenses faites aux Religieux d'exercer la Chirurgie dans le Public.

Le nombre des malades ayant augmenté en peu de tems , dans leur Maison de Paris , le Religieux Chirurgien se fit aider par un Garçon ; & ils obtinrent du Roi le droit de lui faire gagner sa maîtrise , après six ans de service gratuit. Ce Privilège les a encore souvent

mis en procès avec les Chirurgiens ; mais il leur a été confirmé , réglé & étendu à toutes leurs Maisons , par un grand nombre de Lettres Patentes , d'Arrêts & de Statuts , dont les derniers portent que le gagnant-maîtrise sera admis au concours, & les autres Chirurgiens, Maîtres ou Elèves , au choix des Religieux.

Il a été rendu plusieurs Reglemens pour la Police des Etudians en Médecine & en Chirurgie qui assistent aux visites & pansemens des malades dans ces Hôpitaux.

---

## CHAPITRE VIII.

*Des Honoraires de ceux qui exercent la Médecine.*

§I. **I**L est sans contredit que ceux qui exercent la Médecine, sont les Artistes qui méritent le plus récompense pour l'exercice de leurs talens: aussi les Egyptiens, les Hébreux , les Grecs & les Romains , toutes les Nations en un

*Action.*

mot, ont été dans l'usage de payer les travaux des Médecins ; & l'un & l'autre droit leur a accordé en Justice, une action contre l'ingratitude de ceux qu'ils ont obligés. Cette action même n'étant point dépendante de leurs succès, les Canonistes & les Jurisconsultes l'ont étendue jusqu'au traitement des maladies incurables.

Notre Jurisprudence Françoisise a accordé la même action à tous ceux qui exercent quelques fonctions de la Médecine ; mais les Loix & les Arrêts l'ont attachée & proportionnée à cette Loi d'approbation qui fait le principe de tous leurs droits. De-là il suit que les Médecins ont une action pour toutes les fonctions de l'Art de guérir ; les Chirurgiens pour leurs opérations , pansemens & médicamens qu'ils ont fourni sur le conseil des Médecins dans les maladies secrètes ; les Apoticaire pour tous les remèdes qu'ils ont fourni pareillement sur le conseil des Médecins ;

lès Empyriques enfin pour les remèdes qu'ils ont fourni conformément à leurs Brevets. Tous ceux qui n'ont point été aprouvés pour leur Profession dans le lieu où ils veulent exercer leurs fonctions, ne peuvent reclamer en Justice aucun salaire.

Cette action compéte non-seulement contre ceux qui ont été guéris ; mais encore contre les héritiers de celui dont l'Art n'a pu reculer le trépas ; mais lorsque le mort n'a point laissé de biens , il s'est élevé plusieurs contestations , sur lesquelles on ne peut donner de regle générale.

§ II. Les anciens Jurisconsultes ont voulu que les Médecins eussent un privilège sur le prix des meubles du défunt , contre tous créanciers personnels & chyrographaires pour leurs honoraires ; cette maxime a été suivie & confirmée dans notre Jurisprudence pour les soins & médicamens fournis dans la dernière maladie du mort , par

Privile-  
ges.

les Arrêts , par des Reglemens de Médecine , & par la tradition des Jurisconsultes modernes ; quelques Arrêts même ont accordé le même privilège aux Médecins, sur les deniers de la vente , & adjudication par décret des immeubles , contre les créanciers hypothécaires.

Les Ordonnances & les Arrêts ont encore accordé un autre privilège aux créances qui procèdent de médicamens , en défendant aux Juges d'accorder aucuns délais ni surseance d'y satisfaire.

Prescription.

§ III. Il paroîtra sans doute surprenant que l'honoraire d'un bienfait qui s'étend à toute la vie , soit sujet à la prescription : les Coutumes cependant prescrivent les créances des Médecins , les unes par un an , les autres par deux ; les Ordonnances mêmes ne paroissent accorder que six mois. Quelques Parlemens ont fait subir la rigueur de ces dernières aux Médecins , Chirurgiens & Apoticaire ; mais le plus grand nombre a voulu que



cette prescription fut annale.

Le tems de cette prescription ne commence à courir, qu'à la guérison ou à la mort ; & elle n'a point lieu , lorsqu'il y a des titres qui constatent la dette ; & lorsqu'elle a véritablement lieu , les Médecins ne sont pas pour cela déclarés non-recevables ; le débiteur est obligé d'affirmer qu'il a satisfait.

§ IV. Le droit déduit de la définition qu'il donne de l'honoraire , qu'il ne peut être sujet aux pactes & conventions : plusieurs Auteurs cependant , apuiés sur l'ingratitude des hommes , ont permis aux Médecins d'en convenir avec leurs malades ; mais la plus grande partie se sont revoltés contre une pratique , qui ne peut convenir qu'à des Charlatans. Le sentiment de ceux-ci fait une maxime du Droit François établie même dans quelques Reglemens. Lorsque des Charlatans manquent à cet égard à la probité , ils sont condamnés à la restitution de leurs exactions, & aux

Conven-  
tion.

autres peines que la qualité du délit leur peut faire mériter ; mais si ceux qui font de la Médecine un commerce , ne se sont point servis de voyes illicites pour composer leurs marchés , on se contente de reduire les sommes qu'ils ont reçues ou qu'ils demandent. Les Parlemens en ont même agi ainsi , dans les maladies contagieuses. Ces rédactions cependant n'ont point lieu , si l'obligation qu'a contractée le malade a été faite après la guérison.

Ceci ne doit s'entendre qu'en partie des conventions des Médecins avec des Communautés ; & bien loin qu'il soit contre la dignité de leur état de convenir avec elles d'honoraires annuels , cette pratique est d'une si grande utilité pour le public , qu'elle a été d'usage chez toutes les Nations policées. Les Perses entr'autres , les Indiens , les Egyptiens , les Grecs & les Romains stipendioient des Médecins des revenus publics , pour le soulagement

soulagement des pauvres. Le gouvernement François n'a cependant point encore jetté des vues bien étendues sur cet objet. Ces conventions n'y sont point ordonnées ; mais du moins elles y sont permises & favorables ; & tandis que quelques Villes remplies de gens qui n'ont d'autre passion qu'un intérêt sordide , & d'autre science que celle des moyens grossiers qui y conduisent , chassent par leurs injustices & leur peu de considération, ceux qui emploient leurs jours pour l'utilité publique , des Provinces & des Villes mieux policées & plus remplies de gens sensés , s'affectionnent des Médecins par des récompenses & des exemptions , qui ne blessent point les droits du Prince , & forment pour chaque particulier , une taxe infiniment inférieure à l'avantage qu'il en retire.

En gageant les Médecins , les Empereurs Romains ne voulurent point que la reprobation de ceux qui avoient été admis dans une

Ville , fut arbitraire ; ils ordonnèrent qu'elle ne pût être prononcée que pour quelque juste sujet relatif à la santé & utilité publique. Cette Jurisprudence a été suivie dans les Cours Souveraines de France.

Le Ministère de la Lorraine a sur cet objet des établissemens analogues à ceux des Romains. Chacune de ses principales Villes, a des stipendes de 200 liv. qui se donnent au concours , par le Collège Royal de Médecine de Nancy ; & les sages Reglemens qui les concernent , sont aussi propres à nourrir l'émulation , qu'à chasser l'ignorance.

*Taxe.*

§ V. Le mérite conduisoit les Médecins à la fortune chez les Hébreux , les Grecs & les Romains ; mais aujourd'hui , il semble qu'en France , la science & la probité en éloignent. L'ingratitude de la plupart des hommes , & l'avarice des faux Médecins , ne feroient pourtant pas des raisons pour établir une taxe générale à laquelle les uns &

les autres seroient obligés de se conformer : un pareil établissement seroit contre la probité du Médecin , le bien du Public , & les véritables intérêts de l'un & de l'autre. Cette taxe ne conviendrait pas plus pour les travaux des Chirurgiens ; mais la pratique en a été utile à l'égard des drogues des Apothicaires.

Le Ministère François cependant a pris des mesures , pour prémunir également les Médecins contre l'ingratitude , que le Public contre les exactions injustes. Dans les cas de contestation , les Loix laissent à la volonté des Juges , le choix de faire cette taxe eux-mêmes , ou de la faire faire par des Experts , avec les mêmes formalités que pour tout autre rapport. Cette dernière pratique est la plus usitée , & la plus nécessaire. Pour diriger les uns & les autres dans ces estimations , il n'y a point de regle positive à donner ; mais l'importance de la maladie , & l'issue dont elle a été sui-

vie , la qualité & le mérite de celui qui a gouverné le malade , les soins qu'il a été obligé d'employer, la distance des lieux , l'usage du pays , & l'opulence du malade, sont fix considérations que la raison a tirées du droit & de la nature de l'art , & a mises en usage.

Ce qui vient d'être dit, est relatif au traitement des maladies ; mais lorsque le ministère de ceux qui exercent la Médecine est nécessaire en Justice , soit pour eux-mêmes , soit pour le Public , ou pour le Roi, les Reglemens contiennent des Tarifs de leurs honoraires , auxquels les Juges sont obligés de se conformer.

Donations.

§ VI. Le Droit Romain & le Droit François n'ont aucun égard aux libéralités faites à ceux qui par l'autorité & l'empire qu'ils ont sur l'esprit & la personne du donateur , pourroient en abuser. Pour faire l'aplication de cette maxime à la Médecine , on peut dire d'abord qu'il est hors de doute que les



dispositions des Apprentifs & Elèves en faveur de leurs maîtres Chirurgiens ou Apoticaire, sont nulles ; les Ordonnances & les Arrêts y sont formels ; mais il n'en est pas tout-à-fait de même à l'égard de celles qui leur sont faites par des malades.

Le Droit, un grand nombre d'Arrêts, & bien des Jurisconsultes semblent mettre tous ceux qui exercent quelques fonctions de la Médecine, & même leurs proches parens, au nombre des personnes incapables par leur qualité de recevoir des témoignages de reconnoissance & d'amitié qu'on voudroit leur donner à la mort ; mais on peut leur opposer un aussi grand nombre d'Arrêts & d'autorités, qui ne sont pas d'un moindre poids.

La conférence & l'examen des uns & des autres, fait voir qu'il ne faut pas juger de l'incapacité des Médecins, Chirurgiens & Apoticaire par leur qualité ; mais par les circonstances qui accompagnent les

donations qui leur sont faites. Les donations sont toujours bonnes, lorsqu'elles sont l'effet d'une pure générosité & d'une juste reconnoissance, & qu'on n'a à opposer contre elles aucune preuve de suggestion. Le contraire les rend susceptibles de nullité & de cassation.

---

## CHAPITRE IX.

### *Des Elèves de Médecine.*

Etudiants  
en géné-  
ral.

§ I. **L**E Droit naturel, divin & humain a imposé aux parens l'obligation indispensable de donner à leurs enfans une éducation qui les conduise dans le chemin de la vertu, les rende utiles à l'Etat, & les pare des coups de la fortune. Pour suppléer à leur négligence, la Jurisprudence permet aux Etudiants & aux Apprentifs mineurs, de s'obliger pour les dépenses nécessaires à leurs études & apprentissages; & plusieurs motifs puissans font l'application de cette Jurisprudence à la Médecine.

Pour établir une certaine égalité

de fortune entre les enfans, le Droit & les Coutumes les obligent à rapporter à la succession de leurs pere & mere, ce qu'ils en ont reçu ; mais ils exceptent de cette rigueur, les dépenses que les parens doivent de droit naturel à leurs enfans ; sur ce principe, les frais faits pour les Etudes & le Degré même de Baccalauréat en Médecine, & pour les apprentissages de Chirurgie & de Pharmacie ne sont point rapportables ; mais ceux de Licence & de Maîtrise en ces Arts sont rapportables , suivant l'opinion la plus commune des Jurisconsultes.

§ II. Les Sciences & les Arts Li-  
béraux consistant dans la connois-  
sance des découvertes que la raison  
a tirées de l'expérience , les Uni-  
versités qui en ont été dépositaires,  
ont établi des Cours académiques  
pour les perpétuer. Leurs premiers  
Décrets & les anciennes Ordonnan-  
ces prescrivirent en conséquence à  
ceux qui aspireroient aux Degrés  
qu'ils instituèrent , la nécessité de

Etudes  
Académi-  
ques en  
général. 4

présenter des certificats de leurs Professeurs , & de faire preuve du fruit qu'ils en auroient retirés, dans des examens & des thèses publiques & particulières. Le relâchement s'étant introduit dans ces Académies, les Statuts & Ordonnances ont réglé que les Etudiants s'inscriroient plusieurs fois l'année de leur main, dans les Régistres de l'Université.

Ces formalités sont si rigoureusement prescrites, que celui qui n'en peut justifier , ne peut être admis aux actes probatoires, quelque preuve qu'il allégué d'ailleurs de sa suffisance; mais aussi la preuve des études par inscriptions & attestations est si complète , qu'on n'est point admis à la détruire par une preuve testimoniale. La Médecine faisant Corps dans les Universités , a été soumise expressément aux mêmes formalités.

Apre-  
n-  
tiages en  
général.

§ III. Les Arts Mécaniques paroissant consister dans une adresse manuelle, on a voulu que leur maîtrise ne pût être accordée qu'à ceux

qui auroient pu acquérir cette adresse , par l'exercice.

Delà les Ordonnances ont prescrit aux Aspirans, des apprentissages & des années de service chez les maîtres. Pour en constater la réalité , on a toujours exigé des actes rendus authentiques , par les formalités dont ils doivent être revêtus ; & ces actes sont aujourd'hui un Brevet passé pardevant Notaire , & connu de la Communauté , & des certificats de service délivrés par les maîtres.

Les conventions exprimées dans les Brevets d'apprentissage , forment tant pour l'apprentif que pour le maître , des obligations dont ils ne peuvent se dispenser que par de puissans motifs.

Quelque long exercice que les Aspirans Alléguent, ils ne peuvent être admis à faire preuve de leur expérience dans les interrogats & chefs-d'œuvres établies pour la maîtrise , s'ils ne justifient de leur apprentissage & de leur service pen-

dant le tems prescrit par les Statuts , & suivant la forme précédente ; il est défendu aux Communautés sous des peines très-rigoureuses de les y admettre , & reciproquement elles ne peuvent les refuser, s'ils y ont satisfait.

La Chirurgie & la Pharmacie , ont été assujetties à ces regles , quoiqu'elles ayent tetenu quelque chose des Arts Libéraux ; mais il faut observer qu'elles souffrent des exceptions à leur égard pour les Elèves des Hôpitaux & les fils de maîtres ; ceux-ci jouissent dans toutes les Communautés de faveurs qui ne sont point accordées aux autres Aspirans.

## CHAPITRE X.

### *Des Juges de la Médecine.*

Assujettissement de la Médecine à la Police.

§I. **O**N reconnoît de trois sortes d'Ordres Judiciaires ; la Police , le Criminel & le Civil. La Police a pour objet le bien général & commun de la Société ; & c'est à ce titre que la Médecine en a



toujours fait partie. Chez les Romains , les Médecins étoient soumis à l'ordre des Décurions , qui en étoient les Magistrats. En France les Parlemens ayant la Police par apel , ils sont les Juges de toutes les Professions de la Médecine ; la regle n'a pas été aussi générale pour la Police en première instance.

Le Prévôt de Paris a été de tout tems le Magistrat de Police de cette Ville : ce Magistrat ayant cessé en 1500 , de rendre la justice en personne , ses fonctions furent partagées entre les Lieutenans Criminel & Civil qui le remplacèrent , & celui-ci fut chargé de la plus grande partie de la Police.

Mais Louis XIV , ayant créé un Lieutenant pour la Police en 1667 , ce Magistrat devint le Juge naturel des trois Corps de Médecine : les Chirurgiens cependant reconnoissent en quelque chose la Jurisdiction du Lieutenant Criminel ; & les Apoticaire-Epiciers sont immédiatement soumis à la Chambre de

M. le Procureur du Roi , premier Juge & conservateur des Arts & Métiers.

La même union de la Police avec le Civil, faisoit l'objet du même Magistrat dans les Provinces ; mais Louis XIV créa en 1699 dans toutes les Villes , des Lieutenans Généraux de Police , pour y exercer les mêmes fonctions que celui de Paris. Les Edits de leur création , & un grand nombre d'Arrêts du Conseil , leur attribuèrent la connoissance de toutes les contestations concernant la Médecine , la Chirurgie & la Pharmacie , privativement aux Présidiaux , Sénéchaussées & Bailliages , & à toute autre Jurisdiction.

Devoirs  
& autorité  
des Magi-  
strats de  
Police.

§ II. Les devoirs & les fonctions des Juges , s'étendent sur la manutention des sages Loix qui font l'objet de ce Traité. C'est à eux que les maîtres de l'Art doivent faire rapport des contraventions , pour faire punir ceux qui les ont commises ; ceux-ci cependant sont les seuls

Juges compétens de sa Doctrine ; en conséquence les Empereurs de Rome reglèrent que l'aprobation des Professeurs des Arts Libéraux , seroit faite par les Colléges dont ils voudroient devenir Membres , & autorisée par les Décurions. En France l'aprobation des Médecins , Chirurgiens & Apoticairees ayant été commise à leurs Communautés , un grand nombre d'Edits & d'Arrêts ont défendu à tous les Magistrats des Provinces , Villes & Villages , sous peine d'interdiction , de permettre l'exercice de ces Professions , à ceux qui ne leur justifieroient pas d'y avoir obtenu des Lettres d'aprobation.

Quoique les Magistrats ne puissent par eux-mêmes examiner & approuver les Aspirans ; cependant les Loix générales de la Police , & plusieurs Reglemens particuliers , leur permettent d'être présens aux Actes de reception ; c'est même un usage observé en plusieurs endroits ; & lorsqu'il s'est élevé des contesta-

tions , les Tribunaux ont toujours député des Commissaires , pour être présens à ces actes.

Les principaux actes des Communautés, n'acquièrent même toute leur autorité , que par la ratification des Juges. La Police des Arts & Métiers , prescrivent aux nouveaux Maîtres & Syndics , de leur présenter leurs Lettres & Commissions , & de prêter serment entre leurs mains , mais il y a sur ces chefs , quelques particularités relatives à la Médecine.

Les Universités ayant toutes une Jurisdiction contentieuse , à elles-seules a toujours appartenu de conserver & reconnoître les titres de leurs Membres ; mais dans les lieux où il n'y a point d'Université les Statuts de plusieurs Collèges de Médecine, & des Ordonnances générales , portent que les Médecins qui s'y établiront, prêteront serment entre les mains des Juges de Police leur présenteront leurs Lettres de Degrés, & les feront registrer à leur Greffe.

Les nouveaux Maîtres Chirur-  
giens, les Lieutenans & Greffiers  
du P. Chirurgien, & les Prévôts de  
leurs Communautés, sont pareille-  
ment tenus à l'enregistrement de  
leurs Lettres & Commissions. Les  
Chirurgiens de St. Cosme prêtoient  
aussi serment entre les mains du Pré-  
vôt de Paris ou de son Lieutenant  
Criminel. Les Barbiers de la même  
Ville prétendoient ne devoir de ser-  
ment qu'à leur Chef; mais après  
leur union avec les Chirurgiens, les  
uns & les autres, ainsi que les Sa-  
pes-Femmes, ont été obligés par  
un grand nombre d'Arrêts, de se  
soumettre à la même formalité; les  
Chirurgiens des Provinces fondant  
les mêmes prétentions sur les Privi-  
lèges du P. Chirurgien, ont aussi  
donné lieu à des contestations en  
plusieurs endroits; mais ces Privi-  
lèges ne pouvant s'étendre au-delà  
de la Jurisdiction du P. Chirur-  
gien du Roi, ils ne peuvent exem-  
per les Chirurgiens de promettre à  
Justice, d'obéir aux Reglemens

112 *Essai de Jurisprudence*  
dont l'exécution lui est confiée.

Quant aux Apoticaire , l'aprobation de leurs Aspirans , n'est à proprement parler qu'un raport, sur lequel , le Magistrat de Police procede réellement à leur reception en leur faisant prêter serment. La nomination de leurs Gardes jurés ne leur seroit pareillement d'aucune utilité , s'ils n'obtenoient pour la faire valoir, une Commission de Juges auxquels ils sont soumis.

---

## CHAPITRE XI.

### *Des Corps de Médecine.*

Etablis-  
sement.

§ I. **O**N appelle droit de Communauté , celui qui unit plusieurs personnes , pour des intérêts qui leur sont communs. Num Pompilius est le premier qui institua à Rome, les Compagnies d'Arts & Métiers. Cet établissement fut continué ; mais on ne reconnoissoit de légitimes Sociétés , que celles qui étoient autorisées par le Prince o



par le Senat. En France l'érection des Universités & des Métiers jurés, est un droit entièrement Royal. Ce n'est qu'à cette source qu'il faut s'adresser, pour obtenir les Lettres & les Statuts qui rendent leur érection valable ; ces titres n'ont encore la force de Loi, que lorsqu'ils ont été vérifiés & registrés dans les Cours Souveraines ; & alors la Communauté qui les a reçu, a autorité & Jurisdiction sur les Membres qui la composent, & peut même les obliger par des décrets particuliers.

Les Communautés Juridiques peuvent posséder des fonds en commun. Ces fonds sont inaliénables, & peuvent leur venir de legs & de donations, des retributions ordinaires des Aspirans, de répartitions faites entre leurs Membres, des amendes prononcées contre les contrevenans ; enfin d'emprunts auxquels elles peuvent s'obliger dans les cas de nécessité.

§ II. Les Membres de chaque <sup>Mem-</sup> <sup>bres.</sup>  
H

Communauté doivent être de la même Profession ; ils y sont admis à la pluralité des suffrages , après avoir subi les actes probatoires prescrits par les Statuts , & sous les conditions prescrites pour les Jugemens des Jurisdictions contentieuses.

Ces actes étoient autrefois accompagnés de festins somptueux dans les Universités , & précédés de présens & de frais portés quelquefois trop haut dans les Communautés des Chirurgiens & des Apoticaire ; la bonne chère & la générosité étoient alors souvent le motif des suffrages , plutôt que la science & la probité. Pour éviter de pareils abus , les Statuts ont renfermé des Tarifs des droits légitimes ; & mille Réglemens émanés des Puissances Ecclésiastique & Séculière , ont enjoint sous des peines très-rigoureuses , de s'y conformer, & de n'exiger ni festins ni présens , dans les receptions des Aspirans & l'élection des Syndics.

Le principal droit qu'acquièrent les Aspirans pour leur aggrégation, est le libre exercice de la Profession dont la Communauté est dépositaire , & d'avoir action contre ceux qui l'exercent sans titre ; mais comme les épreuves qu'ils subissent à cet effet , sont différentes dans les différens lieux , la Police des Arts & Métiers a établi pour ceux qui transfèrent leur domicile des regles générales , suivant lesquelles les Maîtres de Paris peuvent s'établir dans tous les lieux du Royaume , & ceux des Jurisdic-tions supérieures dans les inférieures , sans subir de nouvelles épreuves.

§ III. Les Communautés juridi- Officiers.  
ques sont gouvernées par des Chefs, Syndics , ou Procureurs , dont les fonctions sont d'y présider , d'en percevoir les fonds , d'en gérer les affaires conformément aux pouvoirs qu'elles leur donnent , & de veiller à l'observance des Statuts. Elles peuvent aussi tenir des Re-

gistrés pour conserver leurs délibérés.

Les anciens Reglemens généraux & particuliers permettoient aux Communautés de se choisir elles-mêmes les Officiers pour remplir ces fonctions ; nos derniers Rois y ont exigé en titre d'offices des Syndics , des Trésoriers , des Auditeurs & Examineurs de leurs comptes , des Greffiers & des Inspecteurs & Contrôleurs des Gardes & Jurés ; mais la plupart des Communautés ayant réuni ces Offices à leur Corps , elles sont rentrées à cet égard dans leurs anciens Privilèges.

*Fin du premier Livre.*



# LIVRE DEUXIÈME.

*Qui contient ce qui est propre aux Médecins.*

## CHAPITRE I.

*De l'Etablissement & Gouvernement des Universités en général, & des Facultés de Médecine en particulier.*

§ I. **L**A Médecine trouva son berceau dans les Temples, chez les Assyriens, les Babyloniens, les Caldéens & les Perses. Les inscriptions qui étoient sur leurs murailles & leurs colonnes, étoient les seuls Livres, les seuls Professeurs & les seuls Médecins qu'on pût consulter sur la santé, chez ces Peuples.

Ecoles  
en général

Chez les Egyptiens, les Temples furent pareillement des Ecoles publiques pour toutes les Sciences : les Prêtres y conservoient les Livres sacrés qui en renfermoient la Doctrine ; les Prêtres de Venus étoient ceux qui s'adonnoient plus particulièrement à la Médecine.

La plus ancienne Ecole des Grecs dont on fasse mention , est celle du Centaure Chiron , qui donnoit ses leçons dans une grotte du Mont Pelion. Leshéros qu'il instruisit, formèrent chez eux autant d'Ecoles domestiques pour leurs parens & leurs amis. Le plus réputé d'entr'eux pour la Médecine , fut Esculape , qui fut mis au rang des immortels. On lui bâtit des Temples , dont les Prêtres étoient d'habiles Médecins ; ils cultivoient un Jardin de Botanique , & gravoient dans le Temple la description des cures que le Dieu faisoit au moyen des remèdes qu'ils faisoient prendre aux malades. Un grand nombre de ces Temples , entr'autres ceux d'Epidaure , de l'Isle de Cos , de Pergame , d'Athènes , d'Alexandrie & de Cyrene , devinrent célèbres par ce moyen. De plus Esculape avoit établi dans sa famille une Ecole qui se divisa en plusieurs branches, qui prenoient le titre de familles des Asclepiades, & formèrent autant d'Ecoles particu



lières ; les plus fameuses furent celles de Cos, de Rhodes & de Cnide.

Les anciens Hiftoriens parlent encore des Ecoles de Crotone , d'Aggrigente , d'Alexandrie, de Smirne &c. qui étoient les émules des précédentes.

Le mépris que les Romains avoient pour la Médecine , ne lui donna point de place pendant le tems de leur République. Son Dieu même fut un des derniers de ceux qu'ils révérèrent ; mais les secours qu'ils furent demander au Dieu d'Epidaure dans un tems de peste, leur ayant réuffi, ils lui érigèrent dans l'Isle du Tibre, un Temple qui, comme les précédens, devint le Sanctuaire de la Médecine.

Les Sciences ayant pénétré à Rome, la Médecine trouva place dans leurs Académies. Celles de Rome étoient les lieux d'exercice apellés *Gymnasia*, le Temple de la Paix & le Collège des beaux Arts, apellé *Atheneum*. Il y avoit de plus des Auditoires particuliers : il y a-

voit les Colléges des Médecins du Xiste & des Vestales ; le Collége des Archiâtres de Rome, qui devint une Ecole de Médecine très-reglée. Les Empéreur s'établirent dans leurs Villes Métropolitaines, des espèces d'Académies où toutes les Sciences étoient enseignées ; les principales, comme celles d'Alexandrie & de Constantinople, reçurent des Reglemens particuliers ; les Colléges des Médecins y étoient séparés de ceux des Orateurs & des Philosophes ; mais ils étoient liés entr'eux par une certaine confédération, & par l'analogie de leurs fonctions & privilèges. Il y avoit même des Colléges d'Archiâtres établis dans presque toutes les Villes.

Sapor Roi de Perse, ayant fait bâtir la Ville d'Imdisabur, vers l'an 272, pour la Reine son épouse, fille de l'Empéreur Aurelien, ce Prince y envoya plusieurs Médecins, qui y établirent une Ecole de Médecine qui devint florissante.

Dans les siècles suivans, les re-

volution qui arrivèrent dans l'Empire Romain, changèrent l'état des Sciences, & particulièrement de la Médecine. En 640, fut prise par les Arabes la Ville d'Alexandrie, où étoit la plus célèbre Ecole, dont l'antiquité ait fait l'éloge. Ces ennemis des Sciences, brûlèrent tous les Livres qui s'y trouvèrent, à l'exception des Ouvrages Grecs, qu'ils respectèrent, parce qu'ils traitoient de la Médecine : ils y entretinrent même pendant quelque tems les Ecoles publiques de Médecine; mais en 721, elles furent transportées à Antioche & à Harran ; & c'est de là que l'étude de la Médecine se répandit dans les autres parties de l'Empire Sarrazin. En 767, fut bâtie la Ville de Bagdad, pour être le séjour des Sciences, que ces Barbares ne regardoient plus avec autant de mépris ; on y éleva dans la suite plusieurs Mosquées & Ecoles publiques ; & depuis ce tems, ces Mahometans ont toujours eu pour usage de fonder un Hôpital & un

Collège dans tous les lieux où ils faisoient bâtir une Mosquée.

Pendant ces tems reculés , nous avons peu de connoissance sur l'état des Sciences chez les Gaulois. Les Druides étoient en même tems leurs Sacrificateurs , leurs Juges , leurs Docteurs & leurs Médecins ; ils sont très-anciens ; quelques-uns même disent qu'il y avoit un Collège de Druides , dès le tems du Patriarche Jacob ; mais ils n'avoient guères d'autres lieux fixes pour leurs assemblées , que les forêts ; c'est là qu'étoient leurs Temples & leurs Ecoles. Jules Césaire ayant fait la conquête des Gaules , leurs habitans devenus Romains , ne se distinguèrent pas moins que leurs vainqueurs dans tous les genres de Sciences. Il est parlé dans les Historiens , des Académies qui y devinrent célèbres , entr'autres celles de Marseille , Toulouse , Autun , Narbonne , Arles , Bourdeaux , Lyon , & Besançon.

L'invasion des Goths , Vanda-

les, Bourguignons, & Francs dans les Gaules au cinquième siècle, commença à y ramener l'ancienne grossièreté. Il y avoit cependant des teintures des Lettres chez les Francs ; on voit quelques vestiges d'une Ecole dans le Palais de leurs premiers Rois, pour l'instruction de la jeune Noblesse. Clovis surtout préserva les Sciences d'une ruine totale : sa conversion suivie de celle de plusieurs Princes, donna lieu à l'établissement de plusieurs Eglises & Monastères à Paris & autres lieux, qui conservèrent le peu de Science qui restoit alors ; mais la barbarie devenue enfin générale dans l'Empire François, poursuivit la Science, jusques dans ces asiles sacrés.

Dans les premières guerres qui ébranlèrent le Trône de l'Empire, les Sectateurs de la Médecine cédant à l'orage, se retirèrent dans la Partie méridionale des Gaules, & jettèrent les premiers fondemens de l'Ecole Latine des Médecins de

Montpellier. Dans la suite les Arabes ou Sarrazins, apportant les Sciences & les Arts libéraux avec leurs armes, donnèrent lieu à l'établissement des Académies de Grenade, de Cordoue, de Tolède & de Salamanque en Espagne; de Salerne, de Naples & de Boulogne en Italie, & à l'illustration de celle de Montpellier.

Les Juifs contribuèrent aussi beaucoup à cette révolution: l'Ecriture & leurs Historiens font bien mention de plusieurs Médecins célèbres chez les anciens Hébreux; mais il est peu parlé de la manière dont on cultivoit cette Science chez eux. On dit seulement que le Roi Ezechias fit brûler un Livre de remèdes qui étoit exposé dans le Temple de Salomon; & que les Esséniens qui formoient chez eux une Secte particulière, s'adonnaient particulièrement à la Médecine. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'aussi-tôt que ce Peuple fut dispersé, la Médecine devint chez



qui une éducation nationale ; ils avoient au troisième siècle une école d'Université à Fora en Asie ; & comme dans la suite ils étoient presque les seuls qui entendissent la langue Arabe , ils devinrent dans les Académies précédentes , les plus réputés des Médecins.

Pendant ces heureux commencemens , vint Charlemagne , qui fit tous ses efforts pour chasser la barbarie des Provinces Gauloises, & les éloigner du commerce des sciences. Les Eglises Cathédrales & les principales Maisons Monastiques animées par ses exhortations & ses Ordonnances, & par les Décrets des Conciles, retablirent leurs Ecoles : elles languirent cependant encore pendant deux siècles ; mais enfin elles parurent avec éclat dans le 12<sup>e</sup>. siècle , à Paris surtout , à Reims , à Chartres , à Angers , & à Toulouse ; & la Médecine étoit enseignée dans ces Ecoles, & c'est depuis que les Prêtres & les Moines étoient alors les seuls qui fussent

en possession de son exercice.

Jusqu'au 12<sup>e</sup>. siècle, ces Ecoles n'étoient soutenues que par l'émulation des Professeurs & des Etudiants ; ce qui fait qu'elles n'avoient rien de stable ni de regulier. Pour établir l'ordre nécessaire dans les plus célèbres, & rendre leur séjour fixe, les souverains Pontifes & nos Rois rendirent un grand nombre de Constitutions, & d'Ordonnances ; & par là leur état devint juridique.

Les grands avantages que ces premières Académies procurèrent à l'Eglise & à l'Etat, engagèrent nos Rois & les Papes à en établir de nouvelles sur leur modèle, à confirmer celles qui fondées par les Princes voisins, ont passé sous la domination Françoisise ; & à les régler, confirmer & reformer toutes par un nombre infini de Constitutions générales & particulières, comme on va le voir dans le détail où je vais entrer.

Ces Académies ont pris le nom d'Universités ; & sont composées

e trois sortes de maîtres ; les Docteurs-Régens & agrégés à la Ré-  
ence, les Agrégés d'honneur, &  
es simples Docteurs & Licentiés.

§ II. Il n'est pas possible de fixer  
ar des dates précises, les com-  
encemens de l'Université de Pa-  
s en général, ni des parties qui  
t composent, & des attributs qui  
t caractérisent. Sa grande réputa-  
on seule nous en fait connoître  
origine par les grands éloges qu'elle  
a reçu dès ses premiers siècles.  
lusieurs Historiens cependant ont  
xé son époque au retablissement  
es Lettres dans l'Empire François,  
ers l'an 790, que Charlemagne fit  
nseigner à Paris les beaux Arts pu-  
liquement par 4 Anglois ou Ecof-  
ois. D'autres donnent la gloire de  
et établissement à plusieurs grands  
ommes du 11<sup>e</sup>. & du 12<sup>e</sup>. siècle :  
mais ce qu'il y a de certain, c'est  
ue son établissement juridique est  
û à l'union faite au 12<sup>e</sup>. siècle, de  
fférentes Ecoles qui avoient exis-  
e de tems immémorial dans cette  
apitale.

Paris.

Charlemagne avoit dans son Palais une Ecole qui continua sous ses successeurs; cela n'est point contesté. Ces mêmes Princes & les Conciles ayant étendu leurs soins, sur les Ecoles Ecclésiastiques, celles de l'Eglise de Paris & des Abbayes de St. Germain, de Ste. Généviève, de St. Victor & de St. Denis, en ressentirent les influences; & la discipline commença à s'y introduire au 12<sup>e</sup>. siècle. Dans la suite le concours des Maîtres & des auditeurs, attirant le désordre & la confusion, ils se trouvèrent obligés de s'unir entr'eux, & s'adressèrent aux Papes pour donner de la stabilité à leur union. L'ouvrage fut commencé par la permission que leur donna le Pape Innocent III, en 1206, de se choisir un Procureur, & fut perfectionné en tous ses points par ses successeurs. La célébrité de l'Ecole de Paris commença dans ce même tems, à fixer l'attention des Rois les premiers témoignages qu'ils en donnèrent, fut la vengeance qu'or-  
onna

donna Philippe Auguste en 1200, d'un outrage fait à quelques-uns de ses Supôts.

Dans l'incorporation de toutes ces Ecoles , leurs usages particuliers devinrent les Loix du Corps ; & leurs Chefs y prirent le rang & la séance que ces mêmes Ecoles avoient entr'elles. Delà les Chanceliers des Eglises de Notre-Dame , & de Ste. Geneviève , conservèrent le droit de conférer la licence d'enseigner , & ont continué de former une espèce de Magistrature dans l'Université ; mais ils furent obligés de ceder la Présidence au Chef de l'Ecole Palatine , qui devint le Recteur de toute la Compagnie.

Avant cette incorporation , l'Université n'étoit divisée que par rapport aux lieux où se donnoient les leçons ; dans l'union , les maîtres en tout genre de Science , furent confondus ensemble ; mais l'amour de la Patrie réunit bientôt les Maîtres & écoliers de chaque Province. Delà ce Corps nombreux se par-

tagea en quatre Nations, qui furent celles de France , Picardie , Normandie & Angleterre. Les Maîtres confondus dans les Nations, s'assembloient cependant à part , lorsqu'il s'agissoit d'affaires , concernant le genre d'étude & de science que chacun professoit , & consignoient leurs délibérations dans le livre du Recteur. On voit des traces de la distinction des Théologiens dès l'an 1215 , & leur état étoit tout-à-fait changé en 1250. Les Juristes & les Médecins suivant leur exemple , formèrent des Compagnies distinctes ; leur séparation des 4 Nations qui composèrent la Faculté des Arts , & leur association aux droits & Privilèges de l'Université , furent totalement accomplies en 1281 ; mais les Bacheliers & les Licenciés de ces trois Facultés supérieures , demeurèrent compris dans les Nations des Arts : ces seuls Docteurs furent admis dans les Facultés , & conservèrent même pendant long-tems , le droit de ve-



air aux assemblées de leur Nation.

La Faculté de Médecine en son particulier a suivi les mêmes gradations que l'Université. Plusieurs traits donnent lieu de conjecturer que la Médecine s'enseignoit dans l'Ecole Palatine, & même dans les Ecoles Ecclésiastiques ; mais ce ne fut avec célébrité, que sur la fin du douzième siècle.

L'Université dès les premières années de son établissement Juridique, fit elle-même des Statuts, pour regler sa discipline. Les Reglemens qu'elle reçut des Papes, la confirmèrent dans ce droit : mais comme alors les Médecins étoient confondus avec les autres Professeurs, ces Reglemens n'ont point de relation particulière à leur Corps. En 1215, se fit la première reformation générale de l'Université, par le Cardinal St. Etienne. Dans ce Statut, on voit l'Université partagée en deux Etats, celui des Théologiens & celui des Artistes ; les Médecins étoient encore compris

132      *Essai de Jurisprudence*  
dans ce dernier , sous le nom de  
*Physiciens* ; mais en 1267 , leur Fa-  
culté étant entièrement sous la Pré-  
sidence de leur Doyen , ils prirent  
un sceau d'argent en 1274 , & ces-  
sèrent de consigner leurs Décrets ,  
dans le livre du Recteur. On rapor-  
te la seconde reformation de l'Uni-  
versité , à l'an 1278 ; mais le Re-  
glement que donna le Cardinal de  
Ste. Cecile , qui fut le reformateur ,  
n'est relatif qu'à l'élection du Rec-  
teur.

En 1350 , la Faculté en son par-  
ticulier jugea à propos de rassem-  
bler sous un seul point de vue tous  
les Statuts épars qu'elle avoit éta-  
blis , ou qu'elle avoit reçus de l'au-  
torité légitime , & leur collection  
fut confirmée de l'autorité Royale.  
La 3<sup>e</sup>. reforme de l'Université fut  
faite en 1366 , par les Cardinaux de  
St. Marc , & de St. Martin , & la  
4<sup>e</sup>. en 1452 , par le Cardinal d'Es-  
touteville. Dans ces deux reforma-  
tions , les Statuts de la Faculté fu-  
rent confirmés , & les reformateurs

lui donnèrent cet éloge flatteur , qu'ils avoient trouvé peu de chose à reformer dans sa discipline. Dans le siècle suivant , les troubles donnèrent lieu à des abus qui faisoient souvent songer à la reforme ; mais on n'y put réussir qu'en 1598 , que se fit la cinquième & dernière reforme générale & la plus solennelle de l'Université , par des Délégués du Roi , & les Officiers de cette Académie. La Faculté de Médecine trouvant encore insuffisant le Code qu'elle y reçut en son particulier , lui ajouta encore de nouveaux articles en 1696 ; & depuis ce tems , il a été rendu plusieurs Arrêts & Décrets qui ont ajouté les dispositions aux anciens Reglemens ; en 1751 , il en a été redigé une collection générale homologuée au Parlement.

La Faculté de Médecine en se dégageant des Nations, n'a pas cessé de participer au gouvernement général de l'Université ; ses Bacheliers & ses Licentiés qui y sont demeure-

rés, ont seuls conservés le droit de nommer, & d'être pourvus eux-mêmes aux Charges de Recteur, qui prend la qualité d'*Amplissimus*, de Syndic, Secrétaire, & Quêteur de l'Université & de Procureurs des Nations; mais c'est aux Facultés supérieures de confirmer les grands Officiers de l'Université, que la Faculté des Arts a choisis. De plus la Faculté de Médecine paroît en Corps aux actes & assemblées générales de l'Université, & par députation à ses actes & assemblées particulières. Elle a toujours eu ses représentans dans les ambassades que l'Université a envoyées aux Conciles & aux Souverains. Elle nomme à son tour aux trois Cures & onze Chapelles, dont l'Université a la nomination. Son Doyen prend séance au Tribunal & au Synode Académique; il a une clef du sceau de l'Université, & est présent aux comptes du Receveur: il accompagne le Recteur avec le Censeur de la même Faculté.

té , dans toutes les cérémonies publiques où il représente l'Université : enfin l'Université a plusieurs fois défendu aux Principaux & Préfets des Collèges & Pensions , de se servir pour leurs Pensionnaires , d'autres Médecins que de ceux de la Faculté.

Le Tribunal Académique ou du Recteur , exerce la Jurisdiction contentieuse que l'Université a reçue sur ses Supôts. Les appellations en sont relevées directement au Parlement. La Faculté de Médecine en son particulier a Jurisdiction sur ses Supôts , en ce qui regarde sa discipline intérieure ; & en conséquence elle a privé plusieurs fois des droits Académiques , ceux qui ont voulu porter ailleurs leurs contestations.

La Faculté de Médecine regle elle-même sa discipline particulière. Le Chef sous lequel elle se forma , fut le plus ancien ou Doyen de ses Docteurs ; dans la suite son Office fut rendu annuel , & mis au

choix de 4 Supôts de chaque Nation ; mais en 1566 , il fut réglé qu'on commettrait au sort le choix de cinq Electeurs , qui choisiroient trois Docteurs dignes du Decanat , & que de rechef le sort nommeroit des trois , celui qui rempliroit les fonctions de Doyen pendant l'année , après avoir prêté serment entre les mains de son prédécesseur.

Le Doyen nommé reçoit le Chaperon de Doyen , le livre des Statuts , les deux Sceaux de la Faculté , & les clefs de ses armoires. Ses fonctions sont de gérer les affaires de la Compagnie , & de veiller à la discipline des Ecoles. C'est à lui d'en convoquer les assemblées à l'exclusion de tous autres Docteurs. Il s'en fait tous les premiers jours de chaque mois , pour discourir sur les maladies regnantes , & délibérer sur les affaires de la Faculté ; il s'en fait d'extraordinaires, toutes les fois qu'il est nécessaire. Dans ses assemblées , les autres Docteurs y prennent séance, & opinent chacun



suivant son rang ; & le Doyen conclut à la pluralité des suffrages.

Le Doyen après sa gestion , rend compte à la Faculté , & lui présente l'histoire de ce qui s'est passé dans son Decanat , relativement à l'Université , aux Chirurgiens & aux Apoticaire. Il a droit de faire battre des jettons d'argent & d'airain , lesquels représentent d'un côté le portrait du Doyen , & de l'autre les armes de la Faculté , ou celles du Doyen , ou quelque emblème honorable pour la Compagnie.

Lorsque l'Office du Doyen fut rendu électif , l'ancien des Docteurs prit le titre de Doyen d'honneur ; mais cette qualité étant incompatible avec l'esprit d'un Corps aussi jaloux de sa liberté , elle a été abrogée ; & l'ancien maître des Ecoles n'a conservé d'autre prérogative , que celle d'être reçu aux Ecoles inférieures par les Apariteurs , de convoquer la Faculté au refus du Doyen , d'être censé présent à tous les actes , & d'y perce-

voir un honoraire double de celui des autres Docteurs.

Les mêmes Electeurs nomment le Doyen sortant de Charge , pour en qualité de Censeur, être l'adjoint du Doyen , dans les affaires de l'Université & de la Faculté , qui en ont besoin. Ils choisissent un des Docteurs pour avoir soin de la bibliothèque que M. Prévôt a laissée à la Faculté en 1733 , qui a été enrichie depuis des libéralités de ses Supôts , & est ouverte au Public , tous les Jeudis de chaque semaine.

Autrefois tous les maîtres de cette Université étoient obligés d'enseigner. Suivant cet ancien usage , tous les nouveaux Docteurs sont admis à la Régence ; & ceux-ci sont les seuls qui composent la Faculté , & participent aux fonctions & émolumens de l'Ecole ; cette Compagnie n'usant que très-sobrement du droit qu'elle a d'aggréger des Docteurs des autres Universités.

Chacune des Compagnies de l'U-

niversité a des Appariteurs ou Bénédictins, qui ont été associés à leurs Privilèges, avant même leur séparation complète. La Faculté de Médecine en a deux en son particulier, qu'elle nomme ou confirme tous les ans ; & qui après leur nomination, prêtent serment entre les mains du Doyen & du Recteur, & reçoivent des Lettres de la Faculté & de l'Université. Leurs fonctions, sont d'assister aux actes de la Faculté & de l'Université, avec leurs masses, & vêtus d'une longue robe noire à manches. Dans les grandes cérémonies, le grand Appariteur est vêtu d'une robe violette ; il est aussi le Greffier de la Faculté, & a la garde des clefs de la Chapelle & des Ecoles.

La Faculté de Médecine a été long-tems sans avoir une demeure fixe ; ce ne fut qu'en 1472, quelle a fait bâtir ses Ecoles, auxquelles elle fit ajouter en 1608, son bel amphithéâtre anatomique, qui a été rebâti à neuf en 1745.

Mont-  
pellier.

§ III. Plusieurs monumens prouvent que dès les premiers Siècles de notre Monarchie , il existoit à Montpellier une Ecole de Médecins , dont on ne peut fixer l'époque ni l'origine de l'établissement. Ce qu'il y a de certain , c'est que leur Société étoit déjà célèbre dès les tems où l'on voit à peine des traces de Médecine à Paris. Cette Académie soutenue dans son principe par le mérite seul de ses illustres Membres , mérita dans la suite d'être autorisée. Elle reçut en 1120 , du Légat Conrad , un Reglement qui fut renouvelé en 1256. Elle reçut en même tems en 1130 & 1281 , des témoignages de la protection des Princes de Montpellier, sous lesquels elle s'est formée.

L'Academie de Montpellierne comprit que des Médecins , pendant plusieurs Siècles. Ce ne fut qu'en 1289 , que cette étude fut rendue générale & complete par l'établissement que fit le Pape Nicolas IV , des autres Facultés dans

la même Ville ; mais celle de Médecine continua de former un Corps distinct & séparé de ces nouvelles Sociétés , & de porter comme auparavant le titre d'*Université de Médecine*. Ce Privilège spécial , & ses Statuts lui ont été confirmés par un grand nombre de Décrets apostoliques , d'Ordonnances des Princes de Montpellier , & des Rois de France , sous la domination desquels est la Ville de Montpellier , depuis Philippe de Valois , & d'Arrêts du Parlement de Toulouse ; lesquels titres ont ajouté à ses Statuts de nouvelles dispositions.

L'Université de Médecine de Montpellier , séparée des trois autres Facultés , ne participe point au régime général de la seconde espèce d'Université qu'elles composent , & en est réciproquement indépendante. Elle n'a même rien de commun avec celle-ci , sinon qu'elle étoit sujette , comme elle , à l'Evêque de Magaloue , & depuis à celui de Montpellier , qui en qua-

lité de *Conservateur* des Privilèges de l'Université de cette Ville, ont été maintenus par les Constitutions Apostoliques, les Ordonnances & les Arrêts, dans le droit de proceder avec l'Université de Médecine, à l'exécution & reformation de ses Statuts; de présider à l'élection de ses Officiers & Professeurs, & leur donner leurs provisions, & de conférer la licence aux Bacheliers.

De toute ancienneté, la Société des Médecins de Montpellier a été présidée par un Chef pris de son Corps, nommé Chancelier. Cet Office étoit électif de fondation Apostolique; mais il est devenu Royal. Elle a de plus un Doyen qu'elle se choisit elle-même. L'Office de Médecin du Roi lui a été réuni.

Le Chancelier est à proprement parler le Recteur de cette Université Laïque, indépendante du Recteur des autres Facultés. Il est jugé né des contestations qui peuvent



naître dans la Compagnie ; il préside en tous actes Scolastiques ; donne les points de dispute dans le concours de Chaires & des actes pour les receptions aux Degrés en présence de l'Evêque ou de son Vicair général ; confère les Degrés de Baccalaureat , & de Doctorat , & même celui de Licence , en cas de refus de la part de l'Evêque ; & leur expédie les Lettres de ces Degrés , ainsi que les Testimoniales d'Etude.

Cette Académie n'est point composée , comme autrefois , de tous ses enfans reçus dans son sein ; elle n'admet point non plus d'aggrégés : elle n'est composée que de 8 Docteurs-Régens , dont les Chaires vacantes sont données au concours.

Elle a eu aussi dès ses premiers siècles des Bedeaux , dont les masses portent pour Enseignes , les têtes de St. Cosme & de St. Damien.

Elle possède un fort beau Jardin de Plantes Médicinales , qui est hors de la Ville.

§ IV. L'Université de Toulouse

Toulouse  
& Cahors

est si ancienne , qu'elle prétend le second rang dans le Royaume. Il y a même des Historiens qui reconnoissent l'Empéreur Théodose pour son fondateur. C'est avec plus de vraisemblance qu'on en fixe l'époque à un Traité , par lequel le Comte Raymond VII , s'engagea en 1228 , d'y stipendier des Professeurs ; ce qui engagea le Pape Gregoire IX , à y ériger une Etude générale , sur le modèle de celle de Paris en 1233 : mais cette Académie s'étant formée par degrés comme les précédentes , elle doit sa forme , ses Privilèges , ses Reglemens , & même son titre d'Université , à la bienfaisance des Rois de France.

L'Archevêque de cette Ville en est le Chancelier & Conservateur de ses Privilèges. Son Recteur jouit de grandes prérogatives , & ses Professeurs sont honorés du titre de Chevaliers.

Cette Université ne comprit pas d'abord toutes les Facultés ; celle de

de Médecine n'y fut ajoutée qu'en 1600.

L'Université de Cahors fut érigée en 1422, avec 4 Facultés; mais elle a été réunie à celle de Toulouse en 1751.

§ V. La Théologie & les Arts ont été enseignés de tems immémorial à Angers; ce qui partage les Auteurs sur l'époque de cette Université. Plusieurs monumens du 12<sup>e</sup>. siècle démontrent son existence sous la forme Académique des grandes Etudes de ces tems: dans le 13<sup>e</sup>. siècle, elle reçut plusieurs Reglemens pour sa discipline; mais dans la suite l'Etude du Droit y prévalut, & les autres Sciences y dégénérèrent de manière, que dans le 14<sup>e</sup>. siècle, les Titres & Statuts qu'elle reçut, n'y comprennent que les Facultés de Droit Canonique & Civil, partagées en six Nations, comme toute l'Université l'est encore aujourd'hui. En 1432, cette Université fut amplifiée de la Médecine & des deux autres Facul-

Angers4

tés. Ses titres d'ampliation , comprirent quelques articles de Reglemens , qui lui permirent de faire des Statuts pour sa direction ; & ceux qui furent arrêtés , ont été reformés en 1613 , 1653 & 1668.

Cette Université est gouvernée par un Recteur électif , un Chancelier , un Procureur général , un Secrétaire , un Receveur & autres Officiers , tous reçus par le Collège de l'Université. Ce Collège où tous les Docteurs-Régens & Doyens des Facultés prennent séance , juge entre ses Supôts , des affaires qui concernent sa discipline ; & l'appel de ses Jugemens se relève directement au Parlement de Paris.

On voit par là que la Faculté de Médecine a part au gouvernement général de l'Université : pour son régime particulier , elle est composée d'un Doyen électif , d'un Secrétaire & de tous les Docteurs qu'elle reçoit & aggrège à la Régence. Dans le grand nombre de Bédéaux que nomme cette Univer-

fité, il n'y en a qu'un pour la Faculté de Médecine.

§ VI. Plusieurs monumens prouvent que dès le huitième, neuvième & dixième Siècle, il y avoit à Besançon un Cours d'étude célèbre, qui s'est soutenu jusqu'au trezième. Ce fut alors qu'Othon, Comte de Bourgogne, choisit la Ville de Gray, en 1287, pour y établir une étude générale qui fut confirmée par le Pape Nicolas IV. Philippe le Bon transféra à Dole en 1484 cette Académie qui y fut confirmée par les différens Souverains qui furent les maîtres de cette Ville, jusqu'au Roi de France Louis le Grand; lequel après avoir fait la conquête de la Franche-Comté, transféra cette Université à Besançon en 1691; & depuis ce tems notre Monarque Bien-Aimé, lui a fait ressentir les effets de sa protection.

Cette Université a reçu des Statuts en 1432, 1571 & 1580; son Corps entier est formé du Recteur actuel, du Recteur ancien, de tous

les Professeurs , des Conseillers & des Procureurs des différentes Facultés , & des Conseillers de ses 4 Nations. La Faculté de Médecine est comprise dans tous ses Reglemens ; elle est composée en son particulier de Professeurs & d'Aggregés qui ont aussi le titre de Professeurs , & participent aux mêmes honneurs & émolumens.

Les Statuts , les Ordonnances & les Arrêts du Conseil & du Parlement de Besançon ont accordé & confirmé à cette Université , une Jurisdiction bien étendue. Elle juge souverainement & en dernier ressort des actions civiles , purement personnelles, intentées entre ses Supôts ; ainsi que des actions criminelles qui n'emportent point peine afflictive & infamante : elle connoît seule en première instance des mêmes actions , où il y a des étrangers intéressés , sauf l'appel au Parlement : enfin son Recteur connoît en première instance , conjointement avec le Lieutenant du



Bailliage de Besançon , des cas qui méritent peine afflictive & infamante.

§ VII. L'Université de Grenoble fut érigée en 1339 , par le Dauphin Humbert II ; mais le Roi Louis XI , la transféra en 1452 à Valence , où elle a été confirmée par ses successeurs. Les Statuts qu'elle reçut à Grenoble en 1424 , furent suivis à Valence , & augmentés de plusieurs Reglemens généraux & particuliers , en 1490 , 1545 & 1642.

Grenoble & Valence.

Cette Université n'est composée que de la Théologie , du Droit & de la Médecine. L'Evêque de cette Ville en est pour ainsi dire le chef en général , sous le titre de *Chancelier*. Delà les fonctions du Recteur sont très-bornées ; & cette Charge n'est même remplie que par un écolier Clerc , qui sous le titre de *Recteur* ou *Prémicier des Ecoliers* , n'a guères d'inspection que sur ses Confrères. Il suit encore delà que la Faculté de Médecine a peu de part au gouverne-

ment général de cette Université.

L'Evêque est encore pour ainsi dire , le Chef de chaque Faculté , ce qui rend celle de Médecine moins indépendante pour son régime particulier que dans les autres Villes. Elle a cependant un Doyen, qui a droit de donner les points des examens rigoureux pour la Licence & le Doctorat. Elle est composée de trois Docteurs - Regens ordinaires , & d'un nombre indéterminé d'Aggrégés de *nature* & de *grace* , qui participent également aux émolumens & aux honneurs de l'Ecole. Elle possède en son particulier , un Collège & un jardin des plantes.

Perpi-  
gnan.

§ VIII. L'Université de Perpignan fut établie en 1349 , par Pierre III , Roi d'Arragon ; & a été illustrée par les dons & les bienfaits multipliés de Louis XIV , & de Louis XV , sous la domination desquels cette Ville est passée. Elle a toujours fait les Reglemens qu'elle a jugé les plus convenables,

en force de ses titres d'établissement & de confirmation ; & elle a droit d'imposer des peines & des amendes à ceux qui contreviennent à leurs dispositions.

Cette Université est divisée en 4 Facultés. Elle est composée d'un Chancelier , d'un Recteur , d'un Préfet des Classes , de 18 Professeurs & de ses Docteurs ordinaires. Elle n'a point d'Aggrégés. Le Chancelier qui est à la nomination du Roi , est ordinairement l'Evêque de cette Ville. Ses Droits & ses fonctions sont bornés à la préséance , à la reception du serment du Recteur , & à la collation du Doctorat. L'Office du Recteur électif & annuel , est dévolu aux trois Facultés supérieures alternativement. Il est Juge des contraventions aux Statuts , préside dans les assemblées , veille au bon ordre & à la discipline, & confère le Baccalauréat dans toutes les Facultés. Il a sous lui un Secrétaire qui retient les actes de l'Université , & un Bé-

deau qui exécute ses Ordonnances. Sous son autorité, le Préfet qui est à la nomination de l'Université, veille à l'observation de la discipline dans les Classes. Tous les Professeurs & les Docteurs participent indistinctement aux mêmes fonctions & aux mêmes Privilèges; mais les Professeurs & les 12 plus anciens Docteurs partagent seuls les émolumens. La Faculté de Médecine en particulier est présidée par un Doyen qu'elle choisit dans son Corps.

La création du Médecin du Roi, n'a point eu lieu dans le Roussillon. Ses fonctions sont exercées par un Officier particulier, nommé *Proto-Medic*, qui y préside aux deux branches subordonnées à la Médecine. Cet Office a pris son origine dans les Constitutions d'Espagne; il étoit autrefois à la nomination du Roi; mais Sa Majesté vient de l'unir aux Professeurs en Médecine de Perpignan.

érigea l'Université d'Aix en 1409; Louis XII, Roi de Sicile, & Comte de Provence, la confirma en 1413. Elle fut retablie par Henri IV, en 1603, illustrée par Louis XIII, en 1622, & augmentée par Louis XIV, en 1660.

Cette Université n'a que trois Facultés; dont la Médecine en est une. L'Archevêque de cette Ville en est le Chancelier né.

§ X. Quelques monumens prouvent qu'il y avoit à Poitiers une Société littéraire dès le 14<sup>e</sup>. siècle, mais il paroît que son existence n'étoit pas bien juridiquement établie; car les Lettres que lui donna Charles VII, Roi de France en 1431, le plus ancien titre qui lui reste, semble être plutôt une érection, qu'une confirmation.

Poitiers.

Dès ce tems cette Université fut composée de 4 Facultés: le Trésorier de St. Hilaire de cette Ville en est le Chancelier né, & elle est gouvernée par un Recteur de son Corps.

Sa Faculté de Médecine a des Statuts particuliers , & est présidée par un Doyen. Elle étoit autrefois composée de Docteurs-Régens & d'Aggrégés ; mais depuis qu'on n'y donne plus ni Leçons ni Degrés, elle n'est plus composée que d'Aggrégés , qui prennent le titre de Docteurs-Régens. La Charge de Médecin du Roi lui a été réunie.

Caen.

§ XI. Henri VI , Roi d'Angleterre , & Duc de Normandie , établit à Caen en 1431 , une Université qui ne fut alors composée que des Droits. L'Université de Paris forma opposition à cet établissement ; mais ce Prince passa outre , lui ajouta la Médecine avec les deux autres Facultés en 1437 , & lui autorisa des Statuts en 1439. Charles VII , Roi de France , ayant recouvré la Normandie , érigea de nouveau cette Académie en 1450.

Cette Université se fit de nouveaux Statuts en 1457. Chaque Faculté en son particulier posa plusieurs Décrets de Reglement ; celle



de Médecine recueillit les siens en un Corps , en 1473. Le Parlement de Rouen fit une reforme générale en 1521. La Faculté de Médecine se reforma elle-même en 1550 ; elle substitua de nouveaux Statuts aux anciens en 1599. Enfin il se fit une reforme solennelle de cette Université en 1699 , par des Commissaires du Roi , qui lui donnèrent un Reglement général.

L'Evêque de Bayeux est le Chancelier né de cette Université , qui est gouvernée par un Recteur , un Syndic & un Secrétaire qui sont choisis dans son assemblée générale ; & la Faculté de Médecine a part comme les autres à son gouvernement.

La Faculté de Médecine autrefois composée d'un nombre indéterminé de Docteurs & de Licenciés , n'est pour ainsi dire composée que de ses 4 Docteurs-Régens , parmi lesquels elle se choisit annuellement un Doyen ; les Charges de Médecin du Roi & de Tré-

forier de la bourse commune leur ont été aussi réunis : elle associe cependant à son Corps , sous le titre d'*honoraires* , les Docteurs qu'elle reçoit , & ceux des autres Universités qu'elle aggrège ; mais ceux-ci ne participent qu'en partie , aux fonctions , droits & émolumens de l'Ecole : elle se choisit aussi elle-même un Bèdeau. Cette Faculté a deux Sceaux , & possède en propre une Maison commune , qui renferme une Bibliothèque.

Bour-  
deaux.

§ XII. L'Université de Bourdeaux fut érigée en 1441 , à la Requête des Jurats de cette Ville , dans une Bulle qui les en déclara Patrons. La Médecine trouva place dans cette nouvelle institution ; mais sa Faculté ne fut d'abord composée que d'un seul Docteur-Régent. Cette Ville qui étoit alors Angloise étant passée sous la domination Françoisé , le Roi Louis XI , la confirma dans ses Privilèges , réforma en même tems son Université , lui donna des Statuts , & amplifia sa

Faculté de Médecine d'un Membre, en lui ajoutant un second Professeur.

Nantes.

§ XIII. Le Duc de Bretagne François établit à Nantes en 1460, une Université qui a été confirmée & augmentée dans ses établissemens par les Rois de France, après que la Bretagne a été réunie à leur Couronne.

La Faculté de Médecine est comprise avec les autres Facultés. Depuis qu'elle a cessé de donner des Leçons, elle n'est plus composée que d'Aggrégés, qui prennent le titre de Régens. Elle participe néanmoins au gouvernement général de l'Université, à qui elle donne à son tour un Recteur de son Corps. La Charge de Médecin du Roi lui a été réunie.

Il y a dans cette Ville un Jardin de Plantes Médicinales.

§ XIV. Le Roi Louis XI, & le Duc de Berry son frere, érigèrent une Université à Bourges en 1464. Ce fut avec aussi peu de succès que

Bourges.

précédemment, que l'Université de Paris s'oposa à son établissement ; il a été confirmé & a toujours subsisté.

Cette Université fut composée de 4 Facultés. Celle de Médecine reçut des Statuts en 1468. Elle est présidée par un Doyen de son Corps ; & la Charge de Médecin du Roi lui a été réunie.

Straf-  
bourg.

§ XV. L'Université de Strasbourg a été fondée par le Sénat de cette Ville en 1538. Le Roi Louis XIV, ayant mis cette Ville au nombre de ses conquêtes en 1581, confirma cette célèbre Université. Elle est composée de 4 Facultés, & régie par des Professeurs Luthériens, qu'au nombre de 3 pour la Faculté de Médecine, confèrent les Degrés aux Catholiques & autres indistinctement. Cette Faculté possède un Jardin très-spacieux, pour la culture des Plantes Médicinales.

Reims.

§ XVI, L'Université de Reims a été fondée par Charles Cardinal de Lorraine, Archevêque de cette Ville, en 1547. Elle fut dès son

origine composée de 4 Facultés. L'Archevêque de cette Ville en est le chef, sous le titre de *Conservateur perpétuel de ses Privilèges Apostoliques*; & en cette qualité il a le droit de lui donner des Statuts, & de le nommer son Recteur, ainsi que tous ses autres Officiers & Professeurs. Ses principales reformes furent faites en 1620 & 1662.

Après l'Archevêque, le Recteur est le premier de l'Université, & prend le titre d'*Amplissimus*. Assisté des Doyens des supérieures Facultés, & des deux Nations des Arts, il connoît & juge les contestations qui s'élèvent entre les Supôts de l'Université. Cette Académie a encore deux Censeurs adjoints au Recteur, un Secrétaire, un Procureur Fiscal, & un Quêteur général.

La Faculté de Médecine a la même part que les autres au Gouvernement général de l'Université. Ses Licenciés & ses Bacheliers restant compris dans les Nations des Arts, elle n'est composée que de

Docteurs ; mais les uns & les autres peuvent être promus aux Charges précédentes. Le nombre de ses Membres est fixé à 10 Régens-Docteurs ou Aggrégés, six anciens, qui partagent pour ainsi dire tous les émolumens de l'Ecole , & 4 jeunes qui n'y participent qu'en partie. Le grand nombre des autres Docteurs qu'elle reçoit , n'ont pas même la faculté de fixer leur domicile à Reims. Cette Faculté se nomme annuellement son Doyen & se choisit ou confirme deux Bédeaux.

Douay.

§ XVII. Philippe II , Roi d'Espagne érigea l'Université de Douay en 1561. Les Lettres de son établissement furent ses premiers Statuts. Elle fut confirmée par les Archiducs & autres Princes Souverains des Pais bas, & ensuite par les Rois de France. Elle a été reformée d'une manière solennelle en 1749.

Le Prévôt de l'Eglise Collégiale de St. André de Douay, est le Chancelier né de cette Université. Son Recteur *Magnifique* est électif.



Il a son Conseil pour regler les affaires de l'Université , & son Tribunal pour exercer sa Jurisdiction sur ses Supôts. Ce Tribunal juge en matières Civiles purement personnelles, leurs Procès, qui n'excedent point la somme de 300 liv. sans préjudice de la discipline que le Recteur peut faire observer sans forme de Procès , & dont il a la connoissance en dernier ressort. Ce Tribunal connoît encore des délits qui ne méritent aucune peine afflictive ; & l'apel de ces Sentences tant en matière Criminelle qu'en matière Civile, au-delà de 300 liv. doit être relevé en la première Chambre du Parlement de Flandre.

La Faculté de Médecine a toujours été comprise avec les trois autres , & a eu la même part au Gouvernement général de la Compagnie. Elle est composée de Professeurs Royaux & de tous les Docteurs qu'elle a reçus ou aggrégés ; mais les premiers peuvent seuls être promus aux Charges principales.

Ces Professeurs ont séance au Conseil de l'Université, & sont choisis, comme les autres, pour être Proviseurs de la dot. Son Doyen a la garde des clefs des Archives de l'Université, & peut requérir le Recteur de convoquer des assemblées : elle députe un de ses Membres au Tribunal du Recteur ; elle choisit un Intransant pour élire en son nom le Recteur qui est pris alternativement dans son Corps.

La Faculté de Médecine en son particulier est présidée par un Doyen électif ; son Bedeau fait la fonction de Greffier ; & les affaires qu'il intéresse, sont réglées par son Conseil particulier, ou par celui de l'Université.

Pau.

§ XVIII. L'Université de Pau fut érigée par Louis XIII, Roi de France, vers l'an 1620.

Univer-  
sités étran-  
gères.

§ XIX. Les Gradués des Universités étrangères, & les étrangers même Gradués en France, ne jouissent point dans le Royaume des Privilèges attribués aux François

Gradués dans les Universités précédentes. C'est une regle établie par la Pragmatique Sanction , les Concordats passés entre le St. Siége & les Rois de France; les Ordonnances de nos Rois , & les Arrêts des Cours Souvéraines. Leurs dispositions ont été appliquées aux Facultés de Médecine par les Reglemens qui les concernent ; mais il faut excepter de cette regle les Gradués des Universités suivantes , qui ont reçu des Ordonnances & des Arrêts , le droit d'exercer la Médecine en France , de même que les Gradués de ses plus fameuses Universités.

I. L'Université d'Avignon a été établie en 1303 , par Charles II , Comte de Provence , & celle d'Orange en 1365 , par Raimond V , Prince d'Orange. La Médecine forme une Faculté dans chacune de ces deux Universités.

Avignon  
& Orange.

II. L'Université de Pont-à-Mousson fut fondée en 1573 , par le Cardinal de Lorraine , Archevêque de

Pont-à-Mousson.

164      *Essai de Jurisprudence*  
Reims. Elle fut érigée avec les 4  
Facultés ; mais celle de Médecine  
ne fut mise en exercice qu'en 1599,  
par les Jesuites ; dans le dernier siècle  
elle perdit beaucoup de la célébrité  
dont elle avoit joui ; mais elle fut  
retablie par le Duc Leopold , qui  
lui donna de nouveaux Reglemens  
en 1699 , & 1708. Elle est composée  
d'un Doyen , de Professeurs , de  
Docteurs & d'Aggrégés. Le Doyen  
confère la Licence au nom du Pape  
& du Prince ; ce qui fait que cette  
Faculté n'est point soumise , comme  
dans les autres Universités , à un  
Chancelier Ecclésiastique. Elle est  
située dans la partie de la Ville qui  
est du Diocèse de Metz , où elle  
possède un Jardin des Plantes.

---

## CHAPITRE II.

### *De l'Etablissement & Gouvernement des Colléges de Médecine.*

**L**Es Colléges de Médecine sont  
des Sociétés qui participent

aux fonctions & aux Droits des Facultés ; mais comme ils ne confèrent point des Degrés , ils ne sont composés que d'Aggrégés , présidés ordinairement par un Doyen qui est électif.

§ I. Le Collège des Médecins de Nîmes est très-ancien ; il a des titres de l'année 1397. Nîmes.

§ II. Le Collège ou Aggrégation des Médecins de Bourdeaux , fut établi en 1411 , par les Bourgeois de cette Ville ; & a été confirmé par les Rois de France. Son premier titre est son premier Règlement qui fait partie des anciens Statuts de la Ville : il fut revu avec ceux-ci & arrêté de nouveau en 1552 ; & il a été fait de ces Statuts une collection plus nette en 1719. Bour-  
deaux.

Cette Société est présidée par son Doyen d'âge dans les assemblées ordinaires qui se font tous les trois mois , pour consulter sur les maladies courantes , & dans les assemblées extraordinaires. Ce Doyen est de plus Commissaire & Député

né de la Compagnie ; & jouit de plus des prérogatives de préférence dues à son âge : elle se choisit de plus tous les deux ans , deux Syndics , pour veiller aux intérêts du Corps , tant au dehors qu'au dedans.

Ce Collège n'a de commun avec la Faculté de Médecine , que de tenir ses assemblées dans une Maison commune aux deux Professeurs de la Faculté ; en conséquence il n'est aucunement soumis à l'Université ; les discussions qui s'élèvent pour sa discipline ou pour sa forme , se portent directement au Tribunal de Monseigneur le Chancelier , qui est son Juge suprême.

Cette Compagnie cependant est en possession de presque tous les droits & fonctions générales & particulières , attachées à la Profession de Médecin ; & ce n'est même qu'en conséquence de leur aggrégation à ce Collège , que les deux Professeurs de l'Université y participent. En conséquence il a deux Médecin



stipendiés de la Ville , pour veiller à la santé publique, & procurer aux Magistrats les éclaircissémens qui leur sont nécessaires sur cet objet. C'étoit aussi le Collège qui exerçoit autrefois l'inspection que la Médecine a naturellement sur les branches qui lui sont subordonnées: l'inconsidération qu'il a eue de ne pas profiter de la faculté que donna Louis XIV , de réunir l'Office de Médecin du Roi, lui a fait perdre cette inspection sur la Chirurgie. Des circonstances particulières ont mis la Faculté en possession d'exercer la même inspection sur les Apoticaire.

§ III. Il y a dans la Ville d'Orléans Orléans. une Université dont on ne connoît point l'époque de la fondation. Le plus ancien titre qu'elle conserve , est de 1312 ; mais il n'est relatif qu'aux Droits. Il y a cependant dans cette Ville un Collège de Médecine fort ancien. Ce Collège même exerçoit autrefois les fonctions propres aux Facultés, & conféroit

les Degrés ; mais aujourd'hui il ne jouit plus d'autres droits que de ceux qui sont attribués aux simples Aggrégations ; & n'est point lié à l'Université de cette Ville.

Lyon.

§ IV. Le Collège des Docteurs & Professeurs en Médecine de Lyon, est encore un des plus anciens & des plus superbes du Royaume. Il a été établi par M. Simphorien Champier, P. Médecin d'Antoine, Duc de Lorraine. Il a reçu différens Reglemens en 1577, 1595, 1631, 1659 & 1673. Il est présidé par un Doyen ou Syndic électif, chez qui se tiennent une fois tous les mois les assemblées ordinaires & privées du Collège.

Tours.

§ V. Les Médecins de Tours ont été réglés conjointement avec les Chirurgiens & Apoticaire de la même Ville, par un Edit de 1556.

Troyes.

§ VI. Les Statuts des Médecins de Troyes, ont été confirmés en 1595. Ce Collège a cela de particulier, qu'il n'admet à l'Aggrégation, que les Docteurs & Licen-

tiés de Paris & de Montpellier.

§ VII. Le Collège des Médecins de Dijon , doit son établissement à une délibération des Maire & Echevins de cette Ville , qui en 1626 , assujettirent l'exercice de la Médecine à plusieurs examens & formalités. Notre Roi a érigé en cette Ville une Université en 1722 ; mais elle ne comprend que le Droit, & la Médecine n'a reçu aucun changement dans ce nouvel établissement.

Dijon.

§ VIII. Il a existé à Paris pendant quelques années , une espèce d'Aggrégation , sous le titre de *Chambre Royale des Médecins des Universités Provinciales* ; un nommé Renaudot , Docteur de Montpellier , en jetta les premiers fondemens , en s'associant avec plusieurs autres Médecins des Provinces , pour donner des consultations charitables ; mais cet établissement n'eut pas grand succès , le Parlement défendit à ces Médecins en 1644 , de faire aucune conférence ,

Paris.

consultation ni assemblée : cette Société languit cependant par la protection du G. Conseil, jusqu'en 1673, qu'un Moine Docteur de Reims, nommé Charles de St. Germain, obtint pour l'établissement de cette Chambre, des Lettres qui lui confirmoient des Statuts. Ces Lettres furent vérifiées au G. Conseil ; mais le rapport en fut ordonné six semaines après. Ces Médecins ne laissèrent pas de continuer encore leurs exercices sous la protection du G. Conseil ; mais leur Chambre fut tout-à-fait éteinte & supprimée en 1694, par le Roi Louis XIV.

Amiens. § IX. Les Statuts des Médecins d'Amiens ont été confirmés en 1656.

Moulins. § X. Les Statuts des Médecins de Moulins ont été confirmés en 1657.

Clermont. § XI. Les Statuts des Médecins de Clermont, ont été confirmés en 1681.

La Rochelle. § XII. Les Médecins de la Rochelle furent réunis en Collège en 1681 ; & reçurent des Statuts qui

ont été renouvelés en 1742. Toutes les fois que ce Collège marche en Corps, ou par Députation, il est précédé d'un Bedeau, vêtu d'une longue robe noire, & portant une massue, comme ceux des Facultés.

§ XIII. Les Médecins de Chaulons, Vitry & Ste. Menehoult, furent unis en Corps & Communauté en 1685; mais leurs Statuts sont tombés en désuétude.

Chaulons, Vitry, & Ste. Menehoult.

§ XIV. Les Médecins de la Ville de Rennes sont établis en Collège; mais ils n'ont rien de commun avec la Faculté des Droits qui a été transférée de Nantes en cette Ville en 1735.

Rennes.

§ XV. La Ville de Lille possède un Collège auquel les Médecins des Villes voisines sont aussi aggrégés. Il s'y fait tous les jours des conférences particulières sur les maladies courantes: le Doyen convoque de plus des assemblées générales, lorsqu'il regne des Epidémies, ou qu'il s'agit de décider quelque cas relatif à la Médecine: les Magis-

Lille.

trats lui ont donné un Jardin qui est fourni de Simples de toute espèce.

Nanci.

§ XVI. Le Collège des Médecins de Nanci, quoique le plus nouveau , est un des plus célèbres de l'Europe. Il a été établi en 1752 , par le Roi Stanislas , Duc de Lorraine , qui lui donna en même tems des Statuts. Il est gouverné par 4 Officiers électifs , un Président , deux Conseillers & un Secrétaire perpétuel. Il est composé d'Aggrégés ordinaires , d'Aggrégés honoraires , & de correspondans répandus dans presque toutes les Villes de la Lorraine.

Le Roi associa ce Collège & la Faculté de Médecine de Pont-à-Mousson en 1753 , de manière que les deux Compagnies correspondent , & s'invitent reciproquement à leurs actes : le Président du Collège occupe le second rang dans la Faculté , & le Doyen de la Faculté occupe la même place dans le Collège.

Le Collège a tous les mois des



assemblées ordinaires, dans lesquelles on traite académiquement, les matières concernant les progrès & la Police de la Médecine. Il a de plus son Conseil, qui s'assemble toutes les fois que le Président le juge nécessaire, pour régler par provision les affaires pressantes.

Le Roi a fait construire pour le Collège un Hôtel, qui est un des pavillons de la Place Royale, & que S. M. a fait meubler à cet effet. La Bibliothèque y est renfermée, & le Secrétaire y a son logement. Le Collège a reçu aussi de la bénédiction du Roi, un jardin Botanique, qui est un des plus beaux de France. ( a )

( a ) Il y a encore plusieurs Collèges célèbres de Médecine à Rouen, à Grenoble, à Marseille, &c. Je n'en puis parler, n'en connoissant point les Titres. J'attends les secours qu'on m'a fait espérer sur ces Collèges, & si que sur quelques Facultés, pour mettre la seconde Partie sous presse.



## CHAPITRE III.

*Des Privilèges des Universités en général, & de ceux des Facultés & Collèges de Médecine & des Médecins en particulier.*

Privilè-  
ges hono-  
rifiques.

§ I. **T**outes les Nations ont discerné de grands honneurs aux Médecins. Ces honneurs ont plusieurs objets.

I. La Noblesse est un mérite particulier qui distingue celui qui la possède. Parmi les moyens qui peuvent illustrer les hommes, la Science a toujours tenu un des premiers rangs. Les Sciences & les Arts ayant été divisés en Libéraux & Mécaniques, les premiers ont été réunis pour former ces Académies qui sous le titre de *Filles des Rois* procurent à leurs Membres une noblesse qui a ses prérogatives particulières.

Les Médecins ont participé à ces prérogatives. Ils ont de plus des autres particuliers qui ont attaché

noblesse à leur Profession. Leur Art seul peut procurer le bien qui fait goûter les trésors de la fortune, & les plaisirs de la nature ; il a seul l'avantage de compter tous les hommes pour ses sujets ; on ne lui peut trouver d'autre inventeur, que celui qui a le premier ressenti les incommodités des maladies ; ce sont les personnages les plus illustres de tous les tems & de tous les pays, qui lui ont donné sa perfection ; toutes les Nations n'ont pu en trouver l'origine , que dans la Divinité même ; ses connoissances sont celles de la nature entière, & la difficulté d'en faire usage, égale l'infinité des combinaisons de ses phénomènes : enfin il n'est point de discipline qui ait été cultivée avec plus de succès ; il n'est ni Science ni Art qui n'ait fourni des Médecins en grand nombre.

On ne peut cependant désavouer que la Médecine n'ait eu des détracteurs ; il n'est rien de si estimable que l'ignorance & la malice ne

tâchent de faire mépriser : mais tous les reproches qu'on a pu lui faire , sont aussi ridicules que mal fondés.

Aussi-tôt que la Médecine eut convaincu les Romains de ses précieux avantages , par la cure éclatante que fit Musa sur la personne d'Auguste, elle attira leur considération. Ce Prince & le Sénat annoblirent tous les Médecins de l'Empire Romain. La noblesse a continué d'être attachée aux Lettres de Docteur en Médecine dans plusieurs Etats de l'Europe ; les dispositions du Droit Romain ont été suivies à cet égard dans plusieurs Provinces de France , entr'autres le Roussillon & la Lorraine ; mais avec des modifications. Elles n'ont point eu lieu dans le reste de la France.

Plusieurs Facultés de Médecine ont cependant conservé dans leurs usages, celui de qualifier de *Nobles* ceux qu'elles admettent aux Degrés ; & de leur mettre au doigt, dans leur promotion au Doctorat , un anneau d'or , qui étoit chez le Romain

Romains le fimbole de la Noblesse. En conséquence les Médecins dans bien des Provinces , & particulièrement dans celles du Droit écrit , prennent publiquement les titres de *Nobles-Hommes, Egréges-Hommes*. Cet usage n'a été abrogé par aucune Loi ; il a même été solennellement confirmé par la Jurisprudence des Arrêts ; mais ces titres n'accordent aux Médecins qu'une Noblesse purement honoraire , qui n'est point inférieure , il est vrai , à toute autre ; mais qui n'a ni les avantages ni les désavantages de la Noblesse réelle & transmissible. Cette Noblesse est compatible avec toutes les conditions & les états les plus nobles. Il n'est point de dignité dans l'Eglise , qui n'ait été remplie par des Médecins ; il n'est point de Nation qui ne compte un grand nombre de Médecins parmi ses Rois , ses premiers Officiers & ses plus célèbres Magistrats ; les Médecins ne sont jamais promus en France aux Char-

ges Municipales , qu'au premier rang ; enfin on en voit tous les jours être admis dans les différens Ordres Nobles , & acquérir la Noblesse réelle pour récompense de leur mérite & de leurs services.

II. L'Université de Paris a été placée au même rang que les Cours Souveraines. Dans les cérémonies pieuses , elle prend la gauche du Clergé de la Cathédrale , de manière que son Recteur se trouve vis-à-vis de l'Archevêque ; dans les autres cérémonies , elle marche après les Princes du Sang & le Parlement , avant toutes les autres Cours Souveraines. Dans ses actes publics, son Recteur ne veut même pas céder la préséance aux Ambassadeurs ni aux Evêques. Les autres Universités tiennent aussi un rang distingué. Chacune a la préséance après le premier Tribunal de la Ville où elle est établie : c'est une règle tirée de la possession , des Ordonnances & des Arrêts , & qu'on peut donner comme générale.



Les Facultés de Médecine ont la même préséance , que les Universités ; mais elles ne tiennent que le troisième rang parmi les 4 Sociétés qui les composent.

Pour les simples Collèges de Médecine, ils ne peuvent prétendre de préséance que sur les Corps qui ne sont revêtus d'aucune dignité.

La préséance se règle entre les Médecins eux-mêmes , sur la nature du Degré qu'ils ont acquis. Les Docteurs-Régens précèdent les simples Docteurs ; ceux-ci les Licenciés , ensuite les Bacheliers Emérites & les simples Bacheliers. A égal Degré , elle se règle sur la date de leurs Lettres , & non sur celle de leur établissement.

La préséance se règle différemment entre les Médecins & les autres citoyens. Les Docteurs-Régens ont la préséance sur les Membres des Corps que précède l'Université à laquelle ils sont aggrégés. Pour les simples Gradués , ils doivent céder le pas à tous ceux qui

sont revêtus de quelque dignité ; mais ils précèdent tous ceux qui exercent des états & professions, qui ne sont point liés aux Universités , tels que les Procureurs , Notaires &c. Plusieurs motifs contrebalancent la préséance entre les Avocats & les Médecins: aussi dans bien des lieux les uns & les autres n'en admettent point d'autre que celle qui est prise de l'antiquité de leurs Lettres. Il s'est cependant quelquefois élevé des contestations ; & les Médecins ont été obligés de céder la préséance aux Avocats.

III. Toutes les Nations ont accordé des ornemens extérieurs à ceux qu'elles confideroient , comme les simboles de leur respect. Ces usages ont régné dans les Universités. Les Princes ont accordé à leurs Recteurs , les ornemens propres aux grands personnages de leurs Etats. Leurs autres Membres ont pareillement une parure qui répond à leur Degré. Les Aspirans en Médecine doivent être

revêtus d'une soutanne ou d'une robe de Maître-ès-Arts. Les simples Bacheliers portent une chape noire bordée en devant de bandes d'hermine ; les Bacheliers Emérites portent la chape rouge sans hermine : les Licentiés & Docteurs portent une robe noire avec un chaperon d'écarlate bordé d'hermine aux deux extrémités, lorsqu'ils paroissent comme personnes privées ; & une chape d'écarlate avec l'épomide ou mantelet d'hermine , lorsqu'ils représentent leur Faculté. Les uns & les autres ont aussi un rabat & un bonnet carré.

§ II. Les Privilèges Académiques, comprennent les fonctions primordiales & essentielles des Facultés : elles se réduisent au Privilège exclusif d'enseigner toutes sortes de Sciences, & d'examiner & approuver la Doctrine des particuliers & de leurs Ouvrages, comme il sera exposé séparément. Pour les Collèges de Médecine, ils n'ont participé qu'en partie à ces Privilèges.

Privilè-  
ges Aca-  
démiques

Les Universités ont établi dans leur sein , une Hiérarchie Académique , qui est la règle de leurs fonctions & la source de leurs Privilèges. Les Maîtres & les Ecoliers ont toujours fait une distinction essentielle entre leurs Supôts ; mais il s'est établi parmi les uns & les autres , des Degrés diférens , dont on ne peut fixer l'époque , & qui n'ont point d'autre origine , que les premiers usages des plus anciennes Universités.

Les Etudians n'ont point d'autre fonction que celle de recevoir les leçons ; mais après un cours d'études réglé , ils sont promus au Baccalaureat , qui les admet aux premières études & exercices de leur Faculté ; & leur confère le droit dans celle de Médecine , d'enseigner & pratiquer cet Art , sous la direction des Maîtres. Après ce second cours d'étude , les Bacheliers sont exemtés de prendre des leçons par la Licence ; mais les Licenciés ne sont aggrégés au Corps de

Maîtres , que par le Doctorat ; & les Docteurs ne deviennent encore Régens ou Professeurs , qu'après des actes nouveaux.

§ III. Ce fut par l'espérance des Bénéfices Ecclésiastiques , que Charlemagne commença à reveiller l'émulation dans les Ecoles. Dans les premiers siècles de l'Eglise Gallicane & des Universités , tous les Prélats du Royaume se servirent des mêmes moyens pour opérer les mêmes effets ; mais la brigue ayant pris la place de ces louables considérations , au 14<sup>e</sup>. siècle , l'inattention des Evêques donna lieu à bien des contestations. Les Universités en portèrent leurs plaintes aux Papes ; ceux-ci qui s'étoient réservés la plûpart des Bénéfices considérables , permirent aux Universités de leur envoyer des listes de ceux qui étoient les plus distingués dans leurs Corps , pour les récompenser.

Droits  
sur les Bénéfices Ecclésiastiques.

Cet usage étant encore devenu abusif , il fut réglé au Concile de

Basle, & dans une Assemblée du Clergé, qui par Ordre du Roi dressa à Bourges la Pragmatique Sanction, que la 3<sup>e</sup>. partie des Bénéfices à Patronage Ecclésiastique, apartiendrait aux Gradués. L'ordre qui fut établi, fut changé par les Concordats passés entre François I & Léon X. Il fut dit que ceux qui viendroient à vaquer dans les mois de Janvier & de Juillet, apartiendroient aux plus anciens Gradués nommés; & que ceux qui vaqueroient pendant les mois d'Avril & d'Octobre, seroient présentés indistinctement à tous Gradués, au choix des Collateurs; mais cette distinction de mois de rigueur & de faveur, n'a plus lieu aujourd'hui pour les Bénéfices à charge d'ames. Il fut enfin réglé que certains Bénéfices ne pourroient être conférés qu'à des Gradués, dans quels mois qu'ils vinssent à vaquer.

Dans le principe de ce Privilège, les Facultés de Médecine envoyoient leurs rôles; comme le



autres : elles ont été comprises depuis dans les Reglemens Apostoliques & Royaux , qui l'ont établi tel qu'il existe aujourd'hui ; mais comme ce droit se perd par le mariage , il s'en trouve peu qui puissent en profiter.

Les Professeurs & Etudians Bénéficiers , ont encore la faculté de percevoir les revenus de leurs Bénéfices , lorsqu'ils sont obligés de s'absenter pour leurs exercices.

§ IV. Le plus nécessaire & le plus précieux des Privilèges des Ecoles , est le Committimus : on en voit des traces dans le Droit. L'Université de Paris commença à en jouir , avant même que son état fut bien juridique ; mais ses Supôts ayant été troublé dans sa jouissance , les Papes commirent l'Evêque de Paris , pour être le Juge des Ecoliers. Ce Privilège leur fut confirmé par Philippe Auguste & Louis IX , son petit-fils.

(Sauve-  
garde &  
Scolarité.)

L'Université mécontente de la Jurisdiction de l'Evêque , obtint

du Pape en 1266, le pouvoir de se choisir, pour Conservateur Apostolique, l'un des Evêques de Meaux, de Beauvais ou de Senlis; & en 1340, Philippe de Valois commit le Prévôt de Paris, pour Conservateur de ses Privilèges Royaux.

Ces deux Conservateurs, partagèrent entr'eux les causes des Suppôts de l'Université; mais la Jurisdiction de celui-ci, s'étant acerue sur les débris de celle du Conservateur Apostolique, en même proportion que la Jurisdiction Ecclésiastique a été resserrée dans ses justes bornes, le Conservateur Apostolique a cessé sur la fin du seizième siècle, d'exercer sa Jurisdiction; l'Université a continué de le choisir parmi les trois Evêques précédens; mais le Prévôt de Paris est demeuré le seul Juge de l'Université.

Les Papes en donnant un Conservateur à l'Université, l'exemptèrent de toute excommunication;

nos Rois en lui en donnant un pareillement , la prirent sous leur sauve-garde spéciale ; & lorsque quelques-uns de ses Supôts avoient reçu quelque outrage , l'Université intervenoit dans l'affaire , qui pour lors étoit portée au Conseil du Roi ; mais cette Académie aiant trop souvent importuné le Trône , nos Rois commirent le soin de ses vengeances à leur Parlement de Paris.

Depuis ce tems tous nos Rois ont continué de prendre sous leur protection & sauve-garde , les personnes & les biens des Supôts de l'Université de Paris ; & leur ont confirmé le pouvoir de faire appeler toutes personnes pour leurs causes ; sçavoir , l'Université en corps en la Cour du Parlement de Paris , & ses Particuliers pardevant le Pré-vôt de cette Ville , ou son Lieutenant Civil.

Nos Rois ont pareillement pris les autres Universités sous leur sauve-garde , & chacune a son Con-

servateur ; c'est même une règle si générale, que si quelques-unes n'en avoient point, le Juge ordinaire du lieu devroit leur en servir. La plupart ont aussi des Conservateurs Apostoliques ; mais leur Jurisdiction s'étend tout au plus à la connoissance de ce qui concerne leur régime intérieur.

Les Facultés de Médecine participent à ces faveurs, à raison de leur union aux autres Facultés ; mais les autres Sociétés de Médecine n'y participent en aucune manière.

Le Privilège de Scolarité appartient aux Officiers des Universités pendant tout le tems de leur service, & aux Etudiants en Médecine pendant huit ans. Ce Privilège n'a lieu que pour le Civil ; & l'emporte sur le *Committimus* des Cardinaux, du P. Chirurgien, & des Habitans de plusieurs Villes ; il n'a point lieu dans les affaires de crime de Police & de Finance, dans les affaires où les Procureurs du Roi sont par-

ties , contre le Committimus des Commenfaux ; ni enfin contre le Privilège de Scolarité d'une autre Université.

§ V. Les Empéreur<sup>s</sup> Romains <sup>Exemptions.</sup> exemptèrent les Professeurs & les Médecins de tous Impôts & Charges publiques ; tous nos Rois , depuis Philippe Augufte , ont accordé les mêmes faveurs aux Universités , comme on le voit porté dans une infinité d'Ordonnances générales à toutes , & particulières à chacune ; & leurs Supôts y ont été maintenus conftamment par la Jurifprudence des Arrêts.

Ces Privilèges ont été confirmés en particulier aux Facultés de Médecine , par des Reglemens particuliers des Rois & des Cours fouveraines. Ce n'eft point cependant à raifon de leur Profeflion , que les Médecins en jouiffent ; mais feulement à raifon de la Régence. Delà ceux qui s'établiffent hors d'une Université , ne peuvent être exemts des Impôts , que par Let-

190      *Essai de Jurisprudence*  
tres du Roi , ou du consentement  
des Habitans des Villes de leur ré-  
sidence. Ils jouissent cependant de  
droit de l'exemption de quelques  
Charges publiques. Les Regle-  
mens & Usages de toutes les Gé-  
néralités , les exemptent de la Mili-  
ce. Les Arrêts des Cours des Ai-  
des , ont toujours déchargé de la  
Collecte de la Taille , ceux qu'  
y ont été nommés par les Habitans

---

#### CHAPITRE IV.

##### *De la Censure des Livres de Médecine.*

**L**ES Universités , comme le  
premiers Censeurs de toute  
doctrine , ont eu de toute ancien-  
neté inspection sur les livres de  
tout genre. Avant l'invention de  
l'Imprimerie , les Libraires qui fa-  
isoient transcrire les manuscrits  
en apportoient les copies aux Dé-  
putés de la Faculté qui avoit pour  
objet la Science dont leurs livres



traietoient. Après cette heureuse époque, elles ont continué d'avoir inspection sur les Imprimeurs & les Libraires; & ce n'étoit qu'après qu'elles avoient donné leur approbation sur les manuscrits, qu'on obtenoit le Privilège de les faire imprimer. Un grand nombre d'Arrêts ont défendu à toutes personnes de faire imprimer & exposer en vente aucuns Ouvrages sur la Médecine, la Chirurgie & la Pharmacie, s'ils n'avoient été examinés par la Faculté de Médecine. Quelques Colléges même ont reçu à cet égard la même inspection que les Facultés; & en conséquence de cette Police, plusieurs Ouvrages ont été supprimés, & leurs auteurs punis pour contravention à ces Reglemens.

Cet ordre utile a été changé dans les derniers tems; notre Monarque en abandonnant aux Facultés, le soin d'examiner si les livres répondent à leur objet, a commis à son Chancelier le choix de Censeurs,

qui examinassent si les Ouvrages ne contiennent rien de contraire à la Religion , aux bonnes mœurs & à l'intérêt de l'Etat ; S. M. a ordonné que ce ne seroit que sous l'approbation de ces Censeurs Royaux , que leurs Auteurs obtiendroient en Chancellerie le Privilège de les faire imprimer.

Il y a des Censeurs pour chaque Science : les Médecins furent d'abord admis seuls , à cet emploi , pour tout ce qui concerne la Médecine ; mais dans la suite les Chirurgiens leur ont été joints pour la censure des livres de leur Art.

## CHAPITRE V.

### *Des Chaires de Médecine.*

Chaires  
de l'Uni-  
versité de  
Paris.

§ I. **D**Ans les premiers Siècle de l'Université de Paris tous les Docteurs donnoient leçon chez eux ; mais leur zèle s'étant refroidi , la Faculté de Médecine gagea deux de ses Docteurs , pour faire chacun

chacun un cours de Médecine de deux ans. Chaque Professeur enseignoit la première année la Physiologie & l'Hygiène; & la seconde, la Pathologie, la matière médicale, & la méthode de traiter les maladies. La Faculté leur ajouta un Professeur de Chirurgie; & les débarrassa de la matière médicale, par l'érection d'un 4<sup>e</sup>. Professeur pour cette partie, & pour la Botanique: elle committoit de plus deux de ses Docteurs, pour démontrer la Pharmacie aux Apoticaire; mais ceux-ci ayant discontinué leurs exercices, la Faculté en rétablit un, pour compléter le cours de Médecine, par un cinquième Traité de Pharmacie.

Dès le 15<sup>e</sup>. Siècle la Faculté députa un de ses Docteurs, pour enseigner la Chirurgie en François aux Barbiers: elle en a enfin député un 7<sup>e</sup>., pour faire aux Sages-Femmes deux cours d'accouchement tous les ans.

Tous ces Professeurs sont annuels,

& sont choisis comme les autres Officiers par les cinq Electeurs nommés à cet effet.

Outre les leçons qu'ils doivent donnertous les jours aux Ecoles, au moins pendant une heure , le Professeur de Pathologie doit faire un cours public d'Anatomie ; les deux Professeurs de Chirurgie , deux cours d'opérations de cet Art , & celui de Pharmacie , un cours d'opérations Chimiques & Galéniques dans l'Amphithéâtre : & ils ont le choix de faire eux-mêmes les dissections , ou de les faire faire sous les yeux par des Maîtres Chirurgien & Apoticaire.

Chaires  
des autres  
Universi-  
tés.

§ II. Toutes les Facultés de Médecine sont obligées d'enseigner cette science, sous peine de privation de la collation des Degrés. La plûpart s'acquittent de ce devoir ; & à cet effet Montpellier a huit Professeurs , Toulouse, 3 ; Angers, 3 ; Besançon, 4 ; Valence, 3 ; Perpignan, 4 ; Aix , 3 ; Caen , 4 ; Bourdeaux, 2 ; Bourges, 2 ; Stras-

Bourg, 3 ; Reims, 5 ; Douai, 3 ; & Pont-à-Mousson , 2.

Le choix de ces Professeurs se fait différemment , dans les différentes Facultés. Quelques-unes se conforment à l'usage de Paris ; mais dans la plûpart , les Chaires s'obtiennent par un concours, dont les épreuves & la forme sont établies dans un grand nombre de Reglemens généraux & particuliers.

§ III. Le Collège Royal de France de Paris , fut établi par François I. en 1531. Il faisoit autrefois partie de l'Université de cette Ville ; mais il en a été désuni. Parmi le grand nombre de Professeurs qui enseignent dans ce Collège , il y en a 4 pour la Médecine , Chirurgie , Pharmacie & Botanique ; lesquels doivent donner leçon 3 fois la semaine : ils jouissent des Privilèges des Commensaux.

Chaires  
des Ecoles  
particulie  
res.

Le Jardin du Roi fut établi par Louis XIII. en 1626 ; la Sur-Intendance en fut donnée au P. Médecin ; mais aujourd'hui il est , ainsi que le



Collège Roïal, dans le département du Secrétaire d'Etat de la Maison du Roi. Le Roi n'y établit d'abord que trois Professeurs Médecins , pour y enseigner & démontrer la Botanique , la Chimie, l'Anatomie & la Chirurgie ; mais il leur a été ajouté 3 Démonstrateurs , un Médecin , un Apoticaire & un Chirurgien.

Les Colléges de Médecine ont droit de remplir les mêmes fonctions ; mais peu s'en acquittent. Dans toutes les Villes maritimes , il y a un Professeur & un Démonstrateur pour l'Anatomie & la Chirurgie. Le Médecin Royal est chargé de faire les mêmes cours dans chaque Ville ; & d'en faire faire les opérations par un Chirurgien.

---

## CHAPITRE VI.

### *Des Etudes de Médecine.*

**L'**Etude de la Philosophie a toujours paru être la porte du Sanctuaire de la Médecine. En con-



féquence , les anciens Reglemens ont défendu d'admettre aux Degrés, & même aux études de Médecine , ceux qui n'auroient point étudié en cette science. Les nouveaux ont établi la Maîtrise-ès-Arts, comme une condition absolument nécessaire , pour l'obtention de ces Degrés.

Après le cours de Philosophie , les Etudians sont admis à celui de Médecine , qui est de 4 ans pour Paris , & de 3 ans pour les autres Facultés. Pendant ce tems ils sont tenus de suivre exactement les leçons des Professeurs ordinaires , d'écrire leurs cayers, d'assister aux Démonstrations Anatomiques , Pharmaceutiques , Chirurgicales & Botaniques , & de s'inscrire 4 fois par an , sur les Régistres de la Faculté.

Les Etudians peuvent continuer leurs études d'une Faculté dans une autre , mais ceux qui veulent prendre leurs Degrés dans une Université, autre que celle où ils ont fait leur cours , sont obligés d'y avoir

198 *Essai de Jurisprudence*  
étudié un an ; les Etudiens de Paris  
sont seuls exceptés de cette Loi.

Il y a dans toutes les Universités  
des bourses pour de pauvres Eco-  
liers ; les titres de la fondation de  
la plupart , permettent à ceux qui  
les possèdent , d'étudier en Méde-  
cine ; mais les Evêques qui en sont  
les collateurs, sçavent éluder l'in-  
tention des fondateurs.

---

## CHAPITRE VII.

### *Des Receptions aux Degrés de Médecine.*

A Paris.

§ I. **L**es Degrés ne s'obtiennent  
dans l'Université de Paris  
qu'après de longs exercices. Après  
le cours ordinaire de Médecine  
les Aspirans sont obligés de faire un  
cours de Licence de deux ans et  
demi, qui n'ouvre que tous les deux  
ans. Ceux qui veulent y être ad-  
mis , se présentent à la Faculté  
samedi de la Mi-Carême , & sont  
interrogés sommairement sur les

généralités de la Médecine ; le lundi , mardi & mercredi suivant , ils subissent un examen sur les principes de la Médecine , & le samedi suivant ils sont admis au cours de Licence , en qualité de Bacheliers.

Dans le courant du mois de Juin qui suit , ils subissent un examen d'une semaine , sur la matière Médicinale. Depuis la St. Martin jusqu'aux Cendres , ils soutiennent tour à tour chaque semaine , une Thèse *Quodlibetaire* , dont le sujet est pris de la Physiologie ; tous les Bacheliers sont obligés d'y répondre.

Dans le même hiver , ils sont examinés pendant sept jours , sur l'Anatomie ; & font eux - mêmes la démonstration & dissection des parties.

Depuis les Cendres jusqu'aux vacances , chacun des Bacheliers soutient sur l'Hygiène , une Thèse appelée *Cardinale* , à laquelle tous les Bacheliers argumentent.

Dans la seconde année de Licence , ils soutiennent encore cha-

cun deux Quodlibetaires , sur la Pathologie & la Chirurgie. De plus, dans l'hiver ils subissent un examen de sept jours sur la Chirurgie , dont ils pratiquent eux-mêmes les opérations ; & dans l'été ils sont interrogés pendant sept jours , sur la pratique de la Médecine.

Les Bacheliers jugés capables dans tous ces actes , sont présentés, après la cérémonie du Paranymphe , au Chancelier de Notre-Dame, qui leur donne la bénédiction de Licence.

Les Licentiés ne sont encore promus au Doctorat , qu'après les actes publics de Vesperie & de Doctorerie ; & à la Régence, qu'après un acte apellé *Pastillaire*, & avoir présidé à une Quodlibetaire.

Outre tous ces actes ; les Bacheliers sont tenus d'affister tous les Samedis , aux consultations charitables pendant leur Licence ; & les nouveaux Docteurs, de suivre les anciens , pendant deux ans dans les Hôpitaux.

§ II. Les autres Facultés de Médecine ont reçu dans leurs anciens Statuts, des formules de receptions particulières à chacune ; mais la plupart étant tombées dans le relâchement, le Roi Louis XIV. établit à cet égard une regle générale.

Dans les  
autres Fa-  
cultés.

Suivant cette formule ; les Aspirans doivent subir à la fin de chacune des trois années d'étude , un examen sur les traités qui leur ont été dictés : & s'ils sont trouvés capables , ils soutiennent un acte public , & sont reçus Bacheliers. Trois mois après , ils subissent un examen sur la matière Médicinale ; soutiennent un second acte public ; & reçoivent la Licence du Chancelier. Les Licentiés sont ensuite reçus Docteurs , en soutenant un 3<sup>e</sup>. acte public , sur toutes les parties de la Médecine.

La plupart des Facultés se conforment à ces dispositions ; celle de Montpellier & quelques autres ont conservé leurs anciens usages. Il y en a qui s'y conforment pour les receptions de ceux qui ne doivent

pas demeurer dans l'Université ; & exigent de plus grandes épreuves pour ceux qui doivent y fixer leur séjour. De-là ont été distinguées les réceptions *intra* & *extramuros* ; mais comme cette pratique n'a pas le bien public pour objet , elle auroit peine à se soutenir dans les Tribunaux.

---

## CHAPITRE VIII.

### *Des Aggrégations aux Facultés & Colléges de Médecine.*

**L**Es Bulles qui ont érigé les Universités , accordèrent aux Maîtres de toutes leurs Facultés , un pouvoir illimité d'enseigner , sans être obligés à aucun nouvel examen. Il paroît que dans les premiers siècles , l'usage en fut suivi sans difficulté ; mais le relâchement qui s'introduisit dans un grand nombre de celles de Médecine ; & le zèle qu'elles eurent toutes pour se maintenir dans la jouissance de leurs fonctions & Priviléges , ont



été d'assez puissans motifs pour engager nos Rois à restreindre la trop grande étendue des Constitutions Apostoliques. Leurs Ordonnances ont établi une regle qui est suivie dans tous les Tribunaux.

Cet ordre est tel aujourd'hui , qu'il n'est point d'Université en France , où il soit permis d'enseigner & pratiquer la Médecine , à autres qu'à ceux qui y ont été reçus Docteurs , ou qui y ont été Aggrégés.

Les mêmes motifs ont établi la nécessité de l'aggrégation dans tous les simples Collèges de Médecine ; & la Loi en est si générale , que les Médecins les plus réputés , les Docteurs-Régens des plus célèbres Universités , ont été & sont encore obligés d'en subir la rigueur.

Les Statuts & autres Reglemens qui ont établi cette Loi , ont prescrit en même tems les épreuves , conditions & formalités des aggrégations. Ces épreuves sont très-rigoureuses dans la plûpart des Col-

lèges de Médecine ; mais comme tout consiste , pour ainsi dire , dans des usages particuliers , je ne pourrois entrer ici dans leur détail , sans passer les bornes d'un abrégé. Louis XIV en confirmant ces usages , a établi généralement pour les Facultés & Colléges, qui seroient moins attentifs à cet objet , que les Docteurs & Licenciés n'y pourroient être aggrégés , qu'en soutenant un acte public de 4 heures sur toutes les parties de la Médecine ; & en payant la somme de 150 liv.

---

## CHAPITRE IX.

### *De la Police de la Médecine.*

**O**N a dû voir que la Police de la Médecine favoriseroit la sûreté publique , si les Loix qui l'établissent , étoient exécutées. On aura lieu de voir l'inspection des Facultés & Colléges de Médecine, pour la Police particulière de la Chirurgie & de la Pharmacie ; mais quant à ce qui regarde celle de la

Médecine elle-même , la Jurisprudence Françoisse contient peu de dispositions.

Le Ministère de la Lorraine a porté sur cet objet , des vues dont cette Province ressent les salubres effets. La Police de la Médecine a été un des principaux motifs de l'établissement du Collège de Nancy. Tous ses Membres & Correspondans, ont parmi leurs fonctions & devoirs, le soin de faire enquête des abus & contraventions aux Réglemens, pour en donner avis au Collège : & sur sa dénonciation, les Magistrats y pourvoient sur le champ.

---

## CHAPITRE X.

### *Des Devoirs des Médecins.*

I. **L**Es Médecins Orthodoxes ayant eu l'avantage de voir, dès l'origine du Christianisme, la Médecine sanctifiée en la personne de St. Luc , le choisirent pour leur Patron , dans le grand nombre de Médecins dont l'Eglise

exercices  
de piété  
des Collè-  
ges de Mé-  
decine.

honore la mémoire. Ceux de Paris prirent de plus la St<sup>e</sup>. Vierge pour leur protectrice, dès le commencement de l'Université. Sous des auspices si augustes, leur Faculté commença ses exercices de Religion qui consistent aujourd'hui dans une Messe célébrée tous les samedis dans sa Chapelle ; dans des Services solennels aux Fêtes de la Vierge, de St. Luc, de Ste. Cathérine, & de St. Nicolas; dans un grand nombre d'Obits fondés pour presque tous les mois de l'année ; dans l'assistance de la Compagnie aux Obsèques de ses Supôts ; & dans la célébration d'un Service le samedi suivant.

L'Université de Montpellier fait pareillement célébrer une Messe depuis la St. Luc jusqu'à Pâques. Les autres Facultés & Colléges de Médecine observent à peu près les mêmes usages : & la plupart d'entre eux infligent des amendes à leurs Membres, & surtout à leurs Bacheliers qui manquent d'assister à ces cérémonies.

§ II. Les devoirs particuliers des Médecins Physiciens , se raportent Devoirs  
des Méde-  
cins dans  
la Prati-  
que.  
presque tous au précepte que leur a

donné le Pape Innocent III, de ne  
conseiller pour le salut du corps , au-  
cun remède qui mette l'ame en dan-  
ger. Ce précepte a été appuyé de plu-  
sieurs Décrets Canoniques & Civils.

I. Les Canonistes & les Médecins  
Catholiques, en abandonnant au Mé-  
decin le soin de régler l'acte véné-  
rien, comme toutes les autres fonc-  
tions de la nature , lui ont permis  
de le conseiller aux gens mariés ,  
lorsque son utilité est connue : mais  
ils ont défendu de donner un pareil  
conseil aux célibataires : dans ce  
dernier cas , ils lui permettent seu-  
lement de conseiller le mariage à  
ceux qui ne seroient point décidés  
pour le célibat.

II. L'avortement a été regardé  
comme un crime exécrationnable , digne  
de la plus sévère répréhension, dans  
le Texte sacré , & les Décrets de  
l'Eglise. Le Droit Romain traite  
avec la dernière rigueur, ceux qui



en sont coupables. Les Loix Françaises punissent de mort ceux mêmes qui y participent; le plus grand nombre des Auteurs en conséquence, pensent qu'il n'est aucun cas qui puisse engager un Médecin à procurer l'avortement, ni même la stérilité, par des remèdes violens.

III. Tous les Théologiens & Médecins ont blâmé l'ivresse, tant par sa nature que par ses effets: en conséquence ils ont défendu de donner des substances dans la seule intention de la procurer; mais ils ont permis de donner des remèdes enivrans, pour remplir toute autre indication.

IV. Enfin le Médecin reconnoît des devoirs relativement aux ministres dont il se sert dans sa pratique. Les Loix de l'équité & de la Religion, les maximes même de notre Jurisprudence, lui défendent de le favoriser au préjudice les uns des autres, & au détriment des malades.



## LIVRE TROISIÈME.

*Qui contient ce qui est propre à la Chirurgie & aux Chirurgiens.*

## CHAPITRE I.

*De la relation qui est entre la Chirurgie & la Barberie, & de la Jurisdiction du P. Chirurgien du Roi, sur ces deux Arts.*

§. **L** Es Romains avoient des Barbiers qui faisoient nombre parmi les Artistes subsidiaires de la Médecine ; mais les fondateurs de notre Monarchie ayant ordonné que leurs Sujets porteroient de longues barbes & de longs cheveux pour signe de la liberté Francoise, les Barbiers eurent alors peu d'occupation ; mais dans le siècle de Charlemagne, la commodité ayant prévalu à ces signes de liberté, les Barbiers commencèrent à trouver de l'ouvrage. Devenus plus communs, ils s'emparèrent des fonctions de la Chirurgie, qui peu relevées, peu difficiles, & peu nom-

Union  
& sépara-  
tion de la  
Barberie  
& de la  
Chirurgie

breuses alors, parurent quadrer avec celles de la Barberie ; & leurs fonctions se multiplièrent en même proportion, que les progrès de ces deux Arts.

Dans ces premiers tems, il n'y avoit aucune distinction entre un Chirurgien & un Barbier ; Paris cependant possédoit une Compagnie de Chirurgiens, uniquement occupés aux fonctions de la Chirurgie ; celles de la Barberie appartenoient aux Barbiers-Chirurgiens, privativement à tous autres Artistes, même aux Chirurgiens de St. Cosme, & ne furent communiquées à ceux-ci, que par l'union qui fut faite dans ces deux Communautés, en 1656.

Le luxe & la mode ayant multiplié les fonctions de la Barberie, il y eut à Paris des Barbiers qui au commencement du 17<sup>e</sup>. siècle, se bornèrent à celles-ci ; & suivant leur goût, ils établirent les différentes Professions de *simples Barbiers, Barbiers-Etuvistes, Barbiers-*

*Baigneurs ; Barbiers-Perruquiers.*  
L'exercice de ces Professions fut libre d'abord ; mais les entreprises de leurs Artistes sur la Médecine & la Chirurgie , donnèrent lieu à des Reglemens qui reduisirent le nombre de ces Barbiers à 48 ; leur défendirent de former entr'eux une Communauté ; les soumirent à celle des *Barbiers-Chirurgiens* ; & leur interdirent tout exercice de la Chirurgie.

Ces arrangemens n'ayant point encore établi l'ordre propre à prévenir les abus , on projetta la création du Métier & Communauté des Barbiers - Perruquiers - Baigneurs - Etuvistes ; mais cet établissement souffrit beaucoup de difficultés ; & ce ne fut qu'en 1673 , qu'ils furent érigés à Paris en titres d'office , au nombre de 200 , en une Communauté distincte de celle des Barbiers-Chirurgiens. Il se fit de nouvelles créations de Barbiers-Perruquiers pour Paris & pour les Provinces ; enfin il fut réglé solennel :

lement , que les Communautés des maîtres Barbiers-Perruquiers, demeureroient séparées de celles des Barbiers-Chirurgiens dans tous les lieux du Royaume.

Les plus célèbres des anciens Chirurgiens François , se sont trouvés honorés du titre de Barbiers ; les Médecins ont oublié leurs propres intérêts , pour faire l'éloge des influences utiles de la Barberie sur la Chirurgie ; mais les Chirurgiens modernes piqués de voir leur Art deshonoré par cet alliage , travaillèrent à détruire cette mésalliance ; l'ouvrage commencé par la séparation des deux Professions de Barbiers , fut continué par des Reglemens , qui renouvellèrent les défenses faites aux Barbiers non Chirurgiens , d'exercer la Chirurgie ; restraignirent les Chirurgiens à l'exercice pur de la barbe & des cheveux ; ordonnèrent des visites reciproques pour prévenir les contraventions ; & voulurent enfin enlever aux Elèves de la Chirurgie , la

ressource que l'indigence trouve chez les Perruquiers.

L'ouvrage fut enfin consommé dans la Capitale , en 1743, par les défenses qui furent faites aux Chirurgiens de cette Ville , de plus à l'avenir exercer aucunes fonctions de la Barberie. L'exemple de Paris a été suivi dans les Provinces ; un grand nombre de Communautés se sont imposés volontairement la même loi ; celle de Bordeaux même l'a fait exprimer dans ses Reglemens ; & il y a lieu d'augurer , que les Privilèges distingués accordés en 1756, aux Chirurgiens des Provinces qui renoncent à la Barberie , sont un moyen préparatoire à une désunion totale de ses fonctions d'avec la Chirurgie.

§ II. Ceux qui furent choisis pour faire les fonctions de la Barberie & de la Chirurgie réunies sur la Personne de nos Rois, reçurent une certaine Jurisdiction sur ceux qui exerçoient ce métier. Leurs droits à cet égard se perdent dans une an-

Jurisdic-  
tion du  
P. Barbier  
& du P.  
Chirur-  
gien sur  
ces deux  
Arts.

214      *Essai de Jurisprudence*  
tiquité si reculée , que leurs premiers titres sont perdus ; mais il leur en reste de fort anciens qui les renouvellent. Leur Jurisdiction fut confirmée dans la suite de regne en regne , par des Ordonnances & Arrêts, qui constituoient le P. Barbier Garde de ce métier, & lui permettoient d'instituer un Lieutenant dans chaque lieu , pour veiller à sa Police , & proceder à l'examen des Aspirans.

La Communauté des Chirugiens de St. Cosme de Paris , ayant été fondée par les Chirugiens du Châtelet de cette Ville , les reconnoissoit pour ses chefs , n'accordoit qu'une séance d'honneur au P. Chirurgien ; & n'étoit nullement soumise au P. Barbier. L'union des Chirugiens avec les Barbiers, mit leur Communauté sous la Jurisdiction de celui-ci ; mais il ne jouit pas long-tems de ses nouveaux droits ; M. Felix P. Chirurgien du Roi fit désunir en 1668 , les Droits & Privilèges



attachés à la Charge de P. Barbier & les fit réunir à la sienne.

La Chirurgie rendue à son chef naturel , vit avec plaisir la confirmation des droits du P. Barbier , dans la personne de son P. Chirurgien. Sa Présidence dans la Communauté des Barbiers-Chirurgiens de Paris , lui fut confirmée contre la possession des Chirurgiens du Châtelet : & la Communauté elle-même perdit le droit de choisir son Greffier , dont la nomination fut réservée au premier Chirurgien. Les mêmes droits lui furent confirmés contre les prétentions de plusieurs Communautés de Barbiers-Chirurgiens de différentes Provinces ; mais ils souffrirent beaucoup d'altération en 1692, par l'établissement des Chirurgiens Jurés Royaux , qui entrèrent dans les fonctions des commis du P. Chirurgien. La qualité de *Chef & Garde des Chartres, Statuts & Privilèges de la Chirurgie* lui fut confirmée , il est vrai ; mais son auto-

rité qui demeura la même pour Paris, ne fut plus qu'une ombre dans les Provinces. Il ne rentra tout-à-fait dans son ancienne Jurisdiction, qu'en 1723. Dans cette année les droits, fonctions, prérogatives & émolumens des anciens Lieutenans & Greffiers furent réunis des Offices de Chirurgiens Jurés; & il fut permis au premier Chirurgien de nommer des Lieutenans & Greffiers, dans toutes les Villes où il y a Cour supérieure, Evêché ou Jurisdiction ressortissante nuement ès Cours de Parlement.

Le Lieutenant doit toujours être choisi dans le nombre des Maîtres de la Communauté; mais le Greffe peut être rempli par toute personne d'honnête profession; cela a été réglé ainsi par les Statuts, & jugé par des Arrêts. Les fonctions des Lieutenans sont de présider dans les Communautés où ils sont établis; & celles des Greffiers, de tenir les registres, d'y transcrire

les actes de la Communauté , & d'en délivrer les expéditions.

La désunion des Barbiers-Perruquiers des Chirurgiens , fut un prétexte pour les premiers, de se soustraire à la Jurisdiction du P. Chirurgien ; mais il y fut maintenu par plusieurs Reglemens , qui ordonnèrent qu'ils seroient tous reçus par lui dans l'exercice de leurs charges. Les titres des nouvelles créations de Perruquiers pour Paris & les Provinces , les soumirent pareillement à la Jurisdiction du P. Chirurgien ; & elle lui fut confirmée d'une manière incontestable , par un grand nombre d'Ordonnances , de Statuts & d'Arrêts , qui donnèrent pouvoir au P. Chirurgien d'avoir en qualité d'*Inspecteur & Directeur général de la Barberie*, commis par S. M. un Lieutenant & un Greffier pour exercer sa Jurisdiction dans chaque chambre desd. Barbiers , Baigneurs , Etuvistes & Perruquiers.

Le P. Chirurgien & son Lieute-

nant doivent être inscrits les premiers sur les catalogues des maîtres Perruquiers, avant même les Inspecteurs créés dans toutes les Communautés d'Arts & Métiers. La Commission de Lieutenant peut être donnée à un simple Perruquier, & lui confère les droits de la maîtrise, comme il a été jugé plusieurs fois. Les Statuts des Perruquiers assignent à leurs Lieutenans & Greffiers, les mêmes fonctions de ceux des Chirurgiens. Le ressort de leurs Communautés est borné par la nécessité publique, à la Ville, ou tout au plus à la Banlieue.

Le P. Barbier fit exempter ses Commis de toutes charges publiques ; cette exemption a été confirmée particulièrement aux Lieutenans & Greffiers du P. Chirurgien, par la Jurisprudence des Ordonnances & des Arrêts.

Les anciens titres du P. Barbier lui accorderoient la somme de 21 s. 3 den. payables par tous ceux qui exercent quelques fonctions de la

Chirurgie & Barberie à son avènement à cette charge : cette redevance a été confirmée aux P. Chirurgiens , à chaque mutation , par les Ordonnances & les Arrêts , dans le tems même de la suppression de leurs Lieutenans.

Dans l'origine le P. Barbier & ses Lieutenans étoient soumis à la Jurisdiction ordinaire : Henri III commit le G. Conseil pour Juge Conservateur de leurs Privilèges. Ce *Committimus* lui fut continué & au P. Chirurgien , dans les regnes suivans ; mais en 1715 , il fut transporté à la Grande Chambre du Parlement de Paris.

---

## CHAPITRE II.

### *Des Communautés des Chirurgiens.*

§ I. **P**lusieurs motifs ayant fermé l'entrée de l'Université de Paris aux Chirurgiens de cette Ville , ils n'eurent dans son origine rien de commun entr'eux. Ce ne fut que sous le Regne de St. Louis ,

Communauté de Paris.

suivant une vieille tradition , qu'ils furent unis par des exercices de piété en une Confrérie , sous l'invocation de St. Cosme & de St. Damien; mais ils ne reçurent des Reglemens relatifs au bien de l'Art & du Public , que sous Philippe le Bel. Leur Compagnie commença alors à subsister sous la forme des Communautés Séculières que nous voïons aujourd'hui exister ; & son établissement fut confirmé de regne en regne par la plupart de nos Rois.

Dans le même tems se forma dans la même Ville , la Communauté des Barbiers ; ceux-ci dans leur origine ne se mêlèrent guères que de la petite Chirurgie ; mais dans la suite leurs fonctions furent étendues par Charles V , & ils y furent maintenus par la Jurisprudence des Arrêts. Ces faveurs leur donnèrent lieu d'empiéter sur les fonctions des Chirurgiens ; & pour parvenir à leurs fins, ils profitèrent de circonstances favorables qui se



présentèrent. Les Chirurgiens de Paris ayant mécontenté les Médecins, les Barbiers se rapprochèrent de leur Faculté, qui leur donna un de ses Docteurs pour les instruire dans l'Anatomie & la Chirurgie; & les adopta par plusieurs contrats.

Les Barbiers soutenus de la protection & des leçons de la Faculté, méritèrent les Privilèges qu'elle leur accorda par leur capacité. La réputation d'un grand nombre d'excellens Praticiens que fournit leur Communauté, porta ombrage aux Chirurgiens de St. Cosme; ceux-ci les firent comprendre dans des Ordonnances de Police, qu'ils obtinrent contre les Charlatans; les Barbiers alors firent ressouvenir la Faculté des engagements qu'elle avoit pris avec eux dans leurs contrats; & en conséquence de son intervention qui leur fut accordée, & du certificat qu'elle leur donna de leur capacité, le Parlement décora les Barbiers en 1603, du titre de *Chirurgiens*, leur permit le libre

exercice de toutes les fonctions qui y sont attachées, & rendit leur Communauté indépendante de celle de St. Cosme.

Les Barbiers-Chirurgiens passoient souvent de leur Communauté dans celle de St. Cosme, en renonçant à la Barberie; mais quelques-uns d'entr'eux n'ayant pas satisfait à leurs engagements, ils donnèrent lieu à un Procès, que quelques Membres des deux Communautés voulurent terminer en 1613, par l'union des deux Compagnies; mais celle de St. Cosme s'y étant opposée, cette union n'eut point lieu. Les Barbiers déçus des Privilèges honorifiques qu'ils ambitionnoient par cette union, n'en furent pas moins heureux; leurs succès anéantirent tellement les Chirurgiens de St. Cosme, que leur union devint nécessaire, & s'opéra d'une manière stable en 1656, pour ne former à l'avenir qu'un même Corps, & jouir en commun des droits & privilèges ap-

partenans aux deux Compagnies.

Les deux Communautés de Chirurgiens de Paris avoient reçu chacune en son particulier , un grand nombre de Statuts qui regloient leur Police , leur gouvernement & leurs Privilèges. Outre les Reglemens succincts que les Chirurgiens de St. Cosme avoient reçus des Rois, ils formèrent entr'eux un Corps de Statuts , qui renfermoient des usages moulés sur ceux des Facultés ; ils produisirent ces Statuts à l'union, mais on n'y eut aucun égard ; & il fut dit que cette Communauté seroit gouvernée par les contrats des Barbiers , & leurs Statuts qui en étoient la suite. On rédigea en 1699, sur les anciens usages des Barbiers, un Corps de nouveaux Statuts, qui ont été confirmés par plusieurs Arrêts. Dans la dernière instance des Médecins & des Chirurgiens, ceux-ci tentèrent encore de faire revivre les anciens Statuts des Chirurgiens de St. Cosme , mais les Médecins les ayant attaqués par une inscrip-

tion de faux , les Chirurgiens les abandonnèrent , comme une pièce informe & superflue , & les Statuts de 1699 , furent confirmés de nouveau.

La Police de cette Communauté est établie par ces Statuts , & par un grand nombre d'autres Reglemens : & suivant leurs dispositions cette Communauté doit être composée du P. Chirurgien , de son Lieutenant , de 4 Prévôts & Gardes à la tête chacun des 4 classes qui la divisent , d'un Receveur d'un Greffier , & de tous les Maîtres de la Ville & Fauxbourgs reçus ou aggrégés à cette Communauté. Les Syndics & Trésoriers créés par Louis XIV , ayant été réunis à cette Compagnie , il fut dit que tous les ans se feroit l'élection de deux Prévôts pour veiller à la Police de la Chirurgie pendant deux ans conjointement avec le Lieutenant ; & d'un Receveur pour en percevoir les deniers : les Registres courans sont à la garde du Greffier

Greffier , & les anciens renfermés dans une armoire particulière sous trois clefs. Les assemblées sont générales ou particulières. Dans les unes & les autres les maîtres qui ne sont point Officiers, prennent séance & opinent suivant l'ordre de leur réception. Les particulières composées de 32 personnes, qui forment le Conseil, doivent se faire tous les mercredis , pour délibérer sur les affaires communes, & par extraordinaire s'il survient des affaires urgentes.

Cette Compagnie a pour armoiries d'azur à trois Boîtes d'or ; elle possède une maison commune dans la rue des Cordeliers , où est renfermée une riche Bibliothèque.

Le district de cette Communauté a toujours été la Banlieue , Prévôté & Vicomté de Paris , suivant ses anciens Titres confirmés par les nouveaux.

§ II. Les Communautés des Chirurgiens de Province , ayant été soumises au P. Barbier & ensuite au

Commu-  
nautés de s  
Province &

P. Chirurgien qui en est le chef , elles ont reçu en commun des Statuts qui ont tous été confirmés de regne en regne , depuis Charles VII , jusqu'à Louis XV. Les derniers de ces Reglemens en déterminant les lieux où le P. Chirurgien peut avoir des Lieutenans, déterminent en même tems le district des Communautés auxquelles ils président. L'ordre établi à cet égard en 1723 , fut changé en 1730 ; mais les inconvéniens qui suivirent celui qui y fut substitué , le fit bientôt proscrire & retablir l'ancien. Celui-ci quoique le plus naturel a cependant encore donné lieu à des contestations ; pour leur décision , il y a une regle générale qui est qu'une Lieutenance enclavée dans une autre , en est indépendante , & a pour district toute l'étendue de la Jurisdiction où elle est établie.

Le nombre des Villes où il y a & peut avoir Communauté est très-grand , & monte à plus de 400. Celles que j'ai pu recueillir sont les



suivantes : Abbeville, Acqs, Ayde, Agen, Aires, Aix, Alais, Albi, Alençon, Aleth, Amboise, Ambrun, Amiens, Andely, Angers, Angoulême, Apt, Ardres, Arles, Aurillac, Aufsch, Autun, Auxerre & Avranches.

Bar sur Seine, Baugé, Baugency, Baumont sur Oise, Bayeux, Bazas, Beaufort, Beauvais, Bellac, Bellesme, Besançon, Bethléem, Beziers, Blois, Boiscommun, Boulogne sur Mer, Bourdeaux, Bourg en Bresse, Bourg Argental, Bourges, Brie Comte Robert & Brives.

Caen, Cahors, Calais, Cambrai, Carcassone, Castelnau d'Aud, Castres, Caudebec, Chalons sur Marne, Chambly-le-Haut-Berger, Charlieu, Chartres, Chastellerault, Château du Loir, Châteaudun, Châteaugontier, Châteauneuf en Timerais, Château Renard, Château-Thierry, Chatillon-sur-Indre, Chatillon-sur-Marne, Chatillon-sur-Seine, Chaulny, Chaumont.

228 *Essai de Jurisprudence*  
en Bassigni , Chaumont en Vexin ,  
Chinon , Civrai , Clermont en Au-  
vergne , Clermont en Beauvoisis ,  
Cognac , Cominges , Compiègne ,  
Concreffault en Berry , Condom ,  
Coucy , Couserans , Coutances ,  
Crecy en Brie , Creil , Crespy en  
Valois , & Cusset.

Daxe , Die , Digne , Dijon ,  
Dole , Dorat , Dourdan , Dreux ,  
& Dun-le-Roi.

Epernai , Estampes , & Evreux.  
Fere en Tartenois , Fismes ,  
Fontenai-le-Comte & Frejus.

Gape , Glandeve , Grasse , Gray ,  
Grenoble , Gueret & Gyen.

Ham.

Iffoudun.

La Ferté Aleps , la Ferté-Ber-  
nard , la Flesche , Langeais , Lan-  
gres , Laon , la Rochelle , Laval ,  
Lavaur , Lectoure , le Mans , Leon ,  
le Puy , Lescar , Libourne en Guyen-  
ne , Limoges , Limoux , Lions-le-  
Saulnier , Lisieux , Loches , Lom-  
bez , Lorris , Loudun , Luçon , Lu-  
zignan & Lyon.

Macon, Magny, Mamers, Mantres, Marseille, Mayenne, Meaux, Mehun sur Yevre, Melun, Mende, Merry sur Seine, Metz, Meudon, Meulan, Mirepoix, Montlignon, Montaigu, Montargis, Montauban, Montbrisson, Montdidier, Montereau-Faut-Yonne, Mont Ferrand, Montfort Lamaury, Montmorillon, Montpellier, Montreuil-sur-Mer, Montrichard, Moret, Mortagne & Moulins.

Nantes, Narbonne, Nemours, Nerac, Neuville-aux-Loges, Nevers, Niort, Nismes, Nogent-sur-Seine & Noyon.

Oleron & Orleans.

Pasmiers, Pau, Perigueux, Peronne, Poitiers, Pontoise, Pont-sur-Seine, & Provins.

Quimpercorentin.

Reims, Rennes, Ribemont, Rieux, Riom, Rochefort-sur-Mer, Romorantin, Rouen, Roye & Rumilly.

Saar-Louis, Saint Brieux, St. Claude, St. Dizier, St. Ferriol,

St. Flour , Ste. Menehould , St. Maixant , St. Malo , St. Papoul , St. Pierre-le-Moutiers , St. Pons , St. Quentin, Salers, Salins, Sarlat, Saumur , Sedan , Seès , Semur en Auxois , Senez , Senlis, Sens , Sezanne , Sisteron , Soissons & Souvigny.

Tarbes , Toulon , Toulouse , Tours , Treguier, Trois-Châteaux, Troyes & Tulles.

Ufez.

Vabres , Valence , Vannes , Vence , Vendosme , Verdun , Versailles, Vesoul, Vienne , Vienville en Beauce , Vierfon , Vic en Carladès , Villefranche, Villeneuve-le-Roi, Villers-Cotterêts, Vincennes, Virey-sous-Bart, Vitry-aux-Loges, Vitri-le-François , Viviers & Vervet.

Xaintes.

Yevre-le-Chatel.

Les Statuts de ces Communautés prescrivent pour leur gouvernement des regles analogues aux précédentes pour Paris. Les Charge

d'Inspecteurs & Contrôleurs des Arts & Métiers , ont été réunies à la plûpart d'entr'elles , & ceux qui en sont pourvus , y ont séance après le Lieutenant.

Les principales de ces Communautés , sont celles entr'autres de Montpellier, de Moulins, de Tours, de Toulouse , de Lyon , de Metz, de Versailles & de Bourdeaux, ont encore reçu des Reglemens particuliers , qui les soumettent pareillement à la Jurisdiction du P. Chirurgien.

Il y a cependant quelques Provinces en France , qui ne reconnoissent point le premier Chirurgien ; & les Communautés qui y sont établies , sont régies par des Statuts qui émanent d'une autre source. Ces Provinces sont celles qui ont été réunies fort tard à la Couronne par le droit de conquête. L'Artois , l'Alsace & le Roussillon sont de cette classe. La Chirurgie de la Lorraine est réglée par une Police assez analogue à celle de

France. Elle est soumise au P. Chirurgien du Duc de Lorraine & de Barrois, qui en est le chef & garde de ses Chartres & Privilèges, & a environ 80 Communautés fournies à sa Jurisdiction.

---

### CHAPITRE III.

#### *Des Privilèges des Chirugiens.*

Privilè-  
ges Aca-  
démiques

§ I. **A**Ussitôt que les Chirugiens de Paris furent établis en Communauté, ils imitèrent dans leurs Exercices, les usages des Facultés de l'Université de cette Ville, & particulièrement de celle de Médecine; mais nonobstant cela, ils ne purent entrer dans l'Université qu'au milieu du 15<sup>e</sup>. Siècle, qu'ils y furent admis comme Disciples de la Faculté de Médecine. Leur admission fut confirmée sous la même forme au milieu du Siècle suivant; les Chirugiens ennuyés de former une Faculté composée seulement d'Ecoliers, entreprirent de faire reconnoître les



Maîtres & les Régens qu'ils choisissent dans leur Corps ; mais les demandes qu'ils firent à l'Université sur cet objet , ne servirent qu'à rompre la bonne intelligence de ces deux sociétés ; & les Chirurgiens furent rayés tout-à-fait des registres de l'Université.

Les Chirurgiens voyant bien qu'ils ne pourroient faire leurs Exercices que furtivement , eurent recours à l'autorité Royale qui leur permit de faire des leçons & démonstrations publiques de leur Art , tant dans l'Université qu'ailleurs ; mais ce titre ne leur fut d'aucune utilité ; la vérification leur en fut totalement refusée. Ce refus ne les découragea point ; ils remontèrent jusqu'à la première source des Privilèges des Universités ; & le Pape Gregoire XIII. leur permit d'acquérir par la bénédiction Apostolique , le droit de pratiquer & enseigner la Chirurgie , tant en public qu'en particulier ; mais la Faculté de Médecine ayant formé au Parlement ,

234 *Essai de Jurisprudence*  
apel comme d'abus de ce Bref , il  
ne put y être vérifié.

Malgré ces obstacles, les Chirurgiens crurent néanmoins pouvoir former une cinquième Faculté ; ils décorèrent leur Compagnie du titre de Collège, ses Membres de Licenciés & Maîtres ; ses Aspirans de Bacheliers ; ils professèrent publiquement ; firent soutenir des Thèses ; parurent revêtus des ornemens de l'Université ; & se firent appeler en conséquence, *Chirurgiens de Robe longue* ; mais tous ces actes extérieurs ne leur donnoient point réellement les Privilèges de l'Université ; ils ne parurent point à la fameuse réformation en 1598, & même les exercices Académiques leur furent absolument interdits par le Recteur & par les Magistrats de Police ; ce qui en ralentit beaucoup l'éclat.

Les titres de Barbiers étoient encore inférieurs à ceux des Chirurgiens ; ils n'avoient d'autres droits à cet égard, que ceux que leur

communiquèrent les Médecins dans leurs contrats : ils étoient les disciples & les dissectioneurs de la Faculté; mais leur témérité fut punie , lorsqu'ils voulurent méconnoître leur Mere , & tentèrent d'élever chez eux une Ecole particulière.

L'union des Barbiers avec les Chirurgiens devoit rompre les barrières qui sépareroient ceux-ci des Médecins ; & cependant elle eut un effet tout contraire : les Barbiers eux-mêmes voulurent faire revivre les prétentions du *Collège de St. Cosme* , mais le Parlement reprima leurs entreprises ; ordonna que les deux Communautés réunies demeureroient soumises à la Faculté de Médecine , & leur interdit tout acte Académique , & même toute démonstration sans la présence d'un Docteur en Médecine.

Depuis cette époque , la compagnie des Chirurgiens n'envia plus d'autres titres , que celui de *Communauté* , jusqu'en 1731 , que fut érigée l'Académie Royale de Chi-

236      *Essai de Jurisprudence*  
rurgie ; mais sous une forme différente de celle des Facultés. En 1743 , ils firent la dernière tentative pour ressusciter leur Faculté morte depuis 83 ans. Notre Monarque les ayant remis dans le même état où ils étoient avant leur union avec les Barbiers ; leurs anciennes prétentions qu'ils reveillèrent , les mit de nouveau en procès avec les Médecins ; S. M. leur permit de démontrer toutes les parties de la Chirurgie , & de se revêtir de la robe & du bonnet en qualité de Maîtres-ès-Arts ; sembla approuver les dénominations d'*Ecole* & de *Collège* dont ils décorèrent leur Société , & leur Maison commune ; mais décida formellement que ces titres & inscriptions , ne pourroient leur attribuer aucun des droits des Supôts de l'Université de Paris.

Les Chirurgiens de Montpellier imitèrent pareillement les usages & exercices de la célèbre Université de cette Ville , & prirent en conséquence le titre de *Maîtres Chi-*

*Chirurgiens de l'Université de Montpellier* ; mais ils ne prétendirent point y former une Faculté distincte de la Médecine : ils se contentèrent de prendre quelques ornemens extérieurs , qui les distinguassent des autres Communautés.

Les Chirurgiens des autres Villes où il y a Université , ont plus ou moins participé aux Privilèges Académiques , suivant qu'ils ont été plus ou moins attachés à leurs Facultés de Médecine ; mais aujourd'hui ils se sont entièrement séparés des Universités ; ont élevé dans leurs principales Communautés des Ecoles particulières , où tout se passe comme à Paris. C'est un usage introduit dans tout le Royaume , si l'on excepte la Lorraine où les Chirurgiens n'ont point l'Ecole particulière , & sont attachés par quelque lien à l'Université de Pont-à-Mousson.

§ II. Quoique les anciennes Nations méprisassent les exercices manuels , cependant la Chirurgie ne

Privilèges hono-  
rifiques.

diminuoit en rien l'estime qu'elles avoient pour leurs Médecins : mais le préjugé souleva la nation dans l'établissement des Chirurgiens en France , contre le manuel & la cruauté apparente de leurs opérations , & les relégua parmi les métiers ; ce ne fut que long-tems après qu'on donna le titre d'Art & Science à la Chirurgie de Paris. Pour les Barbiers , ils ne tinrent même pas le premier rang parmi les Arts mécaniques.

La Barberie ayant triomphé , le sort ignoble de la Chirurgie devint général , & les vestiges de sa sublimité ne se conservèrent que chez quelques grands hommes dans le mérite desquels le préjugé ne put la méconnoître ; quelques Reglemens cependant déclarèrent après cette union , que la Chirurgie seroit comprise parmi les Arts libéraux ; mais l'ignorance & la Barberie en empêchoient l'exécution , abandonnoient les Chirurgiens dans la basse Bourgeoisie



les plaçoient au même rang dans les Charges municipales, les excluoiént de celles de la Magistrature & des Ordres Militaires, les faisoient déroger en un mot à la Noblesse réelle & honorifique.

Il manquoit donc une Loi plus positive, qui décorât la Chirurgie de l'honneur attaché à sa nature. Les Chirurgiens de Paris la trouvèrent dans la séparation entière de la Barberie d'avec la Chirurgie, qui leur accorda tous les Privilèges des Arts libéraux. La même faveur a été accordée aux Chirurgiens des Provinces qui feroient une cession volontaire de leurs droits sur la Barberie : par là les Chirurgiens ont été retranchés des rôles des Arts & Métiers ; ont été admis aux Emplois honorables ; & leur Profession est non seulement devenue un titre compatible avec la Noblesse ; mais l'a fait mériter à plusieurs Sujets distingués.

§ III. Les Chirurgiens confon-  
dus avec les Arts & Métiers, é-

Privilè-  
ges utiles

toient sujets aux mêmes charges & impôts. Ceux de St. Cosme faisant classe à part, obtinrent d'abord quelques Privilèges particuliers, & spécialement l'exemption de guet & garde : leur admission dans l'Université, les rendit exemts comme les autres Supôts, de toutes charges & impôts ; cette participation fut munie du Sceau de l'autorité Royale, par un grand nombre d'Ordonnances ; mais leur union avec les Barbiers, leur fit perdre ces beaux Privilèges, à la réserve de quelques-uns dont la jouissance paroît naturellement attachée à la nécessité de leur ministère. Ils continuèrent de jouir de l'exemption de tous guets & gardes, recettes & commissions publiques de Police, de Ville & de Paroisse ; & conservèrent le pouvoir de faire évoquer leurs causes en première instance, pardevant le Prévôt de Paris. La Loi qui les a remis en 1743, au même état où ils étoient avant leur union avec les Barbiers,

n'a point confirmé expressement les Privilèges utiles dont ils jouissoient alors ; & ne leur accorde à cet égard d'autres droits, que ceux des notables Bourgeois de Paris.

Les Statuts des Chirurgiens de Versailles, leur ont accordé les mêmes exemptions : les Usages de toutes les Généralités, exemptoient les Maîtres de la Milice, & y assujettissoient leurs Elèves : mais la Loi qui les a mis au rang des Arts libéraux, leur a accordé les mêmes exemptions dont jouissent les notables Bourgeois, suivant les Usages des lieux ; & a spécialement exempté deux de leurs Elèves de la Milice.

---

#### CHAPITRE IV.

*De la subordination des Corps des Chirurgiens à ceux des Médecins.*

LE bien public demande que les Chirurgiens soient subordonnés aux Médecins en même proportion , que la Chirurgie

elle-même est dépendante de la Médecine. Cette subordination consiste dans une harmonie nécessaire, un concert essentiel, qui n'ont rien de commun avec ces dépendances de convention, ces soumissions serviles, qui semblent établies entre différens objets, pour élever l'un & rabaisser l'autre. Cette relation entre les Chirurgiens & les Médecins, a été établie dans tous les Etats de l'Europe, aussitôt que le partage s'y est introduit; elle se raporte en France aux chefs suivans, outre ceux dont il a déjà été question.

Devoirs  
extérieurs

§ I. Il paroît qu'avant même l'établissement juridique des Chirurgiens en France, la Faculté de Médecine de Paris étoit dans l'usage de leur faire prêter serment; il paroît aussi que cet usage se rallentit dans les siècles suivans: leur admission dans l'Université, les y rapella; & il fut dit que comme Ecoliers de la Faculté, ils viendroient tous les ans le lendemain

de la St. Luc , prêter serment entre les mains de son Doyen. Dans le courant du seizième Siècle , les Chirurgiens négligeoient de tems à autre , de satisfaire à ces engagements ; & au commencement du dix-septième, ils se dispensèrent tout-à-fait de comparoître.

Les Barbiers de Paris furent soumis encore plus fortement à cet hommage ; il fut dit par les contrats de leur filiation , que leurs Jurés viendroient avec le Lieutenant tous les ans , le lendemain de la St. Luc , prêter serment au nom de toute leur Communauté , à la Faculté , en lui payant deux écus d'or ; ce qui fut ratifié & confirmé par plusieurs Arrêts.

Les deux Communautés réunies, ayant essayé de se soustraire à cet usage , elles y furent rapellées par plusieurs Arrêts du Parlement , qui reduisirent la redevance à un écu d'or ; mais ces devoirs étant devenus un chef de controverse dans la dernière instance au Con-

seil , S. M. ordonna que les Chirurgiens présenteroient tous les ans à la Faculté, un catalogue de leurs Maîtres ; mais que les Médecins ne pourroient plus exiger d'eux , ni serment , ni redevance.

Police  
des dif-  
fections.

§ II. Les Princes ayant reconnu la nécessité de perfectionner l'Anatomie par la dissection des cadavres humains, la permirent aux Facultés de Médecine ; & en même tems ils leur enjoignirent de veiller à ce qu'on gardât les bienséances que demande la nature dans ces travaux. L'usage & la Jurisprudence des Arrêts, ordonnèrent aux Magistrats , Gouverneurs des Hôpitaux , & à l'Exécuteur de la Haute-Justice de Paris , de ne délivrer aucuns cadavres , que sur une Requête à eux présentée par le Doyen de la Faculté de Médecine de cette Ville ; & aux Chirurgiens & Barbiers , d'enlever aucuns cadavres sans cette Requête ; & plusieurs Maîtres Chirurgiens ont été punis corporellement , pour



avoir contrevenu à cette Police.

Cette Police étoit aussi suivie dans les Provinces ; mais elle est tombée en désuétude ; les Chirurgiens sont parvenus à en obtenir sur leur simple réquisition ; & ce nouvel ordre a été même établi dans les Reglemens de quelques-unes de leurs nouvelles Ecoles.

§ III. La présence des Médecins aux réceptions des Chirurgiens , est une fonction qui leur a toujours appartenu ; l'usage commença par la possession de ceux de Paris, à l'égard des Chirurgiens de Robe-Longue, & fut confirmée par la Jurisprudence des Arrêts. Les Barbiers furent encore plus expressément obligés à inviter à leurs actes, les Députés de la Faculté de Médecine, par leurs contrats ; par les Statuts de la Faculté ; & par un grand nombre d'Arrêts.

Assistance  
des Mé-  
decins aux  
Maitrises

Lorsque les uns & les autres furent incorporés , ils firent plusieurs tentatives , pour se délivrer de cette présence qui leur paroissoit oné-

reuse ; mais autant de fois qu'ils manquèrent d'inviter la Faculté à leurs maîtrises , autant de fois ils furent rapellés à ce devoir , par un grand nombre d'Arrêts , par leurs propres Statuts , & par ceux des Médecins.

Tous les autres Colléges de Médecine ont de semblables dispositions dans leurs titres ; cette assistance est même pour tout le Royaume une Loi générale qui a été prescrite par un grand nombre d'Ordonnances , & soutenue par un aussi grand nombre d'Arrêts. Son exécution a été un des motifs de la création des Médecins du Roi dans chaque Ville , pour remplir cette fonction à l'exclusion des autres : mais comme la création de cet Office n'est point la source de cette Police , les Chirurgiens ne sont point dispensés d'inviter les Médecins des lieux où il n'y a point de Médecin Royal ; tous Docteurs rentrent alors dans cette fonction, attachée à leur Profession.

Les Médecins donnent le nom de Présidence au rôle qu'ils jouent dans ces actes ; mais c'est une Présidence bien peu active : elle est établie , il est vrai , dans plusieurs des anciens Reglemens ; mais elle ne peut subsister avec les dispositions des modernes , qui leur enlèvent pareillement la voix délibérative. Quant aux interrogats , les Médecins dans plusieurs endroits ont fait consister leur dignité à les faire par eux-mêmes ; & partout ailleurs , en faisant un personnage muet ; & suivant les dispositions des derniers Reglemens , les Médecins de Paris interrogent les premiers. Une dernière fonction est d'empêcher que les interrogateurs ne s'échappent sur des questions étrangères à la Chirurgie.

Les Médecins de la Lorraine ont toujours eu soin de remplir toutes ces fonctions avec exactitude ; elles leur étoient attribuées par un grand nombre d'anciens titres ; & elles viennent de leur être confirmées solennellement.

## CHAPITRE V.

*De l'Académie Royale de Chirurgie.*

**L'**Académie de Chirurgie de Paris, doit son institution aux soins réunis de M M. Maréchal & la Peyronie, qui en jettèrent les premiers fondemens en 1731. Ce dernier rendit ses fondemens solides, par les grands biens qu'il lui légua. Sa générosité, le zèle de M. de la Martiniere son successeur, & les travaux de cette Société, furent des motifs assez puissans, pour engager notre Monarque à confirmer cet établissement. S. M. prit cette Académie sous sa protection, voulut qu'elle fut dirigée par le Secrétaire d'Etat, qui a le département de sa maison, & regla sa Police par un Règlement qui renouvela les anciens qui lui avoient déjà été donnés.

Cette Académie est divisée en 4 Classes ; la première est composée

de 40 Académiciens , qui ont la qualité de *Conseillers du Comité* ; la seconde , de 20 Académiciens , sous le titre d'*Adjoints au Comité* ; les uns & les autres choisis parmi les Maîtres de Paris : la troisième , de tous les autres Maîtres Chirurgiens de Paris , sous le titre d'*Académiciens libres* : la quatrième enfin comprend les *Affociés* tant François qu'étrangers. L'Académie choisit encore des Correspondans ; mais ceux-ci ne participent à aucuns des droits des Académiciens.

Les Officiers de cette Société , sont un Président né , qui est le P. Chirurgien du Roi , un Secrétaire & un Trésorier, qui sont perpétuels : celui-ci est le Lieutenant du P. Chirurgien : un Directeur , un Vice-Directeur, un Commissaire pour les Extraits , & un autre pour les Correspondances ; tous électifs & annuels.

L'objet de cette Société, est la perfection de la Chirurgie. Dans cette vue elle doit s'assembler ordinaire-



250      *Essai de Jurisprudence*  
ment tous les Jeudis de chaque semaine , au Collège des Maîtres en Chirurgie, & par extraordinaire sur la convocation du Président , pour conférer sur les Mémoires qui lui sont adressés, & distribuer les Prix fondés par M. de la Peyronie.

---

## CHAPITRE VI.

### *Des Démonstrateurs en Chirurgie*

Démon-  
strateurs  
de Paris.

§ I. **L**Es Chirurgiens de Paris apportent plusieurs titres qui prouvent que les Chirurgiens de St. Côme étoient dans l'usage de faire des Démonstrations de leur Art. Pour rendre ces Démonstrateurs plus exacts , quelques Membres de cette Compagnie , augmentèrent leurs appointemens par des dons qu'ils lui firent. Pour profiter de leur générosité , la Compagnie fit construire son superbe Amphithéâtre qui fut fini en 1691. Ces fonds ayant une seconde fois éprouvé les vicissitudes des tems



Les exercices ne se firent pas avec plus de régularité : l'émulation voulut suppléer aux récompenses : mais notre Monarque en assura la création en 1724, par l'établissement de cinq Démonstrateurs Royaux, & il pensionna sur ses Domaines : M. de la Peyronie leur en ajouta un sixième, & légua en même temps des fonds pour six Adjoints, qui feroient les mêmes cours.

Dans l'hiver, deux de ces Démonstrateurs démontrent l'Anatomie, & deux autres les opérations Chirurgicales ; dans l'été les principes de la Chirurgie sont démontrés par six d'entr'eux, dont deux sont déposés à la Physiologie, deux à la Pathologie, & deux à la Thérapeutique. Les deux derniers enfin démontrent les accouchemens, l'un en faveur des Collèges en Chirurgie, l'autre en faveur des Sages-Femmes.

Le Roi a de plus ordonné l'établissement d'une Ecole-Pratique sur les fonds qu'a laissé M. de la Pey-

ronie ; les Elèves qui pendant cours de principes ont satisfait aux interrogations de leurs Démonstrateurs , y sont admis à faire les dissections Anatomiques & les opérations Chirurgicales , sous les yeux des Démonstrateurs en cette part.

Démon-  
strateurs  
des autres  
Commu-  
nautés.

§ II. L'exemple de Paris influent bientôt sur les Provinces. Le Roi érigea en 1738 , un Démonstrateur Royal , pour démontrer à Rouen l'Anatomie & la Chirurgie. Suivant ayant pareillement érigé à Montpellier 4 places de Démonstrateurs en 1741 , M. de la Peyronie lui en ajouta un cinquième , & laissa des fonds pour renter ces cinq Démonstrateurs & leurs Adjoints, & pour faire construire un Amphithéâtre semblable à celui de Paris. Le Consulat de Lyon établit pour les mêmes Sciences en 1745 , cinq Démonstrateurs en cette Ville. Les Chirurgiens de Bordeaux obtinrent l'établissement de 4 Démonstrateurs dans leur Communauté en 1752 ; il en fut créé 4 dans la Ville

à Toulon en 1754, sous le titre  
de *Professeurs & Démonstrateurs*  
*Royaux* en Chirurgie ; enfin Mgr.  
le Duc d'Orléans en a fait instituer  
dans la Ville d'Orléans en 1759.

Les Reglemens de la Marine &  
des Hôpitaux Militaires, portent  
aussi qu'il sera fait des cours d'Ana-  
tomie & de Chirurgie dans les  
Villes Maritimes, & les places for-  
tes. Les Statuts généraux de la  
Chirurgie, portent qu'il en sera  
fait de même dans toutes les Com-  
munautés des Chirurgiens.

---

## CHAPITRE VII.

### *Des Etudes de Chirurgie.*

§. **L**A tradition nous apprend <sup>Apren-  
tissages.</sup> que les Chirurgiens de St.  
Cosme, exigeoient que leurs Aspi-  
rans eussent été instruits dans la  
Médecine, pendant plusieurs an-  
nées, sous des Maîtres de leur  
Communauté. Pour les Barbiers  
qui ne parvenoient à la maîtrise,

254 *Essai de Jurisprudence*  
qu'après un apprentissage régulier  
& un service de plusieurs années  
chez les Maîtres. Les Reglemens  
de ceux-ci sur cet objet , prévaloi-  
rent dans les deux Communautés  
réunies.

La nécessité des apprentissages &  
des années de service , a pareille-  
ment été prescrite par tous les Sta-  
tuts généraux & particuliers de  
Chirurgie des Provinces , & a été  
maintenue par la Jurisprudence &  
Arrêts. Ces Reglemens portent que  
les Maîtres de chef-d'œuvre sont  
les seuls qui puissent faire d'  
Apprentifs, & avoir des Alloués.

Fréquen-  
tation des  
Cours.

§ II. Dans l'établissement de  
Chirurgie en Europe , ceux qui  
vouloient l'exercer, furent astreints  
à en prendre des leçons dans les  
Ecoles de Médecine. Ceux de Pa-  
ris y furent spécialement obligés  
& assujétissoient de plus leurs Elè-  
ves à un cours de Chirurgie de  
deux années. Les Barbiers suivant  
leurs contrats , étoient obligés de  
suivre les leçons de la Faculté pé-

ant 4 années. Plusieurs autres Collèges de Médecine portoient la même Loi ; mais elle n'est plus observée qu'en Lorraine , où les Chirurgiens sont obligés depuis long-tems de prendre des leçons des Professeurs de Pont-à-Mousson , avant d'être admis à la maîtrise.

Après l'établissement solennel des cours de Chirurgie , le Ministre a voulu les rendre profitables au Public ; il a été ordonné à tous les Aspirans de Paris & de Montpellier , de faire le cours de Chirurgie de 3 années , & d'en rapporter des attestations , lorsqu'ils se présenteront à la maîtrise. La nécessité de ces cours n'a point encore été établie pour les autres Communautés ; mais le Roi a voulu exciter l'émulation , par des Privilèges & des exemptions que S. M. a accordé à ceux qui les ont faits.

Il n'est point encore précisément décidé par les Statuts, que les 3 an-

nées de service que les Aspirans sont obligés de passer chez les Maîtres, puissent être compensées par le cours de Chirurgie ; mais plusieurs motifs décident cette question. On ne pourra disconvenir que les Hôpitaux & les Amphithéâtres présentent plus de moyens d'instruction, que les boutiques.

La Police établie pour les cours de Chirurgie, défendent aux Peruquiers & à leurs Garçons d'y assister, & aux Chirurgiens d'y entrer avec aucunes armes, & leur enjoignent de s'y comporter avec respect.

Etude  
des Let-  
tres.

§ III. Les Chirurgiens de Robe Longue exigeoient encore que leurs Aspirans apportassent au moins des attestations de Philosophie ; il fut même porté dans des Ordonnances, qu'aucun ne seroit reçu en l'Art & Science de Chirurgie, s'il n'étoit instruit de la Langue Latine : cependant ces Chirurgiens ne faisoient point difficulté de déroger à une Loi qu'ils s'étoient imposée eux-mêmes



eux-mêmes. Pour les Barbiers , ils n'avoient rien de semblable dans leurs Usages & leurs Reglemens ; & après leur union , il ne fut plus question de Maîtrise-ès-Arts , ni de latin.

La nécessité des Lettres fut renouvelée pour Paris en 1743 , par l'Autorité Royale, qui ordonna qu'il n'y seroit plus reçu de Chirurgien , s'il n'étoit Maître-ès-Arts. Pour justifier cette Loi, les Chirurgiens répandirent plusieurs écrits, dans lesquels ils prouvèrent qu'il étoit nécessaire de joindre les Lettres à la Chirurgie, considérée comme Science & comme Art : les solides raisons qu'ils alléguèrent pour appuyer cette assertion , furent bientôt combattues par la Faculté de Médecine , qui entreprit au contraire de démontrer l'inutilité , & même le danger des Lettres dans un Chirurgien.

Les raisons de la Faculté prévalurent , & attirèrent de l'Autorité Royale, des modifications à la Loi

258     *Essai de Jurisprudence*  
de 1743. Il fut dit que la Compagnie des Chirurgiens de Paris, seroit composée de deux sortes de Maîtres : les Gradués qui auroient été reçus Maîtres ou Aggrégés dans la Faculté des Arts de Paris, & qui jouiroient seuls à ce titre des Privilèges académiques ; & les Associés qui auroient fait les apprentissages, suivi les cours & subi les épreuves de Chirurgie prescrits par les Reglemens. Il fut réglé spécialement que la Maîtrise-ès-Arts ne pourroit être exigée des Chirurgiens Commensaux, ni des gagnans-Maîtrise des Hôpitaux.

L'esprit d'aigreur s'étant affoibli depuis cette époque, les Médecins commencent à reconnoître que leurs véritables intérêts, ainsi que l'illustration de la Chirurgie, sont attachés à la réunion des Lettres avec cet Art. On ne les entend plus murmurer contre la Loi sage qui l'a opérée; ils se plaignent au contraire de la voir pour ainsi dire dans l'exécution, & bornée à la Capitale.

## CHAPITRE VIII.

*Des Receptions à la Maîtrise de Chirurgie.*

§ I. **O**N distingue en général <sup>Généralités.</sup> deux sortes de Maîtrises pour la Chirurgie : le chef-d'œuvre & la légère expérience. Dans l'une & dans l'autre, l'Aspirant doit commencer par se choisir un conducteur, parmi les Maîtres de la Communauté, pour le diriger dans ses exercices, & réparer les fautes qu'il pourra faire. Ce conducteur ne peut conduire qu'un Aspirant à la fois, & n'a point voix délibérative dans les actes des Aspirans, jusqu'à ce qu'il soit déchargé du sien.

Le conducteur choisi, l'Aspirant présente au P. Chirurgien ou à son Lieutenant, une Requête, à laquelle il joint les pièces requises pour la Maîtrise. Si les Prévôts estiment que ses qualités soient suffisantes, toute la Compagnie est convoquée ; un certain nombre de

Maîtres sont préposés pour l'interroger ; tous délibèrent sur sa capacité ; de chaque examen, il est rédigé un acte sur les Registres ; & l'Aspirant est reçu en prêtant serment , entre les mains du P. Chirurgien ou de son Lieutenant , qui lui font délivrer une expédition de ses Lettres de Maîtrise.

Les Cours Souveraines ont toujours été très-sévères , dans l'exécution des Statuts, relativement aux tems d'étude & à la rigueur de examens. La réclamation d'un feu des assistans , a souvent suffi pour contrebalancer & réprimer l'indulgence de tout un Corps. Cette rigueur cependant n'a point empêché qu'un grand nombre de Communautés n'admissent tous ceux qui leur présentoient de la finance en place des pièces justificatives de leurs études , & de la science requise par les Reglemens. Les plaintes continuelles présentées sur ces abus à MM. le Chancelier les Procureurs Généraux , le I

Médecin & aux Facultés de Médecine, ont engagé S. M. à renouveler les anciens Reglemens, par de nouvelles dispositions des plus strictes & des plus rigoureuses. Le peu de zèle cependant que les Magistrats inférieurs témoignent pour leur manutention, laisse les désordres continuer dans bien des endroits. La Communauté des Chirurgiens de la Flèche entr'autres, *présidée par son Médecin Royal*, paroît vouloir faire consister sa gloire dans la protection qu'elle donne ouvertement au Charlatanisme à cet égard : la conduite qu'elle tient dans l'aprobation des juges d'urine, qui de toutes parts vont reclamer son indulgence criminelle, mérite autant de reprehension qu'elle produit d'abus.

Un grand nombre d'Ordonnances & d'Arrêts, contiennent des Tarifs des Droits qui doivent être perçus pour chaque réception ; les Communautés ne peuvent passer outre, sans s'exposer



262      *Essai de Jurisprudence*  
à la peine des concussionnaires.

Les Communautés des Chirurgiens des Provinces, ne sont point Juges en dernier ressort, de la capacité des Aspirans qui se présentent à elles : le P. Barbier, & après lui le P. Chirurgien, ont toujours été dans l'usage & la possession d'examiner une seconde fois dans leur Communauté de Paris, ceux qui prétendent avoir essuyé ailleurs des refus injustes.

Chef-  
d'œuvre à  
Paris.

§ II. Les actes, examens & chef-d'œuvres requis pour la reception à Paris, sont énoncés dans les derniers Statuts de cette Communauté, dont les principales dispositions ne sont qu'un renouvellement des anciens Reglemens, & ont été modifiées & interprétées, par un grand nombre d'autres rendus postérieurement.

Ces Reglemens accordent aux fils des Maîtres, des Privilèges qu'on n'ont point les autres Aspirans ceux-ci ne peuvent se présenter à la Maîtrise qu'au mois de Mars, le



premiers peuvent se présenter en tout tems : ils ne payent que la moitié des droits ordinaires ; ils sont préférés aux Apprentifs dans le cours de leurs actes ; & ceux-ci le sont aux garçons des Maîtres.

Le grand chef-d'œuvre que les uns & les autres doivent subir , est composé d'une immatricule , d'une Tentative , d'un premier & d'un dernier examen , de 4 semaines & de la prestation de serment.

L'immatricule de l'Aspirant sur les Registres de la Communauté , se fait après qu'il a été trouvé suffisant dans un examen sommaire , que lui font subir les 4 Prévôts , sur les principes de la Chirurgie.

Dans l'examen de la Tentative , l'Aspirant est interrogé par 13 Maîtres. Les interrogats du premier examen, se font par neuf Maîtres, & ceux du dernier examen par douze.

Les 4 semaines sont entre le premier & ce dernier examen. L'Aspirant y est interrogé par les 4 Pré-

vôts : la première ou celle d'Ostéologie, est composée de deux actes, sur la Démonstration du Squelette, & les opérations qui se pratiquent pour les maladies des os. Cette semaine est suivie de celle d'Anatomie, composée de six jours & demi consécutifs, pendant lesquels l'Aspirant fait le matin les opérations Chirurgicales, & le soir les Dissections Anatomiques. La troisième est composée de deux actes sur la théorie & la pratique des saignées. La quatrième enfin, est pareillement composée de deux actes, sur les médicamens simples & composés.

Dans l'acte de reception ou de prestation de serment, le P. Chirurgien du Roi ou son Lieutenant, propose à l'Aspirant tel nombre de questions qu'il juge à propos, & lui propose une maladie dont il fait sur le champ son rapport par écrit.

Au lieu de ce dernier acte, les Maîtres-ès-Arts soutiennent en latin un examen public sur des matières

concernant l'Anatomie & les opérations de Chirurgie ; & répondent aux difficultés qui leur sont proposées par les Députés de la Faculté de Médecine , & par les Maîtres Chirurgiens.

Les Droits fixés pour tous ces actes , montent environ à 3500 liv.

Les nouveaux Maîtres sont encore obligés d'assister pendant deux ans aux grandes opérations qui se font dans les Hôpitaux de cette Ville.

§ III. La forme du chef-d'œuvre dans les autres Communautés , a été établie par les anciennes Ordonnances & l'usage ; augmentée & réglée par la Jurisprudence des Arrêts ; & confirmée & perfectionnée dans les derniers Reglemens.

Chef-  
d'œuvre  
dans les  
autres  
Commu-  
nautés.

L'Aspirant doit être âgé de 22 ans , & de 20 ans , s'il est fils de Maître ; le même ordre de préférence ci-dessus décrit, est établi dans la concurrence des Aspirans ; & les fils de Maîtres, ainsi qu'un de leurs gendres , ne payent pareillement que moitié Droits.

Ce chef-d'œuvre est composé d'une immatricule , qui se fait après un examen sommaire , que le Lieutenant & les Prévôts font subir à l'Aspirant sur les principes de la Chirurgie ; d'un premier examen dans lequel il est interrogé par 4 Maîtres , les Prévôts & le Lieutenant , sur les principes de la Chirurgie , le chapitre singulier & sur le général des tumeurs , des playes & des ulcères ; de trois semaines d'Ostéologie , composées chacune de deux actes dans lesquels il est interrogé par deux Maîtres , les Prévôts & le Lieutenant ; sçavoir , dans la première sur l'Ostéologie & les maladies des os ; dans la seconde , sur l'Anatomie & les opérations Chirurgicales ; & dans la troisième , sur la saignée & les médicamens Chirurgicaux : enfin d'un dernier examen de rigueur , dans lequel il est interrogé sur la pratique , par six Maîtres , les Prévôts & le Lieutenant.

Les Droits prescrits pour tous

ces actes , montent à 500 liv. environ , sans compter 2 liv. qui se payent à chacun des Maîtres présents au premier & dernier examen.

Plusieurs Communautés sont dans l'usage louable de renchérir sur la rigueur de ces épreuves ; & même celles de Montpellier & de Bordeaux, l'ont fait autoriser dans leurs Statuts particuliers , qui ont augmenté leurs Droits en même proportion ; mais celles chez qui cet usage n'est point fondé sur la Loi , ne peuvent faire grossir leurs honoraires , sous prétexte d'augmentation des actes probatoires.

§ IV. Les Chirurgiens de tous les lieux où il n'y a point de Communauté , ont toujours été obligés de subir l'examen pour être admis à la Maîtrise. Les anciennes Ordonnances ont établi cet ordre , la Jurisprudence des Arrêts l'a confirmé , & les derniers Statuts de la Chirurgie , ont réglé la nature de l'expérience légère qu'ils doivent subir.

Légère-  
expérien-  
ce.

Les Aspirans des Villes sont obligés de payer pour tous Droits 106 liv. & de subir deux examens , le premier, sur l'Anatomie , l'Ostéologie & les maladies des os ; le second, sur les saignées , les apothèmes , playes , ulcères , & médicamens ; & y sont interrogés par deux Maîtres , les Prévôts & le Lieutenant.

Ceux des Bourgs & Villages subissent un seul examen sur les principes de la Chirurgie , les saignées , les apothèmes , les playes & les médicamens , & payent la somme de 70 livres.

Quelques Communautés sont aussi dans l'usage & le droit d'exiger de plus grandes épreuves & de plus grands frais.





## C H A P I T R E IX.

*Des Aggrégations aux Commu-  
nautés des Chirurgiens.*

§ 1. **I**L suit des dispositions des <sup>Généralités.</sup> anciens & nouveaux Reglemens qui reglent ces districts des Communautés, qu'un Maître qui transfère son domicile dans un autre, est sujet à une nouvelle reception : lorsqu'il va s'établir dans un lieu où la Maîtrise ne se donne qu'après des épreuves plus rigoureuses que celles qu'il a déjà subies; mais si la Maîtrise se donne dans le lieu de son second domicile, après des épreuves moins rigoureuses, il ne peut être sujet à une seconde reception. Enfin si la Maîtrise est égale dans l'un & l'autre lieu, la sureté publique & l'avantage des Maîtres, se tempèrent reciproquement par le droit d'Aggrégation.

§ II. Les Chirurgiens de Paris <sup>Aggrégation à Paris.</sup> aggrègent à leur Corps, les Maîtres qui ont exercé la Chirurgie avec

réputation , au moins pendant 20 ans dans les Villes où il y a Parlement & Archevêché ; les Elèves qui ont gagné leur Maîtrise par leur service gratuit dans les Hôpitaux de Paris pendant six ans ; & les Chirurgiens Commensaux. Ces Aggrégés prennent rang dans la Compagnie, du jour de leur aggrégation.

Les Maîtres & les gagnans-Maîtrises , sont obligés de subir pour leur aggrégation deux examens , l'un sur la théorie , & l'autre sur les opérations de Chirurgie , pardevant le premier Chirurgien ou son Lieutenant & les Prévôts : ceci cependant a souffert des difficultés à l'égard de quelques Hôpitaux : Les Commensaux sont aggrégés sur le rapport qu'ils font par écrit d'une maladie que leur désigne le P. Chirurgien : les Privilégiés suivans la Cour , sont obligés de subir un examen, pardevant le P. Chirurgien ou son Lieutenant , & les Prévôts.

Les Statuts portent que les ga

gnans-Maîtrise, payeront environ 1000 liv. pour leur aggrégation, les Maîtres, le double; & les Communaux 600 liv. seulement.

§ III. Les derniers Reglemens de la Chirurgie, ont établi des regles générales sur les aggrégations. Ils n'accordent cette faveur qu'aux Maîtres qui ont exercé la Chirurgie pendant dix ans dans la Ville où ils ont été reçus; & aux Elèves qui ont servi les pauvres malades gratuitement pendant six ans dans un Hôpital. Les derniers Statuts de la Communauté de Bordeaux, n'accordent même ce Privilège qu'aux Maîtres des Villes où il y a Evêché.

Aggréga-  
tion aux  
autres  
Commu-  
naux.

Ceux qui ont droit d'aggrégation, ne sont tenus qu'au paiement du tiers des Droits fixés pour les réceptions ordinaires; & à subir une légère expérience sur les principales parties de la Chirurgie, pardevant le Lieutenant & les Prévôts.

Il faut excepter de ces regles, les Maîtres Chirurgiens de Paris, qui

ont droit de se faire agréger dans toutes les autres Communautés , sans aucune nouvelle expérience , & en payant seulement les Droits de la bourse commune. Ils y prennent de plus séance du jour de leur réception à Paris. Les anciens Statuts des Chirurgiens de Montpellier, leur accordoient aussi quelques faveurs à cet égard , mais leurs dispositions n'ont point été confirmées par les modernes.

Le Roi a accordé aux Chirurgiens que S. M. entretient dans la Marine , & aux Chirurgiens-Majors de ses Hôpitaux Militaires , la faculté de se faire agréger aux Communautés des Villes où ils sont établis , en subissant un seul examen de pratique , pardevant le Lieutenant du P. Chirurgien ; en dressant un rapport par écrit sur un sujet qu'il lui désigne ; & en payant pour tous frais la somme de 20 liv. Plusieurs Villes sont exceptées de ces dispositions. De plus les Arrêts du Conseil qui accordent cette faveur

faveur aux uns & aux autres , ne sont point revêtus des formalités qui puissent leur donner la force de Loi.

---

## CHAPITRE X.

### *Des Sages-Femmes.*

§ I. **L'**Art des accouchemens étoit en honneur chez les plus anciens Peuples. Les monumens qui le démontrent , prouvent en même tems , que les femmes seules étoient dépositaires de cet Art. Les Athéniens le firent passer entre les mains des hommes ; mais la pudeur reprit bientôt ses droits ; & ce n'a été que dans ces derniers siècles , que les femmes d'Europe, victorieuses du préjugé , se sont accoutumées à s'adresser à des hommes dans les cas difficiles , où la science & les forces de leur sexe, se trouveroient en défaut.

Ministère  
des Sages-Femmes.

Les Sages-Femmes avoient , pour ainsi dire , toutes les maladies des

femmes dans le ressort de leur Profession , chez les Grecs , les Romains , & les Arabes ; leurs fonctions s'étendoient même jusqu'à faire les mariages , & apaiser les parties ; mais en France , leur ministère est borné à l'Art des accouchemens ; l'exercice de la Médecine & de la Chirurgie, leur est interdit ; les Lettres de Maîtrise qu'on leur délivre, & la Jurisprudence des Arrêts, les bornent même au travail de l'accouchement naturel , & leur enjoignent expressement, d'appeler des Accoucheurs , dans les cas difficiles & laborieux. Celles qui sous le nom de Sages, exercent des fonctions qui portent avec elles l'infamie , se rendent aussi coupables de la réprobation Divine , que de la répréhension Civile.

Reception des  
Sages-  
Femmes.

§ II. Les Sages-Femmes de Paris ne reconnoissoient autrefois que les Médecins & Chirurgiens du Châtelet dans leurs épreuves ; mais il a été apporté des changemens à cet usage ; les Aspirantes âgées au



moins de 20 ans , après avoir fait leur Apprentissage , si elles ne sont pas filles de Maîtresses , & avoir fait un cours d'accouchement , sont présentées par une des Jurées Sages - Femmes du Châtelet au P. Chirurgien , ou à son Lieutenant ; sont interrogées à St. Côme , par eux & les 4 Prévôts ; les 4 Chirurgiens & les 4 Jurées Sages-Femmes du Châtelet ; & sont reçues Maîtresses , en payant 169 liv. 5 s. Elles sont ensuite présentées par les mêmes conductrices , au Lieutenant Criminel du Châtelet , qui leur fait prêter serment , & ordonne l'enregistrement de leurs Lettres, information préalablement faite de leurs vie & mœurs , à la Requête de M. le Procureur du Roi.

Les Aspirantes des autres Villes où il y a Communauté, sont tenues pareillement de faire Apprentissage , & ne sont admises qu'au même âge, à subir l'examen pardevant le Lieutenant , les Prévôts , & la plus ancienne Sage-Femme , &

276      *Essai de Jurisprudence*  
sont reçues en payant 37 liv. Celles des Villes sans Communauté, sont reçues pareillement après avoir subi un examen, & payé 23 liv. Pour celles des Villages, leur examen n'est prescrit que pour leur instruction; & elles doivent être reçues, en payant seulement 10 l. & même gratuitement, si elles sont pauvres.

Les Communautés de Versailles, de Montpellier & de Bordeaux, sont dans le droit d'exiger des Sages-Femmes de plus longues études, des preuves plus rigoureuses, & des honoraires plus considérables.

Inspection des  
Curés sur  
les Sages-  
Femmes.

§ III. Un des principaux soins des Curés, est de veiller à l'instruction & approbation des Sages-Femmes de leurs Paroisses, & à l'acquiescement de leurs devoirs.

L'instruction que les Prêtres doivent aux Sages-Femmes, regarde principalement l'administration du Sacrement de Baptême: c'est ce qui leur est expressément recommandé par des Décrets de plusieurs

## Synodes Diocésains de l'Eglise Gallicane.

Il leur est pareillement enjoint d'employer un soin particulier , pour connoître & regler les mœurs de celles qui se destinent ou s'occupent à l'exercice de cette Profession. Plusieurs Canons enjoignent même aux Evêques , de punir celles qui voudroient exercer les accouchemens , avant d'avoir l'approbation par écrit de leur Curé ; & d'avoir prêté serment entre ses mains. La plûpart des Evêques en conséquence ont fait exprimer dans leurs Rituels , la formule du serment que les Curés doivent leur faire prêter ; mais comme ces Loix Canoniques ne sont point appuyées de l'Autorité Royale, elles ne peuvent avoir lieu qu'autant qu'elles ne troubleront point l'ordre établi pour leur approbation autentique , par les Médecins & les Chirurgiens ; & les Reglemens ne leur accordent à cet égard , d'autre fonction , que celle de leur délivrer

les certificats de vie & mœurs.

Les Curés, outre la voix des remontrances dont ils peuvent user, pour faire ressouvenir les Sages-Femmes de leurs devoirs, peuvent exiger qu'elles les avertissent de la naissance des enfans qu'elles auront reçus, & leur rendent compte de la manière dont elles auront sondoyé ceux qu'elles auront trouvés en danger : les Ordonnances y sont formelles.

---

## CHAPITRE XI.

*De ceux qui ne sont préposés qu'à une partie de la Chirurgie.*

**T**ous ceux qui sont bornés à des fonctions particulières de la Chirurgie, sont en général soumis au P. Chirurgien & à ses Communautés, sans pouvoir former des Corps séparés.

Les Reglemens rendus pour Paris, portent que les Restaurateurs ne seront admis à cette Profession,

qu'après avoir fait la légère expérience, composée de deux examens, sur la théorie & la pratique, & payé près de 2000 liv.; que les Dentistes, Oculistes, Lythotomistes & autres, ne pourront pareillement en faire les fonctions, qu'après avoir subi un examen pardevant le P. Chirurgien ou son Lieutenant, & payé environ 450 liv. Les Experts pour les hernies, sont de plus soumis au P. Médecin du Roi, sont sujets au même examen, après avoir fait Apprentissage, & sont bornés à la confection & à l'application des bandages, sans pouvoir faire aucune opération, ni incision.

Les Statuts des Chirurgiens des Provinces, portent de même que ceux qui ne sont préposés qu'à une partie de la Chirurgie, seront obligés de se faire recevoir dans une Communauté, en payant la somme de 150 liv. Quelques Reglemens particuliers, ont des dispositions plus étendues.

## CHAPITRE XII.

*Des Veuves de Chirurgiens , &  
des Chirurgiens Privilégiés.*

**L**Es Privilèges sont en général le droit d'exercer une Profession, sans y avoir été reçu Maître. Les Apprentifs & les Garçons Chirurgiens, ne sont pas dans ce cas ; l'exercice de la Chirurgie leur est interdit , lorsqu'ils ne sont point au service des Maîtres. Les Chirurgiens entretenus dans les Troupes du Roi , se regardent comme Privilégiés ; mais la tolérance qu'on a pour eux , est contraire aux Statuts & Arrêts , qui leur défendent d'exercer la Chirurgie sur autres personnes, que sur les Soldats de leurs Régimens & Compagnies.

Les anciens Reglemens défendoient à tous Maîtres Chirurgiens, d'affermir leurs Boutiques , & vouloient qu'ils les tinssent actuellement , & en perçussent manuelle-



ment les émolumens. Ces dispositions ont été confirmées par la Jurisprudence moderne des Ordonnances , qui leur défendent sous différentes peines , de louer leurs Privilèges , & d'avoir deux Boutiques à la fois ; ainsi que par un grand nombre de Jugemens qui ont puni des contrevenans, suivant la rigueur des Ordonnances.

Les Chirurgiens Commensaux étoient autrefois soumis à la même Police ; mais elle a été changée en leur faveur par les derniers Reglemens , qui leur permettent de faire exercer la Chirurgie à Paris en leur place , par tels Garçons qu'ils jugeront convenables , sans être obligés à résidence , & sans cependant pouvoir tenir deux Boutiques à la fois sous ce prétexte.

Les plus anciens Reglemens ont conservé aux veuves des Maîtres Chirurgiens , le Privilège de leurs maris , & elles y ont été maintenues par la Jurisprudence des Arrêts. Ces Reglemens cependant

leur enjoignoient, ainsi qu'aux Maîtres, de recevoir manuellement les émolumens de leurs Boutiques. Les Chirurgiens de Paris ont pris en différens tems, bien des mesures pour soutenir cette Police, & les empêcher de louer leurs Privilèges; mais elles ont toujours été infructueuses.

La continuation de l'exercice de la Chirurgie, a été long-tems disputée aux veuves des Chirurgiens Commensaux; mais elles ont été maintenues par les Ordonnances & les Arrêts, dans le même Privilège des veuves des Maîtres.

Après ces vicissitudes, ce Privilège a été enfin confirmé aux unes & aux autres pendant leur veuité seulement, & réglé par les Statuts modernes de la Chirurgie. Ceux de Paris leur permirent de tenir Boutiques ouvertes, sans être obligées d'y résider; & en conséquence leur enjoignirent de présenter aux Lieutenant & Prévôts un Garçon, pour être par eux exa

miné, & admis s'il est trouvé capable. La même Police a été établie par les Statuts généraux & particuliers des Provinces, qui enjoignent aux veuves d'occuper les lieux en personne.

Les Privilégiés sont bornés à l'exercice commun de la Chirurgie, par les Statuts & Arrêts qui leur défendent d'entreprendre aucune opération décisive, ni de lever aucun apareil dans les occasions importantes, sans appeler un Maître.

---

## CHAPITRE XIII.

### *De la Police de la Chirurgie.*

P Our entretenir le bon ordre & la Police dans la Chirurgie, les Statuts anciens & nouveaux, ont attribué aux Officiers qui représentent chaque Communauté, une certaine inspection sur tous les Supôts. Cette inspection consiste dans la connoissance première des contraventions, pour les punir el-

les-mêmes , ou requérir le bras du Magistrat de Police. En conséquence il a été enjoint, sous peine d'amende , aux Maîtres, Veuves , Privilégiés, Aspirans & tous autres soumis à la Communauté , de se présenter à la Chambre , chaque fois qu'ils seront mandés.

Pour veiller à l'exécution des Statuts, & découvrir les contraventions , il est ordonné aux Prévôts , de faire des visites , toutes-fois & quantes ils le jugeront à propos , dans tous les lieux Privilégiés ou non Privilégiés. Il est pareillement enjoint au Lieutenant , de faire tous les ans avec son Greffier , une semblable visite , chez tous ceux qui ont droit d'exercer la Chirurgie dans son ressort , pour examiner s'ils sont munis des instrumens & médicamens nécessaires ; & s'ils ne tombent point dans quelques abus. Les uns & les autres doivent faire leur rapport à la Police , de ce qu'ils ont pû découvrir.

## CHAPITRE XIV.

*Des Devoirs des Chirurgiens.*

§ I. **L'**Etablissement des Chirurgiens en France, ayant commencé par une Confrairie purement religieuse en l'honneur de St. Cosme & de St. Damien, dans leur Eglise de Paris, les exercices de piété qui y furent introduits, furent des devoirs pour eux.

exerci-  
ces de pié-  
té des Com-  
munautés.

Cette Confrairie est entretenue aux dépens des Chirurgiens, qui avant d'être admis aux examens, sont obligés de s'y faire associer, en payant la somme de 100 liv. Les Chirurgiens en sont aussi les Directeurs, ainsi que de celle de Luzarche, qui n'en fait qu'une avec celle de Paris. Cette administration leur a été confirmée par plusieurs Arrêts.

Tous les lundis, les Chirurgiens font célébrer une Messe pour les Confrères. Les Aspirans à la Maîtri-

se, sont obligés d'y assister tous les premiers lundis de chaque mois, sous peine d'amende.

Tout le monde est admis dans cette Confrairie, en payant 10 sols d'entrée, & 5 sols par an.

Les Barbiers de Paris avoient une semblable Confrairie dans l'Eglise du Sépulchre; mais elle cessa à l'union.

Les anciens Statuts des Chirurgiens des Provinces, les établissoient pareillement en Confrairies, & regloient les pieux exercices qui devoient s'y pratiquer. Les nouveaux enjoignent aux Lieutenant & Prévôts, de faire tous les ans célébrer un Service à la Fête de St. Cosme, & à tous les Maîtres d'y assister.

Devoirs  
recipro-  
ques des  
Maîtres  
Chirurgiens.

§ II. Il a été parlé des égards que se doivent réciproquement les Artistes d'une même Profession. Les Reglemens de la Chirurgie enjoignent particulièrement aux Chirurgiens, sous peine d'amende, de ne point lever les apareils de leur



Confrères, sans les y avoir apellés.

Les mêmes Reglemens , pour entretenir la même union , défendent à tous Maîtres & veuves, non-seulement de se soustraire reciproquement leurs aides ; mais même d'en recevoir chez eux sans un certificat par écrit de celui de chez qui ils sortent ; défendent aux Garçons d'entrer au Service d'un Maître du voisinage de celui qu'ils quittent , & aux Sages-Femmes de demeurer plusieurs dans la même maison , sans le consentement de l'ancienne.

Ces égards s'étendent même jusqu'après la mort ; plusieurs Reglemens enjoignent, sous peine d'amende, aux Chirurgiens , de donner les dernières marques d'amitié à leurs Confrères décedés , en assistant à leurs funérailles.

§ III. Lorsque la Barberie étoit unie à la Chirurgie , il étoit de l'intérêt de leurs Artistes , d'avoir des lieux destinés à recevoir ceux qui avoient besoin de leur

Devoirs  
des Chi-  
rurgiens ,  
relatifs au  
Public.

ministère. La désunion de ces deux Professions ayant abattu les Boutiques des Chirurgiens , il a été réglé à Paris , que pour y suppléer , ils auroient à leur porte des Ecriteaux indicatifs , de leur Profession , & seroient tous obligés d'avoir une salle basse , où il y auroit toujours un de leurs Elèves , pour donner les premiers secours à ceux qui en auroient besoin. Les mêmes précautions étant inutiles , dans les Provinces , le Ministère n'y a pas fait d'attention.

Autrefois la plûpart des crimes demeuroient impunis , par l'asile que trouvoient les coupables dans les lieux sacrés. Pour pallier cet abus , les anciennes Ordonnances prescrivoient aux Chirurgiens & aux Barbiers , d'avertir le Prévôt de Paris , des blessés qu'ils y auroient pansé. Le même devoir a été renouvelié pour les Chirurgiens , par un grand nombre d'Ordonnances, & des Statuts qui leur enjoignent d'avertir les Commis-  
saires

faïres du Châtelet, des blessés qu'ils auront pansés dans les 24 heures, sous peine d'amende & d'interdiction ; & plusieurs ont été punis, pour n'y avoir pas satisfait.

Il y a certaines méthodes de guérir qui, abstraction faite de leur utilité, ont été prohibées aux Médecins, comme contraires à la Religion ou aux bonnes mœurs : il y a eu de semblables opérations interdites aux Chirurgiens pour les mêmes motifs ; la transfusion du sang est de cette classe. Il a été pareillement défendu de faire la castration, lorsqu'elle ne seroit pas nécessaire par maladie.

§ IV. Le principe des devoirs des Accoucheurs & des Sages-Femmes, est de ne rien faire que pour l'utilité de la mere & de l'enfant. Le plus grand crime qu'ils puissent commettre contre l'exécution de ce précepte, seroit de laisser périr, ou même de faire périr l'enfant. S'il est volontaire, il est puni de mort. Il est cependant des

Devoirs  
des ACCOU-  
cheurs &  
Sages -  
Femmes.

circonstances dans lesquelles on peut faire mourir des fœtus ; si des monstres naissent avec une figure de bête , on est dans l'usage de les étouffer aussitôt ; mais cette pratique contraire aux Loix de l'humanité , a été suivie avec trop de légèreté.

On a mis en problème, s'il étoit du moins permis à un Accoucheur de tuer la mere ou l'enfant , pour sauver l'un ou l'autre , ou même pour donner le Baptême à l'enfant , lorsque la mort de l'un & de l'autre est certaine par tout autre moyen. Les Théologiens , les Canonistes & les Médecins sont partagés sur cette question : mais on a d'autant plus de raison à soutenir la négative , que la supposition présente se trouve très-rarement réalisée dans la pratique , & que son allégation donnée trop légèrement , pourroit donner lieu à des abus très-pernicieux.

Lorsque la mere meurt dans ces tristes circonstances , les Canons de

plusieurs Conciles , le Rituel Romain, & ceux d'un grand nombre de Diocèses , & les Théologiens ont fait un devoir aux Accoucheurs & Sages-Femmes, de l'ouvrir, aussitôt qu'elle est expirée , pour donner le Baptême, ou même la vie à son enfant. L'exécution de ce devoir est si importante, qu'elle oblige les Magistrats à autoriser les Accoucheurs à pratiquer cette opération , dans les cas où les parens feroient difficulté d'y consentir , sous des prétextes ridicules.

On a été long-tems sans oser pratiquer l'opération Césarienne sur les femmes vivantes ; plusieurs Canonistes & Médecins ont même défendu de le faire en aucun cas ; mais mille observations ayant démontré la fausseté du principe sur lequel ils se fondent , je veux dire la mort inévitable de la mere , tous les modernes font un devoir aux Accoucheurs de la proposer , & à la mere & aux parens de la souffrir , dans le cas où le salut de

la mere & de l'enfant ne peut être espéré par tout autre moyen.

La supposition de Part est encore un grand crime ; elle a été réprouvée par le Droit Canon ; elle étoit sans prescription chez les Romains, qui condamnoient à la mort les Sages-Femmes qui en étoient coupables : notre Jurisprudence a été moins rigide.

Les devoirs des Accoucheurs & Sages-Femmes , relatifs au Sacrement de Baptême , sont fondés sur sa nécessité & son unité. 4 choses sont nécessaires pour l'administrer valablement ; la matière , la forme , le Ministre & le sujet légitimes.

La matière éloignée du Baptême, ne peut être que l'eau naturelle ou élémentaire ; c'est la Doctrine universelle de l'Eglise. La matière prochaine est l'application successive & immédiate de l'eau, sur quelque partie de l'enfant. La manière adoptée par l'Eglise Romaine , de faire cette ablution , est l'infusion faite par trois fois en forme de croix.



La forme du Baptême est l'invocation de la Ste. Trinité par ces paroles : *Ego te baptizo , in nomine Patris & Filii , & Spiritus Sancti* , prononcées en quelque Langue que ce soit.

Toute personne peut être le Ministre du Baptême ; plusieurs Conciles de France défendent cependant aux Sages-Femmes & aux Laïques , de ne baptiser qu'en cas de nécessité ; & lorsqu'ils sont obligés de le faire , il leur est enjoint d'appeler des témoins , & de faire observer à cet égard , autant qu'il est possible , la subordination établie par l'Eglise. L'ordre de cette Hiérarchie est tel , que l'Evêque doit être préféré , & ensuite le Curé de la Paroisse , un Prêtre , un Diacre , un Sous-Diacre , les Laïcs , les Femmes , les Excommuniés , les Infidèles , enfin les Pere & Mere.

Le sujet du Baptême est tout descendant d'Adam : plusieurs circonstances rendent cette qualité douteuse. On a demandé si on de-

voit baptiser les avortons. Jérôme Florentini qui est le premier qui ait agité cette question, décide qu'il le faut faire, si petits qu'ils soient ; & son sentiment a été adopté par les Facultés de Théologie & de Médecine de Paris, de Reims & de plusieurs Universités étrangères, & par plusieurs Evêques.

Il est même de la prudence de baptiser les fœtus & les avortons qui semblent morts ; mille observations démontrant combien les signes de leur mort sont équivoques.

On a encore mis en problème, si les enfans renfermés dans la matrice, sont capables de recevoir le Baptême. La question ne souffre point de difficulté, s'ils présentent quelque partie vivante ; mais s'ils sont totalement renfermés, plusieurs Théologiens ont voulu qu'ils fussent coupables du péché originel, sans être susceptibles de rémission. Les Autorités qu'ils citent, ne peuvent favoriser leur senti-

ment , qu'autant qu'ils en tirent des conséquences subtiles & équivoques. La plus grande & la plus saine partie des Théologiens modernes d'un sentiment contraire , ont conseillé aux Accoucheurs, de baptiser ces enfans , & les ont engagé à découvrir des moyens propres à leur faire parvenir l'eau par un contact immédiat. Leur doctrine a établi à cet égard des pratiques salutaires dans plusieurs Païs. La question a été proposée dans ces derniers tems à la Sorbonne ; & les Docteurs consultés , ont même conseillé de baptiser ces enfans sur les secondines , si on ne le pouvoit faire autrement.

Les bizarreries de la nature dans la production des monstres , ont donné lieu parmi les Théologiens, à des controverses qui embarrassent beaucoup les Accoucheurs dans l'administration du Baptême. Les règles qu'on a données à cet égard , ont de baptiser en plurier ou séparément , les monstres dont l'addi-

tion de parties fait conjecturer un double supôt ; & de ne s'abstenir du Baptême , qu'autant que la figure du monstre étant absolument semblable à celle des bêtes , fait conjecturer la même nature.

Pour déterminer l'irrésolution des Accoucheurs dans les circonstances embarrassantes , les Théologiens ont établi des Formules d'administrer le Baptême , lesquelles expriment des conditions propres à garantir les enfans de la privation du secours spirituel dont ils ont besoin , & les Accoucheurs du danger de commettre des sacrilèges & des profanations.

Les Sages-Femmes doivent avoir soin d'avertir les parens de faire porter leurs enfans à l'Eglise le plutôt qu'il est possible. C'est un devoir qui leur a été prescrit dans un grand nombre des Conciles de France , qui ne leur ont donné que trois jours pour tout délai.

Il y a à Paris & à Versailles des femmes qu'on nomme Recomman

dareffes , qui sont préposées par la Police , pour tenir des Bureaux dans lesquels on va chercher des Nourrices , pour les enfans. Il est défendu par plusieurs Arrêts du Parlement & des Déclarations du Roi , aux Sages-Femmes , & à toutes personnes, de loger ni recevoir chez elles , aucunes Nourrices & Méneuses , sans la permission des Recommandareffes , & de s'entre-mettre de leur procurer des nourrissons.

*Fin du troisième Livre.*







---

## LIVRE QUATRIÈME.

*Qui contient ce qui est propre à la  
Pharmacie & aux Apoticaire &  
Epiciers.*

### CHAPITRE I.

*De l'établissement & gouvernement  
des Communautés des Apoticaire.*

DAns l'antiquité les Droguistes ont toujours été distingués des Médecins ; lorsque la Médecine s'établit en France , les mêmes motifs & les mêmes préjugés qui firent abandonner aux Médecins les opérations Chirurgicales , leur interdirent pareillement les opérations Pharmaceutiques , & fermèrent l'entrée des Universités à la Pharmacie manuelle , qui resta par là entre les mains des Droguistes. La multiplication de leurs fonctions ayant suivi les progrès de la Médecine , ils attirèrent les vues du Ministère public , qui porta plusieurs

Reglemens pour leur Police : ils furent enfin établis en Communautés, de même que les autres Professions & Commerces, dans les principales Villes du Royaume.

Commu-  
nauté de  
Paris.

§ I. Ce ne fut que sous Charles VIII, que l'Apoticairerie fut créée à Paris en Métier-Juré, conjointement avec l'Epicerie, ouvrage de cire & confiture de sucre : mais avant cette époque, les Droguistes n'étoient pas tout-à-fait sans Police ; il y avoit un Maître du Métier, qui conjointement avec des Députés de la Faculté de Médecine, & tels autres Apoticaire qu'il choissoit, avoit sur la Pharmacie & l'Epicerie, une inspection ; mais qui étoit bien bornée.

Après la création Juridique de ces Métiers, la Communauté qui en fut en possession, reçut plusieurs Statuts & Reglemens qui perfectionnèrent sa police & son gouvernement.

L'union des Epiciers-Droguistes avec les Apoticaire, étoit neces-

faire ; il en résulte plusieurs avantages. Aussi dès le principe , ils furent unis pour ne former qu'un même Corps & Communauté. Les Statuts qui suivirent , confirmèrent cette union. Des motifs d'intérêt & des contestations qui s'élevèrent à la fin du dernier siècle , entre les Apoticaire & les Epiciers , les désunirent cependant ; mais leur union fut bientôt rétablie , & a continué jusqu'à ce jour.

Le district de cette Communauté s'étend sur toute la Prévôté & Vicomté de Paris. C'est ce qui lui a été accordé & confirmé en général, par un grand nombre de titres, & en particulier contre les Apoticaire & Epiciers des Fauxbourgs St. Marcel , St. Germain des Prez , St. Jacques, Notre-Dame des Champs, territoire & Jurisdiction du Bailliage du Palais ; contre les Commissaires nommés sur la fin du 16<sup>e</sup>. siècle, pour l'établissement des Maîtrises & Jurandes des différens Arts & Métiers ; enfin contre le P. Médecin du

Roi. Tout sujet de contestation à cet égard, a été enlevé, par les dernières Reglemens donnés en général pour l'administration de la Justice en cette Ville ; & en particulier, pour la Police de la Pharmacie.

Non-obstant ces titres, il y a plusieurs enceintes dans le district de cette Communauté, où les Artisans de différens Métiers, prétendent jouir du droit d'exercer leurs Professions, sans être soumis aux Communautés de leur Métier: c'est ce qui a été confirmé pour la Pharmacie, en faveur des Artisans de la Commanderie de St. Jean de Latran.

La Communauté des Apoticaire-Epicier de Paris, possède de tems immémorial la garde de l'Étalon Royal, avec droit de visite & de correction des poids & mesures, sur toutes sortes de Marchands & Artisans, vendans leurs marchandises de poids & mesure en détail. Leurs plus anciens titres ont été confirmés à cet égard par

les nouveaux ; & ils ont été maintenus dans cette possession, par la Jurisprudence des Arrêts.

De plus , tous les Membres de cette Communauté , ont reçu le droit d'avoir en leurs Boutiques & Magasins, des poids de toute pésanteur.

Les Chefs de cette Communauté sont six Jurés, 3 Apoticaire & 3 Epiciers , qui prennent le titre de *Maîtres & Gardes*, ainsi que les Jurés des six Corps de Marchands , à l'exclusion de ceux de tous les autres Corps & Communautés de Marchands & Artisans de la même Ville. Leur élection étoit commise à la Communauté elle-même , par ses anciens titres. Cet ordre fut changé par la création que fit Louis XIV en 1691 , de Gardes & Syndics , dans toutes les Communautés de Marchands & Artisans ; mais celle des Apoticaire-Epiciers de Paris, ayant obtenu la réunion de ces Offices à son Corps , elle entra dans le droit de se choisir

304      *Essai de Jurisprudence*  
elle-même ses Maîtres Gardes.

Chacun des Maîtres Gardes est en exercice pendant 3 années. Tous les ans il en est nommé deux, le Garde Apoticaire par les Apoticaireseuls, & le Garde Epicier, par les Apoticairese & Epiciers conjointement; & après leur nomination ils prêtent serment à la Police.

Les fonctions de ces six Maîtres Gardes, sont de présider dans la Communauté, & de gérer ses affaires. Pour cela ils doivent convoquer, & prendre l'avis de tous les anciens qui ont passé les Charges; & il a été réglé & jugé contre les jeunes & modernes Epiciers, que ce qui seroit décidé à la pluralité de leurs suffrages, seroit suivi & observé, comme si tous les Membres de la Communauté y avoient été apellés.

Les Statuts portent que l'un des six Gardes seroit Receveur des deniers communs de la Communauté; que l'élection en seroit faite alternativement d'un Marchand Apoticaire



poticaire , & d'un Marchand Epicier. La Charge de Receveur, créée par Louis XIV, dans les Arts & Métiers , ayant pareillement été réunie à cette Communauté , elle a conservé le droit de le choisir elle-même.

Après sa gestion , le Receveur doit rendre compte pardevant les Gardes en Charge , & 12 autres Maîtres. Il a été rendu des Reglemens , qui déterminent les dépenses légitimes qui leur passeroient en compte ; & plusieurs Gardes ont été condamnés à rapporter des dépenses faites au-delà de ce qui est permis par les Reglemens . & réglé dans les délibérations de la Compagnie.

Le même Roi créa aussi en 1694 , des Offices d'Auditeurs & Examineurs des Comptes des Communautés. Celle des Apoticaire les ayant pareillement réuni à son Corps , elle a conservé à cet égard son ancien usage.

§ II. Aussi-tôt que les Apoticaire-Communs  
nauté des

Commen-  
faux.

res des Maisons Royales eurent fait confirmer leurs Priviléges, d'une manière authentique en 1642, ils s'unirent tous ensemble pour former une Communauté, & dressèrent des Statuts qui furent reconnus au Grand Conseil, Conservateur de leurs Priviléges.

Ils choisissent tous les trois ans un Syndic, pour conduire, pour suivre & administrer les affaires & procès qui peuvent survenir à raison de leurs Priviléges & Immunités; & en conséquence avoir la garde de leurs titres, recevoir les deniers communs, fournir aux dépenses nécessaires, & en rendre compte après son Syndicat.

Com-  
munauté  
des Privi-  
légiés sui-  
vans la  
Cour.

§ III. Les Apoticaire Privilégiés suivans la Cour, s'unirent entr'eux dès leur établissement, pour former une Communauté. Cette Communauté eut bien des contestations avec celle de Paris; elles furent enfin terminées en 1632, par une transaction qu'ils passèrent entr'eux, & des articles de regle-

ment auxquels les uns & les autres se soumirent. Depuis ce tems il s'est encore formé entr'eux quelques difficultés ; mais les Privilégiés en ont été victorieux , & leur Communauté a été déclarée indépendante de celle de Paris.

Cette Communauté, comme la précédente, est présidée par un Syndic , qui est chargé de l'administration de ses affaires.

§ IV. Les avantages que procura l'établissement de la Communauté des Apoticaire de Paris , furent un motif puissant qui engagea nos Rois à en créer de semblables dans les principales Villes du Royaume , & à confirmer celles qu'ils trouvèrent établies dans les Villes & Provinces dont ils ont fait la conquête. Le serment que leurs Membres & Officiers ont tous été obligés de prêter au Magistrat de Police , leur a fait donner le nom de *Jurandes*.

Juran-  
des paten-  
tées des  
autres vil-  
les.

Ces Jurandes patentées sont en grand nombre ; celles dont j'ai pu

308 *Essai de Jurisprudence*  
recueillir des titres , sur leur éta-  
blissement & confirmation , sont  
les suivantes : Alençon , Amiens ,  
Angers , & Angoulême.

Beaujeu , Beauvais , Befançon ,  
Blois , Bourdeaux & Bourges.

Chaalons , Chartres , Château-  
Gontier , Chaumont , Chinon &  
Coulomiers.

Dauphiné.

Gien.

Iffoudun.

Laon , la Rochelle , Laval , le  
Mans & Lyon.

Meaux , Melun , Mondidier &  
Montargis.

Nancy & Nogent-sur-Seine.

Orléans.

Perpignan & Rouffillon & Pon-  
toise.

Reims , Riom , Romorantin &  
Rouen.

Saint Germain , St. Quentin ,  
Sefanne , Soissons & Strasbourg.

Tours & Troyes.

Ville-Franche & Vitri le Fran-  
çois.

Toutes ces Jurandes ont des Statuts & des Reglemens particuliers, dont la plûpart sont en tout semblables, ou du moins analogues à ceux de Paris. Dans la plûpart d'entr'elles, les Epiciers & Droguistes sont unis avec les Apoticaire, comme à Paris, & ne forment ensemble qu'une seule & même Communauté.

Ces Communautés ont chacune leur district particulier, dans lequel il leur appartient de soumettre à la Maîtrise, les Apoticaire & Droguistes des lieux qui en sont dépendans. Ce district réglé par les Lettres de leur établissement, est ordinairement fixé à la Ville, Faubourgs & Banlieuë; dans quelques-unes il s'étend même à tout le Territoire de la Jurisdiction ordinaire.

La plûpart de ces Jurandes ont encore reçu la garde de l'Etalon, & le droit de visite sur tous les Marchands & Artisans vendans à poids & mesures dans leur district, pour procéder à la correction des abus;

310     *Essai de Jurisprudence*  
de manière que ce Privilège semble être en général attaché à la Pharmacie. La création faite en 1704, des Offices de Contrôleurs & Visiteurs des poids & mesures , dans tous les lieux du Royaume , privoit les Apoticaire de ce droit; mais ils rentrèrent dans sa jouissance par la réunion de ces Offices à leur Corps.

Toutes ces Jurandes sont présidées par des Maîtres-Gardes , qui sont choisis pour régir les affaires de la Communauté , en plus ou moins grand nombre , suivant le nombre plus ou moins grand de leurs Maîtres. Les Statuts déclarent ces Officiers électifs, & la réunion à leurs Corps des Offices de Gardes-Jurés, créés en 1691 , leur a conservé ce Privilège. Quant aux Assemblées , l'ordre en est différent chez chacune d'elles.

Le Roi ayant créé en 1745, des Offices d'Inspecteurs & Contrôleurs des Maîtres & Gardes , dans les Communautés des Marchands



& Artisans , ils ont pareillement été réunis à la plûpart des Jurandes des Apoticaire.

§ V. Les Apoticaire ont été long-tems , sans avoir de Loix générales, qui les établissent en Corps, dans tous les lieux où il étoit nécessaire. Nos Rois Henri III & Henri IV , commencèrent cet ouvrage , en ordonnant la Maîtrise & Jurande de tous les Arts & Métiers dans tous les lieux du Royaume. Pour y procéder, leurs Majestés nommèrent des Commissaires ; mais les Edits qui furent rendus à cet effet , n'eurent point, par rapport à la Pharmacie , toute l'exécution qu'il seroit à souhaiter que d'aussi beaux Reglemens eussent encore aujourd'hui.

Jurisdiction du P. Médecin sur la Pharmacie, & Jurandes qui lui sont soumises.

Pour perfectionner une Police aussi nécessaire, le Roi Louis XIII, voulut donner un Inspecteur à la Pharmacie ; S. M. choisit son P. Médecin , & lui donna pouvoir de commettre un ou plusieurs Médecins , pour établir dans l'étendue

des lieux où ils seront commis , la Jurande & Maîtrise des Arts d'Apoticaire , Droguiste & Epicier , à l'instar des Jurandes patentées , dans toutes les Villes & lieux où il n'y a point d'Université de Médecine , ni de Maîtrise Jurée d'Apoticaierie. Cette Jurisdiction fut confirmée aux P. Médecins , par un grand nombre d'Edits du même Prince , & de Louis XIV.

Les vues du Ministère ayant été d'établir la Maîtrise d'Apoticaire dans les Bourgs mêmes où il auroit été impossible d'établir une Communauté , les Reglemens permirent aux P. Médecins de réunir les Maîtres par Châtellenies , Vicomtés , Prévôtés , ou autrement , suivant qu'ils le jugeroient convenable , pour former entr'eux une Communauté , dont le district est alors réglé par l'étendue des lieux réunis.

Le Roi Louis XIII , en formant cet établissement , adressa les Ordonnances qu'il rendit pour cet

effet, aux Jurisdictions ordinaires ; mais Louis XIV, pour établir à cet égard une Jurisprudence uniforme, commit le Grand Conseil, pour Juge Conservateur de la Jurisdiction du P. Médecin.

Cet ordre une fois établi d'une manière stable, les P. Médecins procédèrent à l'établissement des Jurandes. Pour les regler, ils dressèrent des Statuts qui furent munis de l'Autorité Royale ; commirent des Médecins comme leurs Lieutenans, pour faire observer ces Statuts, faire exercer dans les Communautés qui leur sont soumises, leur Jurisdiction en général, & en particulier l'inspection que la Médecine a naturellement sur la Pharmacie ; & fixèrent l'étendue des Villes & mêmes des Provinces, sujettes à leur inspection, par les Provisions qu'ils leur expédièrent. La nomination de ces Lieutenans apporteroit à la Médecine & à la Pharmacie, les plus grands avantages, si elle étoit plus généralement établie.

Les fonctions des Lieutenans du P. Médecin, sont de convoquer les Assemblées des Jurandes qui leur sont soumises, & d'y présider en tous actes; ils ont droit de percevoir la moitié des amendes & confiscations faites sur les contrevenans, & 30 sols par an sur chaque Apoticaire, Epicier, Cirier, Droguiste & Confiseur, pour l'indemniser des frais qu'il est obligé de faire.

Nos Rois en établissant la Jurande de Pharmacie dans tous les lieux non Jurés, ordonnèrent par les Réglemens qu'ils firent, que chaque Communauté procéderoit à l'élection d'un ou de deux Maîtres Gardes, pour conjointement avec le Lieutenant, veiller à l'observance des Statuts, & à la Police des Arts qui leur sont soumis, après avoir pris acte du Lieutenant, & prêté serment entre les mains du Magistrat de Police.

Il n'est point parlé dans tous ces Réglemens, de la garde de l'Eta

lon ; mais du moins ils assujettissent tous les Supôts de ces Communautés , à la censure des Lieutenans & Jurés pour leurs poids & mesures.

## CHAPITRE II.

### *Des Privilèges des Apoticaire.*

§ I. **L**A Pharmacie n'est point d'une importance moins grande , que les deux premières Professions de la Médecine ; & les connoissances qui sont de son objet , sont aussi vastes & curieuses , qu'elles sont utiles ; & cependant les avantages qui parlent en sa faveur , ne lui ont point encore attiré toute la considération qu'elle mérite. Ceux qui préparoient les drogues , n'étoient pas fort estimés chez les Hébreux , les Grecs & les Romains , & leur Profession étoit même tout-à-fait ignoble chez ces Nations.

Privile-  
ges hono-  
rifiques.

En France la Pharmacie a été créée sous le nom & dans la classe

des Métiers ; mais elle n'a point été confondue avec ceux qu'on regarde comme vils & méprisables. Elle est au rang des six grands Corps des Marchands ; & en cette qualité ses Maîtres & Gardes sont choisis pour être Consuls à leur tour , peuvent parvenir à l'Echevinage par degrés, & sont revêtus dans les visites & actes de leur Communauté, d'une toque, & d'une robe sans manches.

Dans plusieurs Villes la Pharmacie forme le premier des six grands Corps des Marchands ; mais à Paris elle n'a été mise qu'au second rang. Les Marchands Drapiers ont conservé , à titre d'antiquité , une préférence qu'ils n'auroient même pu dû disputer à la noblesse de la Pharmacie.

Les Apoticaire plus piqués de avantages lucratifs de leur Profession , qu'éblouis de l'éclat des honneurs , ont fait peu de tentative pour se tirer de cette espèce de servitude dans laquelle on les laisse déroger à la véritable noblesse



mais il y a lieu d'espérer, que leurs travaux & leurs découvertes, obtiendront ce que l'ambition ne leur fait point demander.

La Pharmacie dérogeant dans les Apoticaire, n'a cependant jamais dérogé dans les Médecins qui en ont voulu faire Profession ; effet de la contradiction de l'esprit humain ! de-là les leçons que les Universités ont données sur cette Science, ont eu pour objet de former en même tems des Docteurs & des Ouvriers ; mais ces Ouvriers ont été reçus comme les Docteurs dans les plus célèbres Académies des Sciences, & placés à côté des Sçavans du premier ordre.

§. II Les Apoticaire n'ont point le titre qui les exemte des impositions & charges publiques ; ils y sont assujettis comme les autres Marchands auxquels ils sont assoiés. Leurs drogues mêmes sont comprises sous le nom de Merceries, & sont sujettes aux mêmes impositions.

Privi-  
ges utiles.

Il est cependant d'usage dans toutes les Généralités du Royaume , que les Maîtres Apoticairez soient exemtés de la Milice.

### CHAPITRE III.

*De la Subordination des Jurande  
des Apoticairez aux Collèges de  
Médecins*

Devoirs  
extérieurs

§ I. **L**A réussite des travaux de Médecins , étant absolument dépendante de la fidélité de Apoticairez , il a été réglé par les Ordonnances rendues sur la Pharmacie , avant qu'elle fut érigée juridiquement en Profession , que les Apoticairez de Paris , leurs valets & les Herbiers , jureroient devant la Faculté de Médecine , de tenir & garder les Ordonnances de Médecine.

Après l'établissement de cette Communauté , les Apoticairez eurent avec la Faculté , des contestations sur les chefs qui expriment dépendance naturelle de la Pha

macie de la Médecine. Ces contestations furent décidées par plusieurs Reglemens ; & furent enfin terminées par un Concordat qui lui-même a été confirmé par plusieurs Arrêts & Statuts rendus postérieurement. Il fut dit , entr'autres choses , que les articles de cette Transaction seroient mis dans un Livre , dont l'ancien Professeur de Pharmacie auroit la garde ; que la lecture en seroit faite tous les ans au premier acte , fait dans cette Communauté, en présence des Députés de la Faculté ; & qu'avant d'être admis à la Maîtrise , l'Aspirant promettrait de s'y soumettre , & de porter honneur & respect à tous les Docteurs de cette Faculté.

Les Statuts des différentes Juremens patentés , & les Ordonnances qui ont établi la Jurisdiction du P. Médecin dans les lieux non murés , ont enjoint les mêmes devoirs & la même soumission aux apothicaires ; & les Médecins reçoivent le serment qui en est le

320 *Essai de Jurisprudence*  
gage, & la reconnoissance dans les  
receptions des Aspirans & dans les  
visites des Maîtres.

Les Apoticaire Privilégiés sui-  
vans la Cour, ont encore été liés  
& soumis plus intimement à la Fa-  
culté de Médecine, que toute au-  
tre Communauté, par plusieurs  
contrats. Dans ces contrats ils re-  
connoissent ses Médecins pour leur  
Maîtres & Directeurs; & en con-  
séquence il y est dit que le Syndic  
accompagné de deux Apoticaire  
viendrait tous les ans, le lendemain  
de la St. Luc, aux Ecoles de Mé-  
decine, prêter serment à la Facul-  
té, pour eux & leurs Confrères  
d'observer inviolablement les en-  
gagemens qu'ils ont pris avec elle  
dans ces contrats; & au moyen de  
ces soumissions, la Faculté les  
adopté pour ses fidèles Disciples  
& capables Apoticaire.

Prési-  
dence des  
Médecins  
aux Maî-  
trises.

§ II. Comme avant l'établisse-  
ment juridique de la Pharmacie  
les épreuves pour parvenir à son  
exercice, étoient très-légères, la  
Faculté

Faculté n'y jouoit pas un rôle bien étendu ; les titres qui établirent la Communauté des Apoticaire de Paris, ne prescrivirent point l'assistance des Médecins, aux actes de ceux qui y étoient admis à la Maîtrise ; mais le Parlement rappella une Police si nécessaire , par plusieurs Arrêts ; & elle a été confirmée par des Concordats & par les Statuts de l'une & l'autre Compagnie , qui portent que la Faculté assistera à tous leurs actes de Maîtrise par ses Députés , qui sont le Doyen , & les deux Professeurs de Pharmacie.

Les Reglemens rendus pour les Apoticaire Commensaux, & ceux de l'Artillerie , portent qu'ils feront leurs expériences devant les P. Médecins de leurs maisons. Les Apoticaire Privilégiés suivans la Cour , subissent leurs examens, & font leur chef-d'œuvre devant la Faculté de Médecine de Paris.

Les autres Facultés & Colléges de Médecine ont pareillement reçu

le droit de présider par leurs Députés , aux receptions des Apoticaire , par les titres de leur création, leurs Statuts & des Arrêts généraux & particuliers à chacun d'eux. La nécessité de la présence des Médecins à ces receptions, est même une condition si nécessaire , pour leur validité , qu'elle ne souffre aucune exception pour aucun lieu. Les Statuts des Apoticaire des lieux où il n'y a point de Corps de Médecins patenté , la prescrivent expressément ; & les titres du P. Médecin ont réglé que les Communautés qui lui sont soumises, ne procederoient à la réception d'aucun Aspirant , sans l'assistance de leurs Lieutenans , & des Médecins des lieux.

Les fonctions des Médecins à ces receptions, se raportent à une Présidence réelle; ils donnent l'heure des actes , proposent les premiers à l'Aspirant , telles questions qu'ils jugent à propos pour l'éprouver ; approuvent ou désapprouvent



les chef-d'œuvres qui lui sont donnés ; recueillent les suffrages , & concluent sur sa capacité.

§ III. Pour assurer encore davantage le Public & les Médecins de la fidélité des Apoticaire , les anciennes Ordonnances réglèrent que la Faculté de Paris feroit faire la visite des Boutiques des Apoticaire de cette Ville par deux Députés. Le Parlement de Paris étendit & regla cette Police par un grand nombre d'Arrêts , dont les dispositions ont été confirmées par plusieurs Concordats , & par les Statuts de la Faculté.

Visite  
des Bou-  
tiques.

En conséquence , la Faculté fait faire tous les ans la visite des Boutiques des Maîtres Apoticaire de Paris , suivant l'ordre établi dans ces Reglemens, par son Doyen, ses deux Professeurs de Pharmacie, & deux Docteurs Adjoints. Elle fait faire en même tems par les mêmes Députés, la visite de celles des Apoticaire de la Famille Royale , de l'Artillerie & des Privilégiés sui-

324      *Essai de Jurisprudence*  
vans la Cour , suivant qu'il est réglé par un grand nombre de titres authentiques.

Ce droit de visite a pareillement été accordé & confirmé à l'Université de Montpellier, & à tous les autres Colléges & Facultés de Médecine , par un nombre prodigieux d'Ordonnances, de Statuts & d'Arrêts. Il a même été étendu aux Corps de Médecine non patentés , des lieux où il y a Jurande d'Apoticaire ; & pour ne rien laisser à désirer sur cet objet pour la sûreté publique , nos Rois ont enjoint à leurs P. Médecins , de commettre un ou plusieurs Médecins dans les lieux où il n'y a point de Faculté de Médecine , pour visiter les Maisons , Boutiques & Magasins des Apoticaire , ou autres qui se mêlent de vendre & distribuer des drogues.

Les Médecins font ces visites conjointement avec les Maîtres-Gardes ; mais ils y président , comme aux receptions. Ces visites ont

pour objet , comme il sera dit ,  
l'examen de la nature des drogues ,  
leur taxe , & la correction des poids  
& mesures.

## CHAPITRE IV.

### *Des Etudes des Apoticaire.*

§ I. **L** Es études des Apoticaire <sup>Appren-</sup>  
consistent principalement <sup>tissages.</sup>  
dans un apprentissage réglé , & dans  
quelques années de service chez  
les Maîtres de cette Profession. La  
nécessité de l'un & de l'autre , est  
prescrite par tous les Statuts anciens  
& nouveaux , généraux ou parti-  
culiers. Elle s'étend même aux  
Apoticaire de la Cour , & ceux  
des lieux non Jurés ; les disposi-  
tions des Ordonnances à cet égard ,  
ont été suivies dans la Jurispruden-  
ce des Arrêts : mais le tems de ces  
apprentissage & service a été réglé  
différemment dans les différens tems ,  
& pour les différens lieux.

§ II. Les anciennes Ordonnan- <sup>Etude</sup>  
ces rendues pour Paris , ne parlent <sup>des Let-</sup>  
<sup>tres.</sup>

point de Latin , comme une Science nécessaire dans les Elèves de la Pharmacie ; mais le Parlement leur ajouta quelques dispositions relatives à cet objet , & qui ont été rappellées dans leurs derniers Statuts. Il y fut exprimé qu'aucun Elève ne seroit admis en apprentissage , s'il n'étoit instruit de la Grammaire Latine. Cette qualité a été aussi exprimée dans les Statuts des Apoticaire de la Cour , dans ceux de la plupart des Jurandes patentées , & a été maintenue par la Jurisprudence des Arrêts. Ce n'est en effet que dans les Livres Latins , qu'il peuvent s'instruire de cet Art ; ce n'est que dans cette Langue , qu'il peuvent même trouver les nomenclatures des drogues ; & il seroit à souhaiter pour le bien de la Médecine , que ceux qui la professent n'eussent jamais été entendus qu'en cette Langue.

Il se fait des cours d'histoire naturelle , de Botanique , de Chimie & de Pharmacie , dans la plupart

des Facultés, & dans plusieurs Collèges & Ecoles particulières de Médecine. A Paris & dans quelques autres Villes, les Apoticaire font dans l'usage de faire des démonstrations & compositions publiques; quelques Reglemens ont enjoint aux Aspirans Apoticaire, de fréquenter ces exercices; mais il manque à cet égard une Loi plus positive, qui procure au Public le profit qu'il en pourroit tirer.

---

## CHAPITRE V.

### *Des Receptions aux Maîtrises de Pharmacie.*

§I. **A**vant que les Communautés des Apoticaire fussent établies sous la forme où nous les voïons aujourd'hui, il paroît que toute personne étoit admise à l'exercice de la Pharmacie, en se présentant au Maître & aux Gardes du Métier, en leur payant une somme très-mo-Généralités.dique, & prêtant serment à la Poli-



ce: mais dans leur établissement les épreuves de suffisance & de capacité, furent solennellement prescrites, & devinrent une Loi indispensable pour tout le Royaume.

Ces épreuves consistent dans un certain nombre d'examens sur différentes matières de la Pharmacie, & dans plusieurs compositions & opérations de cet Art, qui forment le chef-d'œuvre. La nature & la forme de ces épreuves, sont réglées différemment pour les différens lieux, par les Statuts & par les Arrêts, qui défendent aux Jurés de dispenser aucun Aspirant des apprentissages & chef-d'œuvres, & d'admettre ceux qui n'y seroient pas trouvés suffisans & expérimentés, sous peine d'amende, & d'interdiction de Jurande & de Maîtrise.

Comme il n'est rien de si sage, dont la malice des hommes ne sache abuser, plusieurs Communautés ont pris de cette rigueur occasion de fatiguer leurs Aspirans par la lenteur avec laquelle elles leur



faisoient subir leurs actes : cet abus a engagé nos Rois & leurs Parlemens , à regler que le chef-d'œuvre de la Pharmacie, seroit rendu dans trois mois. D'autres Communautés guidées par le même motif d'intérêt, sont tombées dans l'abus opposé , en vendant les Lettres de Maîtrise , contre les sages dispositions des Reglemens ; cet excès encore plus funeste au Public , mérite plus de répréhension.

Il a été réglé plusieurs fois que les Apoticaire ne pourroient être reçus à la Maîtrise , s'ils n'avoient atteint l'âge de 20 ans : mais ces dispositions ne sont pas exactement suivies.

§ II. Les Statuts des Maîtres Apoticaire de Paris , portent qu'aucun ne pourra être admis à la Maîtrise , s'il n'est né sujet du Roi , ou naturalisé François. Cette condition leur est commune avec tous les autres Offices , Maîtrises & Degrés.

L'Aspirant après avoir présenté son brevet & certificat d'apprentissage

Chef-  
d'œuvre  
à Paris.

330      *Essai de Jurisprudence*  
ge de 4 années , & attestations de  
6 ans de service , est admis à subir  
l'examen de *lecture* , dans lequel il  
est interrogé par les Députés de la  
Faculté de Médecine , les Gardes  
& 9 Maîtres nommés par lesdits  
Gardes. Il subit ensuite sous la même  
forme , son second examen  
apellé *l'Acte des Herbes*.

Si l'Aspirant est jugé capable  
dans ces examens , il est admis à  
faire chef-d'œuvre. Pour cela , les  
Gardes lui indiquent cinq compositions , qu'ils prennent dans le *Codex* de la Faculté , & l'Aspirant  
fait la dispensation , démonstration ,  
préparation & mélange des  
Drogues , en présence de toute la  
Compagnie.

Cette Communauté diminue de  
la rigueur de ces épreuves , en faveur  
des fils de ses Maîtres ; elle  
leur fait seulement subir le premier  
examen , & faire un chef-d'œuvre  
de deux compositions.

Après tous ces actes , l'Aspirant  
est présenté au Magistrat de Police

par les Députés de la Faculté & les Gardes Apoticaire. Le premier Professeur de Pharmacie fait en leur nom le raport de la suffisance ou insuffisance de l'Aspirant ; & en conséquence le Magistrat procede à son admission ou à son refus.

Les droits de la reception à la Maîtrise , ont été fixés à la somme d'environ 1000 livres.

Autrefois cette Communauté donnoit à chacun de ses Gardes , deux Lettres de Maîtrise , pour en disposer au profit de qui bon leur sembleroit ; mais cet usage abusif , a été abrogé ; & il leur a été permis en dédommagement , de recevoir par chacun an , 4 Epiciers non Apprentifs , qui payeroient la somme de 800 liv. outre les droits ordinaires.

§ III. Les Apoticaire de la Cour , ne sont admis à l'exercice de leurs Offices , qu'après avoir présenté des Lettres de Maîtrise , ou à leur défaut , des brevets & certificats de 10 années d'apprentissage & de

Recep-  
tion des  
Apoticaire  
de la  
Cour.

service : ils subissent ensuite tels examens , & font tels chef-d'œuvres que leur prescrivent les Médecins auxquels ils sont soumis.

Après tout cela , ils sont encore tenus de rendre leurs devoirs à la Communauté des Apoticaire de la Cour ; de présenter leurs Lettres de Provisions & de Reception en leurs Offices au Syndic , & de donner 60 liv. pour la bourse commune.

Chef-  
d'œuvre  
des Privi-  
légiés sui-  
vans la  
Cour.

§ IV. Les Apoticaire Privilégiés suivans la Cour, font preuve de leur capacité pardevant le Doyen de la Faculté , & ses deux Professeurs de Pharmacie , en présence du Syndic des Privilégiés. Pour cela , l'Aspirant leur présente les Lettres qu'il a obtenues de Monsieur le Grand Prévôt , des Lettres de Maîtrise d'une Communauté d'Apoticaire , ou dans leur place un Brévet d'apprentissage & des certificats de 4 années de service chez les Maîtres ou dans les Hôpitaux du Roi ; après quoi , il subit des

examens, & fait le chef-d'œuvre qui lui est donné ; & s'il est jugé capable , la Faculté lui fait délivrer des Lettres scellées de son petit Sceau.

§ V. Les Statuts particuliers des différentes Villes Jurées , prescrivent , à peu de chose près , la même forme de reception qui a été exposée pour Paris. Le nombre des examens y est presque partout fixe à deux : quelques Jurandes cependant n'en exigent qu'un. Quant au chef-d'œuvre , le nombre des compositions varient beaucoup. Les unes en prescrivent cinq , d'autres n'en prescrivent que 4. Il y en a même qui n'en demandent que deux ; l'une de quelque remède intérieur , & l'autre de quelque Topique. Pour le nombre des Examineurs , il est plus ou moins grand , suivant que la Communauté est plus ou moins nombreuse.

Chef-  
d'œuvre  
dans les au-  
tres Com-  
munautés  
patentées.

Les Apoticairens étant unis avec les Epiciers , & étant Epiciers eux-mêmes par état , un de leurs chef-d'œuvres doit être pris de l'Epice-



334 *Essai de Jurisprudence*  
rie , & tous les Epiciers y assistent  
indifféremment comme les Apoti-  
caires ; c'est un usage assez géné-  
ral , & exprimé dans les Regle-  
mens de la plûpart des Jurandes.

La faveur qu'accorde la Com-  
munauté de Paris aux fils des Maî-  
tres , est d'usage dans la plûpart  
des autres Jurandes. Il en est mê-  
me où ils sont reçus dans un âge ,  
où il est moralement impossible  
qu'ils soient initiés dans cet Art.  
Cet usage est contraire aux Loix ,  
& a été corrigé par des Arrêts dans  
quelques Jurandes.

Chef-  
d'œuvre  
pour les  
lieux non  
jurés.

§ VI. Il n'y a point eu de regle  
générale pour les receptions des  
Aspirans à la Maîtrise de Pharma-  
cie , jusqu'en 1581. Les Aspirans  
s'adrescoient à Paris , ou aux Villes  
Jurées les plus prochaines , comme  
il se pratique encore aujourd'hui ,  
par l'inexécution de l'ordre qui a  
été établi depuis. Dans cette an-  
née , Henri III , ayant ordonné l'é-  
tablissement de tous les Métiers  
regla spécialement que les Apoti-



caires feroient examinés & interrogés par des Médecins & les Jurés du Métier , & feroient reçus à la Maîtrise par les Juges des lieux , ou par les Commissaires nommés à cet effet par S. M.

L'exécution de cette Police ayant été dans la suite confiée au P. Médecin , la Maîtrise fut réglée d'une manière plus positive pour les Jurandes qu'il établit. Il fut dit dans les Statuts , que si les Brevets & Certificats de l'Aspirant , sont jugés valables , il sera admis à subir un examen sur la théorie de l'élection, préparation & mixtion des médicaments , après quoi il sera procédé à son second examen sur les plantes & le droguier ; & qu'ensuite il lui sera donné trois compositions pour chef-d'œuvre.

Si dans ces actes l'Aspirant est trouvé capable , il prête serment , il est reçu Maître , & le Lieutenant du P. Médecin lui délivre des Lettres de Maîtrise.

La Pharmacie n'est pas moins

336 *Essai de Jurisprudence*  
sous la Jurisdiction du P. Médecin,  
dans les lieux où il n'a point encore  
établi la Jurande ; mais la forme de  
reception y est différente. C'est à  
lui ou à ses Lieutenans , s'il en a  
d'établis dans la Province , qu'on  
doit s'adresser , pour y obtenir la  
Maîtrise & y créer la Jurande ; &  
pour cela , ils commettent des Mé-  
decins & des Apoticaire , pour  
faire subir à l'Aspirant ses examens  
& chef-d'œuvres.

Aggré-  
gations.

§ VII. La Police de la Médecine  
contient peu de dispositions sur  
l'aggrégation des Apoticaire qui  
transfèrent leur domicile. Il n'y a  
guères autres regles à suivre à cet  
égard , que la Police générale des  
Arts & Métiers. Je ne connois sur  
cette matière, qu'une Déclaration  
du Roi , qui permet aux Apoticaire  
de Paris , d'aggréger à leur  
Communauté les Apoticaire Pri-  
vilégiés , en exigeant d'eux pour  
toute expérience , le chef-d'œuvre  
qu'ils donnent aux fils de leur  
Maîtres.

CHAPITRE

CHAPITRE VI.

*De ceux qui ne sont préposés qu'à une partie de la Pharmacie.*

§ I. **L** Es Epiciers, Droguistes & Droguistes, Ciseleurs & confiseurs les Confiseurs, ne forment, comme il a été dit, qu'une Communauté avec les Apoticaire, dans la plûpart des lieux. Les Epiciers-Droguistes après avoir fait apprentissage pendant six ans, parviennent à Paris à la Maîtrise, après avoir été examinés, & fait chef-d'œuvre d'Epicerie, pardevant les Gardes, & prêté serment pardevant le Substitut de M. le Procureur Général au Châtelet. Pour les fils de Maîtres, ils sont seulement tenus à l'examen.

Les Statuts des Jurandes patentes, contiennent la plûpart à cet égard, des dispositions analogues à ceux de Paris. Les Statuts du P. Médecin portent que pour être admis à la Maîtrise, après avoir fait apprentissage & servi les Maîtres,

l'Épicier-Droguiste fera le discernement & l'élection des Drogues & Epices, en l'assemblée de la Communauté, le Cirier un Cierge, & le Confiseur une Confiture suivant la saison.

Les Epiciers, Ciriers & Confiseurs ainsi reçus, sont bornés par les Statuts & par les Arrêts, à ce qui est du ressort de leur Profession; & il leur est défendu de se mêler en aucune manière de l'Apoticairerie. Quelques Reglemens mêmes font l'énumération des Drogues & des compositions qui entrent dans leur Art & commerce.

Dans les lieux où il n'y a point d'Apoticaire en regle, on tolère les Echopiers ou Marchands d'Epicerie dans la distribution des remèdes simples, conformément aux Reglemens rendus sur la Pharmacie & Epicerie; mais il leur est défendu d'acheter & de vendre aucunes compositions officinales & Pharmaceutiques, ainsi que les substances vénéneuses.

Il est pareillement défendu à tous Colporteurs, & autres, de transporter dans les Provinces, aucunes compositions officinales & Pharmaceutiques, & autres, à l'exception des Drogues simples.

§ II. Il paroît qu'autrefois les <sup>Herboristes.</sup> Herboristes avoient dans la Médecine, un aussi grand rôle que les Apoticaire eux-mêmes. La Médecine plus simple de ces tems, n'admettoit guères en effet dans la Pharmacie, que les Plantes dont l'élection & le débit font l'objet des Herboristes. Les anciennes Ordonnances les assujettissoient en tout à Paris, à la Faculté de Médecine, à laquelle ils étoient obligés de prêter serment.

Dans ces derniers siècles, la Chimie ayant prévalu sur la Galénique, les Herboristes ont tellement été oubliés, qu'ils ne sont pour ainsi dire assujettis à aucune Police. Cette partie est le partage de tous ceux qui veulent s'en emparer; mais comme elle n'est pas

340      *Essai de Jurisprudence*  
aussi peu importante qu'elle est né-  
gligée , il seroit à souhaiter que le  
Ministère , les Facultés de Méde-  
cine & les Jurandes des Apoticaï-  
res , établissent à cet égard un or-  
dre propre à prévenir les abus &  
les dangers , qui suivent l'inexpé-  
rience de la plûpart de ceux qui  
en font métier.

---

## C H A P I T R E    VII.

*Des Veuves des Maîtres Apoticaï-  
res & Epiciers , & des Apoticaï-  
res Privilégiés.*

**L** Es usages confirmés par les  
Loix & les Arrêts des Cours  
Souveraines , ont toujours été de  
conserver aux Veuves des Mar-  
chands Apoticaïres & Epiciers ,  
la faculté de continuer la compo-  
sition & le débit des Marchandises  
de leur ressort , tant qu'elles de-  
meurent en viduité ; mais pour pré-  
venir les abus qui pourroient sui-  
vre un pareil Privilège , les der-  
niers Statuts de la plûpart des Ju



randes , portent que ces Veuves seront obligées pour en jouir, d'avoir chez elles un Garçon expérimenté , qu'elles présenteront aux Gardes, pour être par eux examiné & approuvé , & prêter serment.

Les Ordonnances & les Statuts des Apoticaire de la Cour, accordent le même Privilège à leurs Veuves , & prescrivent le même ordre pour l'admission de leurs Elèves.

Ces Veuves sont dans l'usage dans bien des endroits , de louer leurs Privilèges ; mais comme le commerce est toujours en leur nom , elles demeurent responsables , des cottes dues par leurs rentiers , à raison de leur commerce.

---

## CHAPITRE VIII.

### *Du Commerce des Drogues.*

§I. **L**A plus grande partie des Drogues simples, nous viennent des Pays étrangers; pour éviter les abus qui pourroient accompagner leur commerce & transf-

En gé-  
néral.

port , tant dans la distribution de celles qui feroient mauvaises & défendues , que dans la fraude des Droits Royaux , nos Rois ont voulu qu'on ne pût les faire entrer que par certains endroits du Royaume qu'ils ont désignés ; & sous ces deux aspects, les Drogues à leur entrée sont sujettes à un double examen.

Les Villes par où les dernières Ordonnances permettent de faire entrer les Drogues , sont celles de la Rochelle , Rouen , Calais , Bourdeaux , Lyon & Marseille.

Les anciens & nouveaux Statuts de Paris, & de la plûpart des autres Jurandes , permettent aux Maîtres Apoticaire & Epiciers de faire venir librement , à leurs risques , tant par mer que par terre , des Pays étrangers & de nos Colonies, toutes sortes de Drogues , Epiceries, Grofferies, & autres Marchandises indépendantes mêmes de l'Apoticairerie , en payant toutesfois les Droits d'Entrée ordinaires, & de les vendre tant en gros qu'en détail

Il est cependant défendu aux Apoticaire , Epiciers , & à tous autres Marchands , d'apporter dans le Royaume certaines substances , & à tous Artisans d'en user. L'Inde ou Anil & le Rapontic , sont de ce nombre.

Le Tabac étant un des puissans remedes de la Médecine, il entre dans les travaux & le commerce des Apoticaire ; mais avec des restrictions. La culture en a été interdite dans le Royaume ; mais il a été permis aux Médecins & aux Apoticaire d'élever cette plante dans leurs jardins , pour l'usage de leur Profession.

§ II. Il y a plusieurs remarques à faire sur le commerce détaillé des substances de l'Apoticaire & de l'Epicerie , pour faire connoître les droits respectifs des Apoticaire , Epiciers & des Artistes des autres Professions.

En Particulier.

La distillation des eaux-de-vie a appartenu de tems immémorial aux Apoticaire & Epiciers ; mais le Roi Louis XIII, en fit l'objet d'une

Profession particulière , en érigeant en Métier à Paris , les Distillateurs d'eau-de-vie , d'eau forte , & de tout ce qui provient des lies & baissieres de vin. Ces Distillateurs reçurent des Statuts , & furent soumis à la Cour des Monnoyes. Louis XIV , continua cet établissement ; mais soumit cette Communauté à la Police ordinaire du Châtelet ; excepta les Apoticaire & les Epicier des défenses portées contre l'exercice de ce Métier ; & leur permit de faire distiller , acheter & débiter des eaux-de-vie , & de l'eau forte comme à l'ordinaire.

Dans la suite fut créée dans la même Ville , la Communauté des Limonadiers , Marchands d'eau-de-vie , qui fut unie à celle des Distillateurs , pour n'en former qu'une seule. Cette Profession ne fut établie à Paris , ainsi que dans les Provinces , & ne fut rendue bien stable , qu'après bien des vicissitudes. Cela n'arriva point sans porter préjudice à celle des Apoti-

caires-Epiciers ; ce qui fit naître entr'elles un grand nombre de contestations.

Le premier chef de contestation , fut l'établissement même des Limonadiers. Les Apoticaire & Epiciers comme Gardes de l'Etalon Royal , avoient de toute ancienneté, Droit de visite sur tous Marchands vendans à poids & mesures : les Limonadiers voulurent se soustraire à cet usage , au moyen des Lettres & Statuts de leur établissement ; ce qui engagea les Apoticaire-Epiciers , à y former opposition. L'ardeur que ceux-ci eurent pour la conservation de leurs Privilèges, les tentatives que firent les premiers pour y porter atteinte , donnèrent lieu à une longue suite de procédures , sur lesquelles il intervint un grand nombre de Loix & d'Arrêts qui pendant plusieurs années, firent successivement panacher la balance du côté des Apoticaire & des Limonadiers. Leurs Droits respectifs furent enfin

reglées d'une manière incontestable , & la tranquillité fut rendue à ces deux Communautés , par la Jurisprudence moderne. Les Apoticaire-Epicier ont été maintenus , en qualité de Gardes de l'Etalon Royal , dans le droit d'aller deux fois l'an en visite chez les Limonadiers , pour visiter leurs poids & balances : il a été permis aux Epicier & Limonadiers d'aller en visite respectivement les uns chez les autres , en cas de contravention ; la Communauté de ceux-ci a été confirmée ; mais il leur a été défendu de prendre la qualité de *Maîtres & Gardes* ; mais seulement celle de *Jurés Limonadiers*.

Les Liqueurs Spiritueuses sont assurément du nombre des principales substances de la Pharmacie ; elles ont toujours été comprises dans le commerce des Apoticaire & Epicier ; elles furent cependant le principal objet de l'établissement des Limonadiers ; un grand nombre d'Edits & d'Arrêts leur en ren-



dirent le commerce commun avec les Apoticaire & les Epiciers ; quelques-uns mêmes le leur attribuèrent à l'exclusion de ceux-ci ; mais après bien des vicissitudes , il fut enfin réglé , que les Apoticaire & Epiciers pourroient distiller , acheter & vendre tant en gros qu'en détail de l'eau-de-vie ; & qu'ils pourroient pareillement vendre & débiter des Liqueurs chaudes , composées d'eau-de-vie & d'esprit de vin , & des fruits confits à l'eau-de-vie , tant en gros qu'en bouteilles de toutes mesures & continences , pourvu que les bouteilles soient pleines , entières & coëffées.

L'établissement des Distillateurs eut encore pour un de ses objets principaux , la distillation des eaux fortes ; mais leurs Droits ont été modifiés à cet égard ; il leur a été défendu de faire autre distillation , que celle de l'eau-de-vie & de l'esprit de vin , sauf à être choisi entr'eux le nombre nécessaire

348      *Essai de Jurisprudence*  
pour la confection des eaux-fortes.

Le Caffé, le Thé, le Chocolat, le Sorbec, le Cacao & la Vanille, sont encore des substances usitées en Médecine, & par conséquent de l'Apoticairerie & de l'Épicerie. Comme elles sont la matière de Liqueurs que débitent les Limonadiers, elles sont devenues un objet de leurs contestations avec les Apoticaire-Épiciers ; & il a été décidé que les Apoticaire & Épicier pourroient vendre tant en gros qu'en détail, le Caffé en fèves non brûlé, le Thé en feuilles, le Sorbec en pâte, le Chocolat en tablettes, pains, tourteaux & rouleaux, & pourroient fabriquer le Chocolat.

Pour les Liqueurs froides, le débit en a été accordé aux Limonadiers, à l'exclusion des Apoticaire ; mais il leur a été défendu de vendre tant en bouteilles qu'aux poids, les Syrops avec lesquels la plupart de ces Liqueurs sont faites.

Les Vinaigriers ont été unis dans

leur érection , avec les tireurs & distillateurs d'eau-de-vie , dans plusieurs Villes ; ou plutôt ils ont été créés presque partout sous le titre & avec les fonctions des distillateurs ; cependant les Apoticaire & Epiciers de Paris , prétendant être les premiers Marchands d'eau-de-vie , entreprirent d'en posséder le commerce à l'exclusion des Vinaigriers ; mais ils ont échoué dans les procédures qu'ils ont faites dans ce dessein ; & les Vinaigriers ont toujours été maintenus dans le droit & la possession , de distiller , faire & vendre de l'eau-de-vie tant en gros qu'en détail.

La confection & la vente du Vinaigre & du Verjus , est l'objet principal des Vinaigriers ; mais aussi ces substances entrent dans les Médicaments ; & en conséquence il a été réglé que les Apoticaire & Epiciers pourroient en avoir chez eux , pour s'en servir , & en vendre à petites mesures ; mais qu'ils les prendroient chez les Vinaigriers ,

& n'en pourroient avoir à la fois que 30 pintes.

Dans plusieurs endroits , le commerce des Chandeliers a beaucoup de liaison avec celui des Epiciers ; & même ils sont unis dans quelques lieux ; mais à Paris & dans la plupart des grandes Villes , les uns & les autres ont peu de choses qui leur soient communes. Le commerce des Chandeliers y est pour ainsi dire borné , à la fonte & débit des suifs & des huiles.

Les commerces des Fruitiers & des Apoticaire-Epiciers , ont beaucoup de choses qui leur sont communes ; & pour prescrire les bornes de leurs Professions , il a été rendu des Reglemens qui ont fait le détail des substances qui leur seroient communes , & de celles qu'ils pourroient vendre à l'exclusion les uns des autres. Les Apoticaire , Epiciers , Confiseurs & Fruitiers , ont à Paris une heure déterminée , pour acheter après les Bourgeois , les fruits verts , qui

leur sont propres pour confire.

Les Merciers font à Paris un des six Corps des Marchands. Ils sont unis aux Epiciers & Droguistes dans plusieurs Villes ; cependant leur commerce a peu de choses communes avec celui des Apoticaire-Epiciers. Ceux-ci ont été maintenus dans la vente du fer ouvré ou non ouvré , acier , clous & charbon de terre , concurremment avec les Merciers-Ferroniers ; & il a été défendu à ceux-ci , de débiter en détail aucune Epicerie & Droguerie entrant au corps humain.

Le commerce des légumes séches , comme poids , fèves , lentilles &c. est commun entre les Apoticaire-Epiciers & les Grainiers , suivant les Reglemens des deux Professions ; mais les premiers n'en peuvent tenir de magasins hors de la maison qu'ils occupent , & sont obligés de les faire venir de plus de 20 lieues de Paris , & de ne les vendre qu'aux Bourgeois.

Les Apoticaire & Epiciers ont encore droit de vendre des substances du ressort des Chaircuitiers , comme jambons , cuissies d'oyes & lards salés ; mais ils ne les peuvent vendre qu'en gros , en tonnes ou bariques.

## CHAPITRE IX.

*Des Devoirs de ceux qui exercent la Pharmacie , & des fautes qu'ils commettent en les transgressant.*

Exercices  
de piété  
des Com-  
munautés.

§ I. **L**Es Apoticaire sont à peu près dans les mêmes usages que les Médecins & les Chirurgiens pour les exercices pieux de leurs Communautés ; & ils ont cela de commun avec toutes les autres Professions. Dans la plûpart des lieux , ils reconnoissent St. Nicolas pour leur Patron.

La Communauté de Paris fait célébrer une Messe tous les Dimanches de l'année , & deux Services aux deux Fêtes de St. Nicolas. Cela n'est point porté dans ses Sta-

tut:



tuts ; mais c'est un usage autorisé par des Reglemens du Parlement. Les Statuts des Apoticaire des Maisons Royales & de la plûpart des autres Jurandes , prescrivent pareillement la célébration d'un Service à cette Fête.

§ II. Les Reglemens de la Pharmacie contiennent , comme ceux de la Chirurgie , plusieurs dispositions , dont le but est d'entretenir entre les Confrères de cette Profession , un ordre & une union qui puissent favoriser les intérêts légitimes d'un chacun , & contribuer , quoiqu'indirectement , au bien public. C'est dans ces vues , que les Ordonnances du Commerce en général , & les Statuts de Paris & des Provinces , font défenses à tous les Apoticaire & Epicier de faire acte de courtiers ou commissionnaires ; & à ceux-ci de se mêler d'Apoticaierie & Epicerie ; & cela pour éviter les fraudes & monopoles , que pourroient faire des Marchands Forains avec quelques-uns

Devoirs  
recipro-  
ques des  
Maîtres.

354      *Essai de Jurisprudence*  
de la Ville , au préjudice des autres.

Pour maintenir le commerce dans la liberté qu'il doit avoir , les Reglemens ont défendu aux Apoticaire & Epiciers , d'aller les uns sur les marchés des autres , & même de répandre aucuns billets , pour annoncer la vente de leurs Marchandises.

Les mêmes devoirs que la Police a prescrit aux Chirurgiens , relativement à leurs Eleves , conviennent & ont été apliqués aux Apoticaire & Epiciers relativement à leurs Commis , par les Statuts généraux & particuliers , & par plusieurs Reglemens de Police. Ces Reglemens leur défendent de recevoir chez eux aucuns Apprentifs , Commis ou Domestiques , sans un congé par écrit du Maître de chez lequel ils sortent. Quelques-uns mêmes portent qu'ils ne pourront quitter le service d'un Maître pour entrer chez un autre , qu'après s'être absentés du lieu , pendant quelque tems.

Les devoirs reciproques des Apoticaire & Epiciers, s'étendent aussi jusqu'après la mort ; les usages & les Statuts de la plûpart de leurs Jurandes , enjoignent à tous les Membres de la Communauté , de rendre les derniers devoirs à leurs Confrères décédés , en assistant à leurs funérailles.

§ III. L'Etat d'Apoticaire exige de la science , de l'industrie , de la fidélité & de la candeur. Ce sont là les qualités nécessaires pour l'accomplissement des devoirs particuliers à cette Profession , relativement au bien de la société. Les Médecins qui ont travaillé aux Dispensaires & Pharmacopées , ont encore exigé de l'Apoticaire , qu'il eût assez de fortune , pour se munir de tous les instrumens , & de toutes les drogues nécessaires à la confection des médicamens , & au traitement des maladies : on en a même fait un Proverbe ; des Loix Canoniques en ont fait un devoir ; & cependant nos Reglemens n'ont

Devoirs  
relatifs au  
public,

point encore pourvu à un objet , qui est d'une utilité réelle.

Il est important que les Médecins trouvent toujours chez les Apoticaire , des Drogues d'une vertu & d'une qualité propres à remplir les indications , qu'ils se proposent. Les Canonistes & les Jurisconsultes ont regardé ceux qui débitent des Drogues sophistiquées , gâtées ou corrompues , comme des fourbes dignes de la plus sévère répression. Les anciennes Loix Françaises , ont voulu prévenir les dangers qui pourroient en être la suite , par la religion du serment , & par des punitions qu'elles ont décernées contre ceux qui se trouveroient coupables de ce crime. Leurs dispositions ont été rapellées dans les derniers Statuts , & maintenues par la Jurisprudence des Arrêts.

Ces Reglemens sont même entrés dans le détail des fraudes qu'on peut commettre dans cet Art. Il a été spécialement défendu , de mêler ou employer dans les ouvrages

de cire , aucune vieille cire avec la neuve , aucune cire grasse , ou resines ; ni dans les ouvrages de sucre , aucuns vieux fyrops.

Sur les eaux-de-vie , il a été défendu d'en extraire de marcs de raisins ; & de toute autre matière que du vin.

Toutes les mixtions d'huiles propres à entrer au corps humain , avec celles qui ne sont bonnes qu'à d'autres usages , ont été prohibées comme très-pernicieuses à la santé. Le mélange de l'huile de pavot, dite huile d'œillet , entr'autres , a eu des suites si fâcheuses , qu'il a mérité l'attention du Ministère public. On ne s'est pas contenté de défendre ce mélange ; il a été réglé que les Marchands ne pourroient recevoir , ni vendre de cette huile , à moins qu'elle n'eut été mêlée avec l'essence de thérébentine , dans le moulin même de sa fabrication ; & que les débitans mettroient des écriteaux indicatifs de cette huile , sur les vaisseaux qui la contiennent.



La Police a porté ses vues jusques sur les desserts. Il a été défendu à tous Epiciers , Confiseurs , Pâtisfiers , Traiteurs , même aux Officiers des Maisons , & à tous autres , d'y employer la gommegutte , les cendres bleues , & toutes les préparations de cuivre ; le bleu d'azur ; les cendres ou chaux de plomb ; comme le minium , ou ce qu'on appelle le vermillon ou plomb rouge ; le massicot , l'orpiment , & toutes matières dangereuses.

Pour empêcher tout-à-fait l'usage des substances dangereuses & même vénéneuses , il ne suffisoit pas de porter des peines rigoureuses contre le crime d'empoisonnement : il étoit encore nécessaire de ne confier la vente de ces substances , qu'à ceux sur la fidélité desquels on pouvoit se reposer ; & d'imposer pour devoir à ceux-ci , de ne les vendre qu'à gens dont ils connoïtroient moralement la droiture des intentions : c'est aussi ce que le Ministère a réglé. Le Droit



Civil punissoit ceux qui vendoient publiquement des médicamens vénéneux , de la même peine que les Empoisonneurs eux-mêmes. Nos anciennes Loix Françoises , enjoignoient aux Apoticaire , de ne jamais donner de ces sortes de remèdes , que sur l'Ordonnance d'un Médecin. Ces anciennes dispositions ont été confirmées & perfectionnées par les nouvelles Ordonnances , & par les Statuts des différentes Jurandes des Apoticaire. Il a été défendu , sous peine de la vie , même aux Médecins , Chirurgiens & Apoticaire , de tenir chez eux , les poisons qui sont mortels de leur nature , sans être d'aucune utilité ; à toutes personnes autres que les Professeurs en Chimie , les Docteurs en Médecine , & les Maîtres Apoticaire , d'avoir des laboratoires , & d'y travailler , sans en avoir obtenu la permission par Lettres du Grand-Sceau ; & à toutes personnes autres que les Médecins & Apoticaire , d'employer aucuns

infectes vénéneux , sous quelque prétexte que ce soit , s'ils n'en ont obtenu la permission. Il n'a été permis qu'aux Marchands des Villes , de tenir chez eux de l'arsenic , du réalgal , de l'orpiment & du sublimé ; & il leur a été enjoint de les garder dans un lieu sûr & caché ; de les donner eux-mêmes , aux Médecins , Chirurgiens , Apoticaire & autres personnes publiques , qui sont obligées d'en employer ; & d'en tenir Régistre. Ces précautions & autres aussi sages , ont été soutenues par un grand nombre d'Arrêts de différens Parlemens , qui ont puni très-rigoureusement ceux qui ont négligé de s'y conformer.

Un autre chef de Police qui intéresse encore beaucoup la Société , est l'exactitude des poids , mesures & balances , pour la distribution des médicamens. C'est ici qu'on peut appliquer avec le plus de raison , le précepte que la Loi de Dieu a donné aux Marchands ,

à cet égard. C'est-là le principal objet que nos anciennes Ordonnances ont envisagé sur la Police de la Pharmacie : le soin d'y veiller est , pour ainsi dire , la seule fonction qu'elles donnent aux Médecins & aux Gardes du métier , dans leurs visites. Les nouvelles Ordonnances contiennent à cet égard des dispositions aussi précises : & c'est pour la même fin , qu'elles ont prescrit aux Apoticaire d'avoir des poids & mesures étalonnées , & confié à leur Communauté , la garde de l'Etalon.

On a vu dans la première partie , que nos Loix n'ont point voulu apprécier par une taxe uniforme , les services des Médecins & des Chirurgiens ; mais elles ont voulu assigner un prix fixe , à chacune des Drogues des Apoticaire. A cet effet , les Reglemens donnés à plusieurs Facultés & Colléges de Médecine , & à un grand nombre de Jurandes de Pharmacie , ont chargé les Médecins de faire de tems

362     *Essai de Jurisprudence*  
en tems avec les Gardes-Apoticaires , en présence des Officiers de Police , le tarif de toutes les Drogues & marchandises , que doivent tenir les Apoticaire & les Droguistes. Ces Reglemens ont eu plusieurs fois leur exécution à Paris , & dans quelques autres endroits. Le Ministère de la Lorraine a toujours été fort attentif sur cet objet : la vigilance des Magistrats , le zèle des Médecins & la fidélité des Apoticaire , y détruisent jusqu'au soupçon de l'avarice.

---

## CHAPITRE X.

### *De la Police de la Pharmacie.*

**L'**Exécution des Reglemens rendus sur la Pharmacie , a été soumise sur bien des chefs , à l'inspection des Officiers des Communautés établies pour cet Art. Avant l'érection juridique de cette Profession , il étoit porté dans les Ordonnances , que les Gardes & le Maître du métier visiteroient deux

à trois fois l'an , dans les lieux où ils sont élus & dans les Villes voisines , les maisons de ceux qui vendent des Drogues , pour découvrir les abus. Ces visites ont été prescrites de nouveau , depuis l'érection de l'Apoticaierie & Epicerie à Paris , par un grand nombre d'Ordonnances , de Statuts & d'Arrêts. Il a été enjoint aux Médecins & aux Gardes Jurés commis pour ces visites , de saisir les Drogues de ceux qu'ils trouveront en contravention ; & d'en faire un fidèle rapport à Justice. Les Gardes de cette Communauté ont été punis plusieurs fois , pour avoir manqué d'obéir à cette Police.

Les Apoticaire , les Epiciers & autres soumis à cette Communauté , ne sont pas les seuls qui soient sujets à ces visites. Des Reglemens très-nouveaux ont chargé les Gardes-Apoticaire & Epiciers , de faire la perquisition du poivre blanc défectueux , & de l'huile d'œillet mêlée avec l'huile d'olive , dans



les Villages des environs de Paris & dans les Villes de Versailles , St. Germain en Laye , St. Denis , Villeneuve - St. Georges , Senlis , Meaux , Estampes , & autres Villes circonvoisines de Paris.

Les Apoticaire & Epicier des Maisons Royales , & les Privilegiés suivans la Cour , ont été assujettis aux mêmes visites , par un grand nombre de Lettres Patentes & de Reglemens du Conseil , du G. Conseil & de la Prévôté de l'Hôtel. Ces Reglemens portent que ces visites seront faites par des Médecins & des Apoticaire de Paris & de la suite de la Cour , qui en feront raport au Prévôt de l'Hôtel.

Les Reglemens donnés pour les autres Jurandes , contiennent des dispositions semblables.

Les Statuts & Ordonnances générales qui soumettent la Pharmacie au P. Médecin du Roi dans les lieux non Jurés , portent de même que les Gardes de l'Apoticairerie



& Epicerie , visiteront deux fois l'an , les boutiques & magasins de ceux qui vendent des Drogues ; feront jetter celles qui se trouveront vicieuses ; & feront punir par les Magistrats de Police , ceux chez qui elles seront trouvées.

Quoique le nombre de ces visites annuelles paroisse fixé par quelques Reglemens , cependant cela ne s'entend que des visites ordinaires. Les Médecins & les Gardes ont la liberté de les répéter autant de fois , que la suspicion peut les rendre nécessaires.

Les Statuts de Paris & de la plupart des autres Jurandes , portent encore que les marchandises d'Apoticaire & d'Epicerie , qui seront apportées dans une Ville Jurée , seront conduites au Bureau de la Communauté pour y être visitées par les Médecins & les Gardes-Apoticaires ; & ce n'est qu'après cette visite que ceux à qui elles appartiennent , peuvent en disposer.

## C H A P I T R E X I.

*De la Police des Eaux Minérales  
& Médicinales.*

**L**Es eaux minérales sont d'un usage ancien en Médecine : mais elles ont commencé fort tard à occuper le Ministère François. Le Roi Henri IV ayant créé un Sur-Intendant général des bains & fontaines minérales & médicinales de France , S. M. ordonna que cette Charge demeureroit unie à celle de son P. Médecin. En conséquence elle lui donna pouvoir de nommer des Maîtres & Intendans particuliers dans les Provinces , pour faire la recherche & découverte desdites eaux ; expliquer leurs vertus ; & avertir les Juges des lieux , de ce qu'il y aura à faire pour leur conservation.

Cette Inspection sur les eaux minérales , a été confirmée aux P. Médecins, par les Rois Louis XIII, Louis XIV & Louis XV. Leurs

Majestés leur ont donné la faculté, d'établir des Concierges, Baigneurs, Gardes, & autres Officiers nécessaires tant pour la conservation des bains & fontaines, que pour la distribution fidèle de leurs eaux, & de celles qui nous viennent des pays étrangers.

Les P. Médecins ont établi, en conséquence de ce pouvoir, sur cette branche intéressante de la matière médicale, une Police aussi essentielle au salut des malades, qu'à la réputation des Médecins qui les gouvernent. Ils ont rendu pour toutes les Provinces des Reglemens généraux, & pour les lieux où il y a des eaux célèbres, des Reglemens particuliers, pour en assurer la conservation, favoriser leur transport, & en rendre le prix légitime.

Dans la Lorraine, la Police des eaux minérales n'a été soumise ni au P. Médecin de cette Province, ni au P. Médecin du Roi de France. Elle est soumise ainsi que la

368 *Essai de J. sur la Médecine.*  
Police générale de la Médecine ,  
aux célèbres Collège & Faculté  
de Médecine de Nancy & de Pont  
à Mousson réunis.

*Fin du quatrieme Livre , & de tout cet Essai.*

---

## APPROBATION.

J'Ai lû par Ordre de Monseigneur  
le Chancelier , un Manuscrit  
intitulé , *Essai de Jurisprudence sur  
la Médecine &c.* Les recherches  
que l'Auteur a fait avec exactitu-  
de , & qu'il a rassemblé avec ordre  
& clarté , rendent son Ouvrage  
curieux , instructif , & utile ; il est  
rédigé sans prévention ni partia-  
lité , ce qui forme le caractère de  
la vérité , & qui annonce un pur  
zèle pour l'honneur de la Méde-  
cine , & pour le bien Public. Je  
n'ai rien trouvé qui puisse en em-  
pêcher l'Impression. A Paris ce  
premier Septembre 1761.

REGNARD,

*Le Privilège du Roi , est à la fin du premier  
Volume.*

TABLE



# T A B L E

Des Chapitres , Articles & Paragraphes qui divisent cet Essai.

*ESSAI sur la Jurisprudence de la Médecine en France.*

*AVANT-PROPOS.*

LIVRE PREMIER.

**Q**UI comprend ce qui concerne les trois Corps de Médecine en général ; & ce qui est commun à tous ceux qui exercent quelque partie de cet Art. Page 23

CHAPITRE PREMIER. De la nature de la Médecine , & de ceux qui abusent le Public dans son Exercice. 23

§ I. Proscription de l'ignorance. 23

§ II. Proscription de la Superstition. 30

CHAP. II. Du Partage de la Mé-

*decine , & de l'étendue & des bornes  
de ses trois Professions.* 34

§ I. *Généralités.* 34

§ II. *Fonctions des Médecins.* 37

§ III. *Fonctions des Chirurgiens.*

40

§ IV. *Fonctions des Apoticaire.*

44

§ V. *Consultations.* 45

CHAP. III. *De la compatibilité  
des différens Etats & Professions  
avec celles de la Médecine.* 47

§ I. *Les Ecclésiastiques.* 47

§ II. *Les Religionnaires.* 51

§ III. *Les Gens de basse condi-  
tion.* 51

§ IV. *Les Femmes.* 52

CHAP. IV. *Des devoirs de ceux  
qui exercent la Médecine , & des  
fautes & des crimes que commettent  
ceux qui les transgressent.* 53

§ I. *La Religion.* 53

§ II. *La Probité.* 54

§ III. *La Science.* 57

CHAP. V. *Des Offices de Mé-  
decine.* 58

§ I. *Officiers de Santé de la Cour.*

58



TABLE. 371

§ II. <i>Officiers de Médecine du Barreau.</i>	67
CHAP. VI. <i>Des Rapports de Médecine.</i>	71
§ I. <i>Rapports proprement dits.</i>	72
§ II. <i>Rapports pour les Exoines.</i>	83
CHAP. VII. <i>Du Service Médicinal dans les Hôpitaux.</i>	85
§ I. <i>Hôpitaux soumis à des Constitutions particulières.</i>	86
§ II. <i>Hôpitaux des Religieux de la Charité.</i>	89
CHAP. VIII. <i>Des Honoraires de ceux qui exercent la Médecine.</i>	91
§ I. <i>Action.</i>	91
§ II. <i>Privilèges.</i>	93
§ III. <i>Prescription.</i>	94
§ IV. <i>Convention.</i>	95
§ V. <i>Taxe.</i>	98
§ VI. <i>Donations.</i>	100
CHAP. IX. <i>Des Eleves de Médecine.</i>	102
§ I. <i>Etudiants en général.</i>	102
§ II. <i>Etudes Académiques, en général.</i>	103
§ III. <i>Apprentissages, en général.</i>	104

CHAP. X. *Des Juges de la Médecine.* 106

§ I. *Assujettissement de la Médecine à la Police.* 106

§ II. *Devoirs & autorité des Magistrats de Police.* 108

CHAP. XI. *Des Corps de Médecine.* 112

§ I. *Etablissmens.* 112

§ II. *Membres.* 113

§ III. *Officiers.* 115

## LIVRE DEUXIÈME.

**Q**UI contient ce qui est propre aux Médecins. 117

CHAP. I. *De l'établissement & gouvernement des Universités en général, & des Facultés de Médecine en particulier.* 117

§ I. *Ecoles en général.* 117

§ II. *Paris.* 127

§ III. *Montpellier.* 140

§ IV. *Toulouse & Cahors* 143

§ V. *Angers.* 145

§ VI. *Gray, Dole & Besançon.* 147

# TABLE.

	373
§ VII. <i>Grenoble &amp; Valence.</i>	149
§ VIII. <i>Perpignan.</i>	150
§ IX. <i>Aix.</i>	152
§ X. <i>Poitiers.</i>	153
§ XI. <i>Caen.</i>	154
§ XII. <i>Bordeaux.</i>	156
§ XIII. <i>Nantes.</i>	157
§ XIV. <i>Bourges.</i>	157
§ XV. <i>Strasbourg.</i>	158
§ XVI. <i>Reims.</i>	158
§ XVII. <i>Douai.</i>	160
§ XVIII. <i>Pau.</i>	162
§ XIX. <i>Universités étrangères.</i>	162
<i>Avignon &amp; Orange.</i>	163
<i>Pont-à-Mousson.</i>	163
CHAP. II. <i>De l'établissement &amp; gouvernement des Colléges de Médecine.</i>	164
§ I. <i>Nismes.</i>	165
§ II. <i>Bordeaux.</i>	165
§ III. <i>Orleans.</i>	167
§ IV. <i>Lyon.</i>	168
§ V. <i>Tours.</i>	168
§ VI. <i>Troyes.</i>	168
§ VII. <i>Dijon.</i>	169
§ VIII. <i>Paris.</i>	169

§ IX. <i>Amiens.</i>	170
§ X. <i>Moulins.</i>	170
§ XI. <i>Clermont.</i>	170
§ XII. <i>La Rochelle.</i>	170
§ XIII. <i>Chaalons , Vuri &amp; Ste.</i> <i>Menehoult.</i>	171
§ XIV. <i>Rennes.</i>	171
§ XV. <i>Lille.</i>	171
§ XVI. <i>Nancy.</i>	172
CHAP. III. <i>Des Privilèges des</i> <i>Universités en général ; &amp; de ceux</i> <i>des Facultés &amp; Collèges de Méde-</i> <i>cine ; &amp; des Médecins en particu-</i> <i>lier.</i>	174
§ I. <i>Privilèges honorifiques.</i>	174
§ II. <i>Privilèges Académiques.</i>	181
§ III. <i>Droits sur les Bénéfices</i> <i>Ecclésiastiques.</i>	183
§ IV. <i>Sauve-garde &amp; Scolarité.</i>	185
§ V. <i>Exemtions.</i>	189
CHAP. IV. <i>De la Censure des</i> <i>Livres de Médecine.</i>	190
CHAP. V. <i>Des Chaires de Mé-</i> <i>decine.</i>	192
§ I. <i>Chaires de l'Université de</i> <i>Paris.</i>	194

# TABLE.

	375
§. II. <i>Chaires des autres Univer-</i>	
<i>sités.</i>	194
§ III. <i>Chaires des Ecoles parti-</i>	
<i>culières.</i>	195
CHAP. VI. <i>Des Etudes de Mé-</i>	
<i>decine.</i>	196
CHAP. VII. <i>Des Receptions aux</i>	
<i>dégrés de Médecine.</i>	198
§ I. <i>A Paris.</i>	198
§ II. <i>Dans les autres Facultés.</i>	
	201
CHAP. VIII. <i>Des Aggrégations</i>	
<i>aux Facultés &amp; Colléges de Méde-</i>	
<i>cine.</i>	202
CHAP. IX. <i>De la Police de la</i>	
<i>Médecine.</i>	204
CHAP. X. <i>Des devoirs &amp; des</i>	
<i>fautes des Médecins.</i>	205
§ I. <i>Exercices de Piété des Col-</i>	
<i>lèges de Médecine.</i>	205
§ II. <i>Devoirs des Médecins dans</i>	
<i>la pratique.</i>	207

---

## LIVRE TROISIÈME.

<p style="font-size: 2em; float: left; line-height: 1; margin-right: 5px;">Q</p> <p style="clear: both;">UI contient ce qui est propre à la chirurgie &amp; aux chirur- giens.</p>	209
--	-----

CHAP. I. *De la relation qui est entre la chirurgie & la Barberie ; & de la Jurisdiction du P. chirurgien du Roi sur ces deux Arts.* 209

§ I. *Union & séparation de la Barberie & de la chirurgie.* 209

§ II. *Jurisdiction du P. Barbier & du P. chirurgien sur ces deux Arts.* 213

CHAP. II. *Des communautés des chirurgiens.* 219

§ I. *communauté de Paris.* 219

§ II. *communautés des Provinces.* 225

CHAP. III. *Des Privilèges des chirurgiens.* 232

§ I. *Privilèges Académiques.* 232

§ II. *Privilèges honorifiques.* 237

§ III. *Privilèges utiles.* 239

CHAP. IV. *De la subordination des corps des chirurgiens , à ceux des Médecins.* 241

§ I. *Devoirs extérieurs.* 242

§ II. *Police des dissections.* 244

§ III. *Assistance des Médecins aux Maîtrises.* 245

CHAP. V. *De l'Académie Royale*



TABLE.	377
de chirurgie.	248
CHAP. VI. Des Démonstrateurs en chirurgie.	250
§ I. Démonstrateurs de Paris.	250
§ II. Démonstrateurs des autres Communautés.	252
CHAP. VII. Des Etudes de chirurgie.	253
§ I. Apprentissages.	253
§ II. Fréquentation des cours.	254
§ III. Etude des Lettres.	256
CHAP. VIII. Des Receptions à la Maîtrise de Chirurgie.	259
§ I. Généralités.	259
§ II. Chef-d'œuvre à Paris.	262
§ III. Chef-d'œuvre dans les autres Communautés.	264
§ IV. Légère expérience.	267
CHAP. IX. Des Aggrégations aux Communautés des Chirurgiens.	269
§ I. Généralités.	269
§ II. Aggrégation à Paris.	269
§ III. Aggrégation aux autres Communautés.	271
CHAP. X. Des Sages-Femmes.	273
§ I. Ministère des Sages-Femmes.	273

§ II. <i>Reception des Sages-Femmes.</i>	274
§ III. <i>Inspection des Curés sur les Sages-Femmes.</i>	276
CHAP. XI. <i>De ceux qui ne sont préposés qu'à une partie de la Chirurgie.</i>	278
CHAP. XII. <i>Des Veuves de Chirurgiens ; &amp; des Chirurgiens Privilégiés.</i>	280
CHAP. XIII. <i>De la Police de la Chirurgie.</i>	283
CHAP. XIV. <i>Des devoirs des Chirurgiens.</i>	285
§ I. <i>Exercices de piété des Communautés.</i>	285
§ II. <i>Devoirs reciproques des Maîtres Chirurgiens.</i>	286
§ III. <i>Devoirs des Chirurgiens relatifs au Public.</i>	287
§ IV. <i>Devoirs particuliers des Accoucheurs &amp; Sages-Femmes.</i>	289

## LIVRE QUATRIÈME.

**Q**UI contient ce qui est propre à la Pharmacie , & aux Apoti-

TABLE.	379
<i>caires &amp; Epiciers.</i>	299
CHAP. I. De l'établissement & gouvernement des Communautés des Apoticaire.	299
§ I. Communauté de Paris	300
§ II. Communauté des Commensaux.	305
§ III. Communauté des Privilégiés suivans la Cour.	306
§ IV. Jurandes patentées des autres Villes.	307
§ V. Jurisdiction du P. Médecin sur la Pharmacie ; & Jurandes qui lui sont soumises.	311
CHAP II. Des Privilèges des Apoticaire.	315
§ I. Privilèges honorifiques.	315
§ II. Privilèges utiles.	317
CHAP. III. De la subordination des Jurandes des Apoticaire , aux Collèges des Médecins.	318
§ I. Devoirs extérieurs.	318
§ II. Présidence des Médecins aux Maîtrises.	320
§ III. Visite des Boutiques.	323
CHAP. IV. Des Etudes des Apoticaire.	325

§ I. <i>Apprentissages.</i>	325
§ II. <i>Etude des Lettres.</i>	325
CHAP. V. <i>Des Receptions aux</i> <i>Maîtrises de pharmacie.</i>	327
§ I. <i>Généralités.</i>	327
§ II. <i>Chef-d'œuvre à Paris.</i>	329
§ III. <i>Reception des Apotica-</i> <i>res de la Cour.</i>	331
§ IV. <i>Chef-d'œuvre des privilé-</i> <i>giés suivans la Cour.</i>	333
§ V. <i>Chef-d'œuvre dans les au-</i> <i>tres Communautés patentées.</i>	333
§ VI. <i>Chef-d'œuvre pour les</i> <i>lieux non jurés.</i>	334
§ VII. <i>Aggrégations.</i>	336
CHAP. VI. <i>De ceux qui ne sont</i> <i>préposés qu'à une partie de la Phar-</i> <i>macie.</i>	337
§ I. <i>Droguistes , Ciriers , Confi-</i> <i>seurs.</i>	337
§ II. <i>Herboristes.</i>	339
CHAP VII. <i>Des Veuves des</i> <i>Maîtres Apoticares &amp; Epiciers , &amp;</i> <i>des Apoticares Privilégiés.</i>	340
CHAP. VIII. <i>Du Commerce des</i> <i>Drogues.</i>	341
§ I. <i>En général.</i>	341

TABLE.	381
§ II. <i>En particulier.</i>	343
CHAP. IX. <i>Des devoirs de ceux qui exercent la pharmacie , &amp; des fautes qu'ils commettent en les transgressant.</i>	352
§ I. <i>Exercices de piété des Communautés.</i>	352
§ II. <i>Devoirs reciproques des Maîtres.</i>	353
§ III. <i>Devoirs relatifs au public.</i>	355
CHAP. X. <i>De la police de la pharmacie.</i>	362
CHAP. XI. <i>De la police des Eaux minérales &amp; Médicinales.</i>	366

*Fin de la Table.*

## E R R A T A.

**P** Age 5. ligne 13. *ont*, lisez *ont eu*. P. 10. lig. 24. *entre elles*, ajoutez, & j'ai tâché. P. 19. lig. 20. effacez *de-là*. P. 60. lig. 3. *au* lisez *du*. P. 72. lig. 27 *qu'autorise*, lisez *qui autorise*. P. 74. lig. 20. *le* lisez *les*. P. 76. lig. 8. *soit*, lisez *il doit*. P. 115. lig. 2. *pour*, lisez *par*. P. 116. lig. 8. *exigé*, lisez *érigé*. P. 130. lig. 24. *ces*, lisez *les*. P. 134. lig. 5. & P. 159. lig. 21. *Quêteur*, lisez *Questeur*. P. 210. lig. 18. *dans*, lisez *de*. P. 227. lig. 1. *Ayde*, lisez *Agde*. P. 231. lig. 7. effacez, *sont*. P. 234. lig. 24. *de*, lisez *des*. P. 266. lig. 12. effacez, *d'Ostéologie*. P. 269. lig. 6. *ces*, lisez *les*.



## A V I S.

**L**A première Partie de l'Ouvrage dont celui-ci est l'abrégé, se vend 5 livres les deux Volumes brochés; & 6 liv. reliés. Les trois autres Parties se vendront séparément le même prix.

Pour rendre la suite de l'Ouvrage plus parfaite pour l'Impression, & en faciliter en même tems l'achat à ceux qui en désireroient la totalité, j'ai jugé à propos de proposer une Souscription, qui sera ouverte jusqu'au premier jour d'Octobre prochain. Ceux qui voudront souscrire avant ce tems, recevront cet Essai, & les deux Volumes brochés de la première Partie, en payant 16 livres; & les six Volumes des trois autres Parties, à mesure qu'ils paroîtront. On leur fera une semblable diminution, sur les Supplémens qui pourront suivre. Ceux qui auront la première Partie, pourront encore souscrire, en payant 12 livres.

Pour avoir le Prospectus de la Souscription & souscrire, on pourra s'adresser aux Libraires qui débitent cet Ouvrage; ou à l'Auteur, chez M. Porquier Marchand Vinaigrier, rue du Faubourg St. Jacques, vis-à-vis la Visitation, à Paris.









I  
Verdier  
1763

